

Rapport annuel

**2004**

**econocom**  
MASTERING IT RESOURCES





## < SOMMAIRE

- 1 ► Profil**
- 2 ► Entretien avec Jean-Louis Bouchard,  
Président d'Econocom Group**
- 4 ► Chiffres clés**
- 6 ► Faits marquants 2004**
- 8 ► Stratégie**

### **10 ► Offre de services**

- 12 ► Services administratifs et financiers**
- 15 ► Services d'infogérance**
- 18 ► Total Care Service**
- 20 ► Services d'approvisionnement**
- 22 ► Services de télécommunications**
- 24 ► Master IT**
  
- 26 ► L'action Econocom Group**
- 28 ► Les valeurs d'Econocom**
- 29 ► Cahiers financiers**



Jean-Louis Bouchard



Charles de Water



Christian Bret



Gaspard Dürrleman



Rafi Kouyoumdjian



Luc Pintens



Jean-Philippe Roesch



Patrik Vandewalle



Vincent Wajs

< SOMMAIRE

## Conseil d'Administration

### **Jean-Louis Bouchard**

Président et Administrateur délégué

### **Charles de Water**

Administrateur délégué en charge de l'activité Financial Services

### **Christian Bret**

### **Gaspard Dürrleman**

### **Rafi Kouyoumdjian**

### **Luc Pintens**

### **Jean-Philippe Roesch**

### **Patrik Vandewalle**

Administrateur délégué en charge des activités Managed Services et Products and Solutions

### **Vincent Wajs**

## Comité de Direction Groupe

### **Jean-Louis Bouchard**

Président et Administrateur délégué

### **Charles de Water**

CEO de l'activité Financial Services

### **Luc Pintens**

Country Manager Belgique

### **Jean-Philippe Roesch**

Directeur Général Adjoint

### **Patrik Vandewalle**

CEO des activités Managed Services et Products and Solutions

## Commissaire

### **PricewaterhouseCoopers**

Reviseurs d'entreprises SCCRL  
représentée par Emmanuèle Attout



# econocom

MASTERING IT RESOURCES

Société de services informatiques, Econocom apporte depuis 1982 des réponses aux entreprises dans le domaine du pilotage et de la gestion de leurs ressources informatiques. Ce service est étendu depuis 2004 au domaine des télécommunications.

Fondée sur l'expérience et l'expertise de ses 1 700 collaborateurs, dont 1 100 ingénieurs et techniciens, la capacité d'innovation d'Econocom contribue à l'élaboration de **services d'externalisation** sur mesure dédiés à la gestion des **infrastructures informatiques et télécommunications** de ses **10 000 clients**.

Ces services permettent aux entreprises de réduire leurs coûts grâce à un meilleur contrôle de l'usage et de l'évolution de leur informatique, et d'améliorer ainsi la gestion et la qualité du service rendu aux utilisateurs.

Implantée en **Europe** et aux **États-Unis**\*, Econocom s'est fixé pour **axe prioritaire de reprendre le leadership par l'innovation** dans le cadre de son plan stratégique **Share Five** (2003-2007).

L'action Econocom Group fait partie de l'indice Next Economy d'Euronext. Elle est cotée au Premier Marché d'Euronext Bruxelles et à Paris (valeurs de la zone euro).

\* Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse.

# Entretien avec Jean-Louis Bouchard **Président d'Econocom Group**



## ► Comment avez-vous innové en 2004 ?

L'innovation est la vocation d'Econocom, dans un secteur, celui des services informatiques, où l'évolution de la technologie fait sans cesse apparaître de nouveaux besoins chez nos clients.

En 2004, nous avons innové dans chacune de nos activités.

Dans notre activité Products and Solutions, nous avons mis en œuvre le modèle "full outsourcing" en France. Associant l'externalisation de notre logistique et le déploiement d'une force commerciale constituée d'agents, ce modèle a permis à notre filiale française de redevenir profitable dans un marché difficile pour tous.

Dans notre activité Financial Services, nous avons lancé avec succès l'offre TRO (Technology Refresh Option), qui permet à tout moment de remplacer, sans augmentation budgétaire, une partie du matériel par des produits à la pointe de la technologie.

Dans notre activité Managed Services, nous avons conçu pour les PME de 100 à 200 utilisateurs l'offre Total Care, qui leur permet de se dégager totalement de tous les problèmes liés à la gestion de leurs infrastructures informatiques et télécommunications : sélection des prestataires et négociation, conception, adaptation et exploitation de leur architecture IT.

Ce service est facturé sur la base d'un coût par utilisateur et par mois, ce qui est très transparent pour les PME qui décident de faire appel à nous.

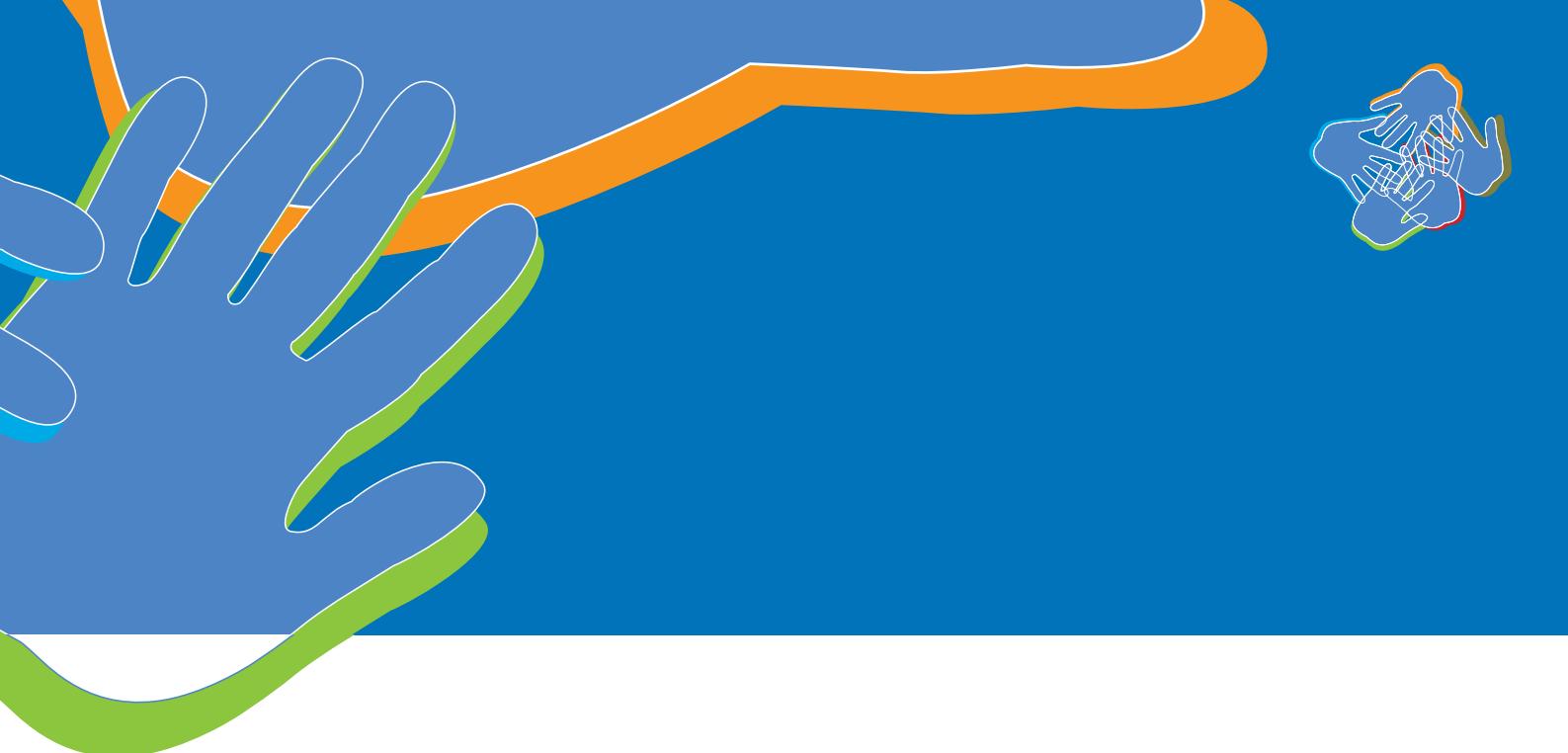
Enfin, nous avons accéléré notre conquête du marché des services de télécommunications mobiles aux entreprises en acquérant deux sociétés spécialisées : Signal Service en France et CHanSE en Belgique.

## ► Pourquoi cette diversification dans les télécoms ?

Parce que, dans un contexte caractérisé par l'explosion des besoins liés à la mobilité et à la convergence voix/données, les entreprises sont à la recherche d'un partenaire capable de leur apporter un service qui couvre à la fois leurs besoins en informatique et en télécommunications.

Econocom est un des premiers acteurs européens à être crédible sur ce double créneau, qui recèle selon nous un fort potentiel de croissance.

Je suis convaincu que la mobilité liée au haut débit aura des répercussions considérables sur l'organisation du travail et va constituer une vraie révolution, pleine d'opportunités pour Econocom.



### ► Pourquoi le positionnement d'Econocom est-il porteur ?

Au-delà de notre palette de services et de notre expertise acquise depuis plus de vingt ans, je pense que notre principal point fort est notre capacité à simplifier la vie de nos clients et à réduire leurs dépenses.

Non seulement chacune de nos prestations y contribue, mais notre indépendance vis-à-vis des constructeurs informatiques et des institutions financières constitue pour nos clients une garantie de qualité dans la durée.

Nous les accompagnons de A à Z dans la gestion de leurs ressources informatiques et télécommunications, du conseil au pilotage, de l'approvisionnement au déploiement, du financement à la gestion au jour le jour de leurs actifs. Il y a un véritable contrat de confiance entre eux et nous.

### ► Êtes-vous satisfait des résultats d'Econocom en 2004 ?

La forte hausse de notre résultat d'exploitation et la contribution positive de toutes nos activités à ce résultat démontrent la pertinence de notre stratégie et de notre *business model*.

Grâce au déploiement en France du modèle "full outsourcing", Econocom se positionne parmi les rares sociétés de services informatiques européennes à avoir dégagé des profits dans son activité de distribution en 2004.

De façon plus générale, après un exercice 2003 difficile, nous avons rapidement redressé la barre et notre résultat net part du groupe est largement positif, à 14,3 millions d'euros.

Nos capitaux propres s'élèvent à 80 millions d'euros, déductions faites des dividendes et actions d'autocontrôle, et notre trésorerie nette atteint 53 millions d'euros.

Notre situation financière est solide et nos activités sont profitables : je suis par conséquent confiant dans notre capacité à accroître notre rentabilité en 2005.

### ► Où en êtes-vous de la réalisation de votre plan stratégique Share Five pour la période 2003-2007 ?

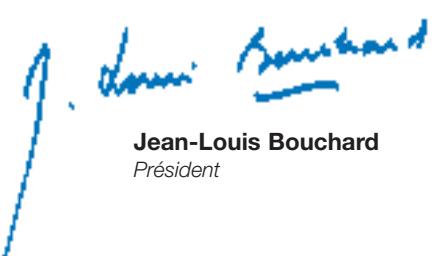
L'axe stratégique principal du plan Share Five est de reprendre le leadership dans chacune de nos activités. Être leader, ce n'est pas forcément réaliser le plus gros chiffre d'affaires : c'est innover et être suivi. Être leader, c'est, chez Econocom, ce que nous aimons être, ce qui nous motive.

Pour tenir compte des évolutions du marché depuis le lancement de ce plan en 2003, nous venons de mettre à jour ce plan stratégique.

Notre premier objectif demeure inchangé : atteindre un résultat d'exploitation égal à 5 % du chiffre d'affaires. Fin 2004, il représentait 2,4 % du chiffre d'affaires. Il devrait atteindre, notamment grâce à l'augmentation de notre productivité, plus de 3 % fin 2005. Si nous maintenons le cap, nous parviendrons à un résultat d'exploitation égal à 4 % de notre chiffre d'affaires fin 2006 et à 5 % fin 2007.

Nous avons choisi comme deuxième objectif le doublement de la valeur de l'action Econocom Group d'ici 2007, pour atteindre 12 euros. Ce niveau reflétera la perception qu'aura le monde extérieur de notre progression et de notre capacité d'innovation sur notre marché.

Tels sont les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés : notre positionnement, notre stratégie, notre expertise et notre offre innovante me rendent confiant dans notre capacité à les atteindre.



**Jean-Louis Bouchard**  
Président

# Chiffres clés

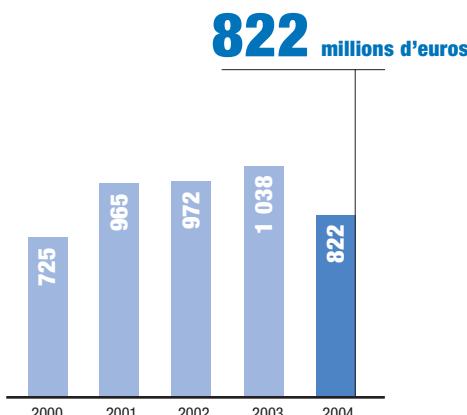
## Compte de résultat simplifié

(en millions d'euros)	2002	2003	2004
Chiffre d'affaires consolidé	971,5	1 038,3	821,8
Résultat d'exploitation <sup>(1)</sup>	22,8	11,7	19,8
Résultat courant <sup>(2)</sup>	23,3	12,4	20,6
Résultat courant net <sup>(3)</sup>	15,7	8,2	15,9
Résultat net part du groupe	10,5	(7,5)	14,3

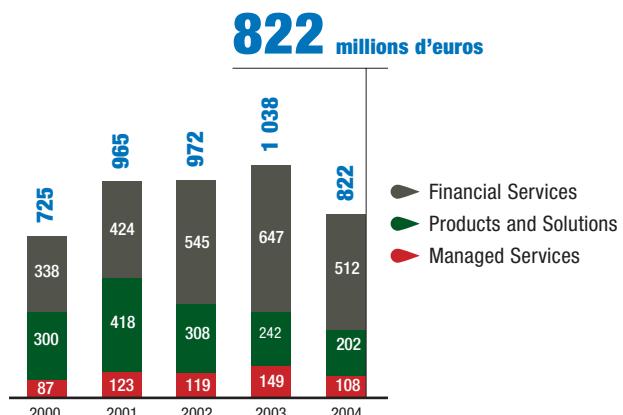
(1) Avant amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS (0,2 M€).

(2) Résultat courant (avant amortissement (2,2 M€) des écarts d'acquisition et du fonds de commerce acquis d'EDS).

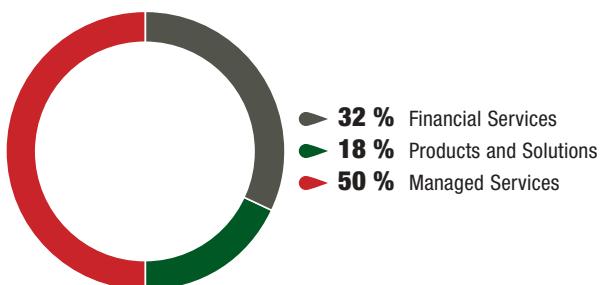
(3) Avant amortissement des écarts d'acquisition et du fonds de commerce acquis d'EDS et éléments exceptionnels (2,0 M€).



**Chiffre d'affaires Econocom Group**  
(en millions d'euros)



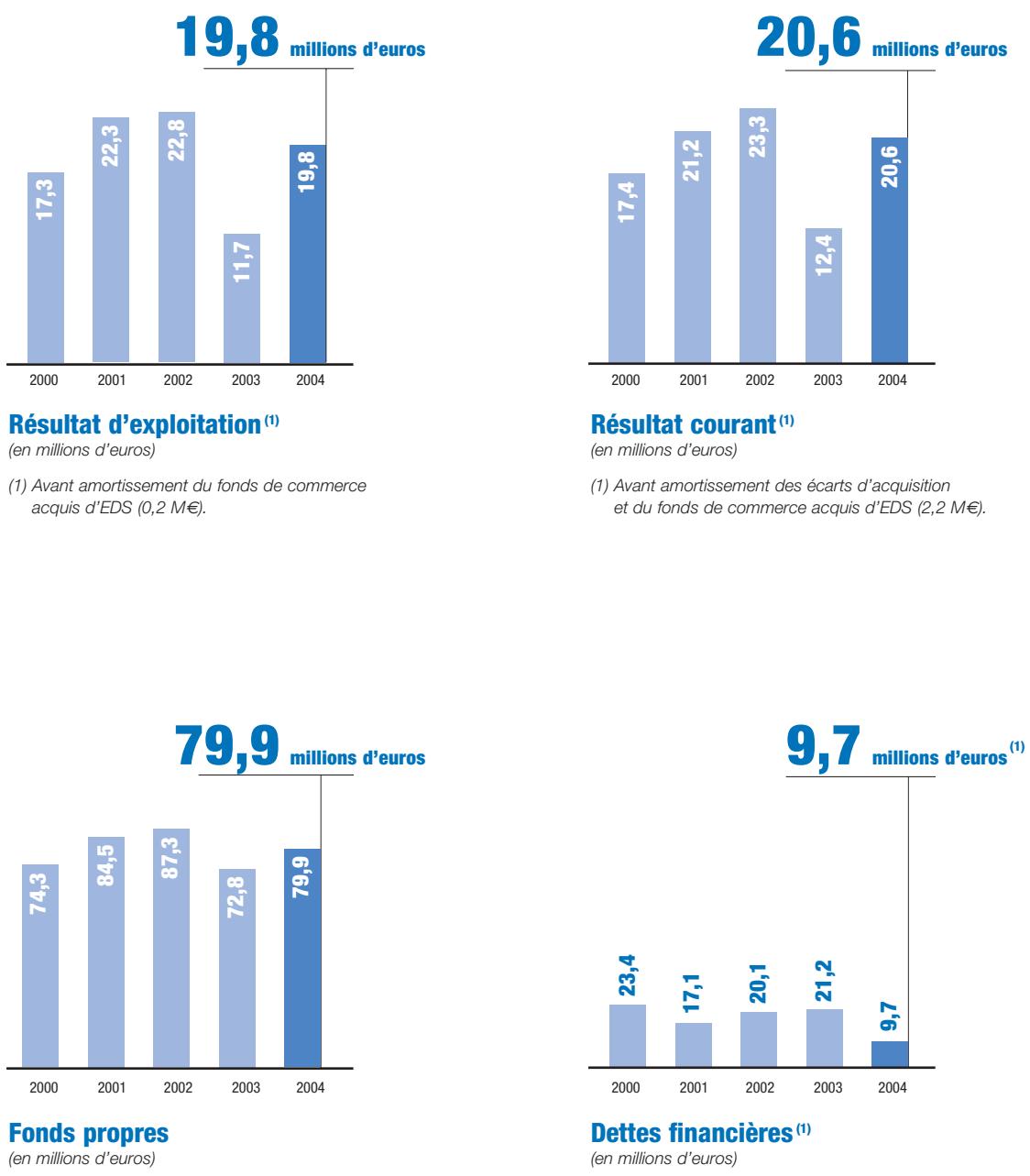
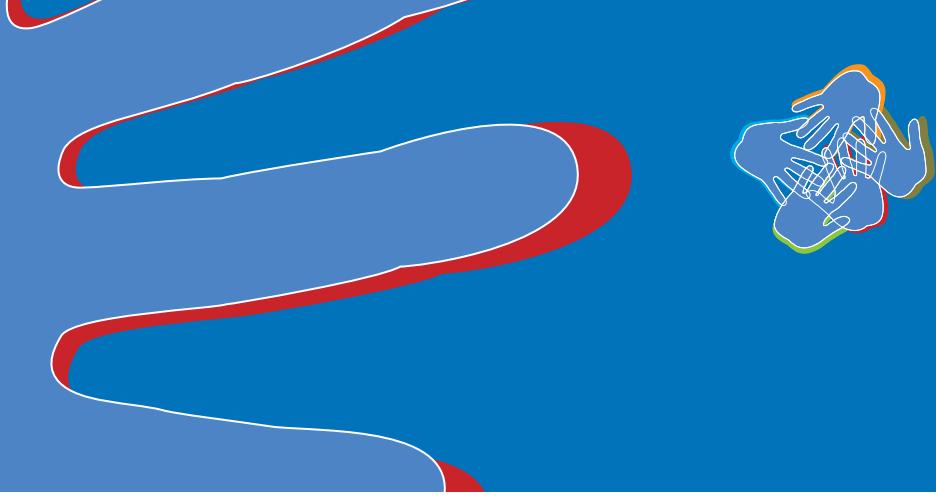
**Chiffre d'affaires par activité**  
(en millions d'euros)



**Répartition de la valeur ajoutée par activité**

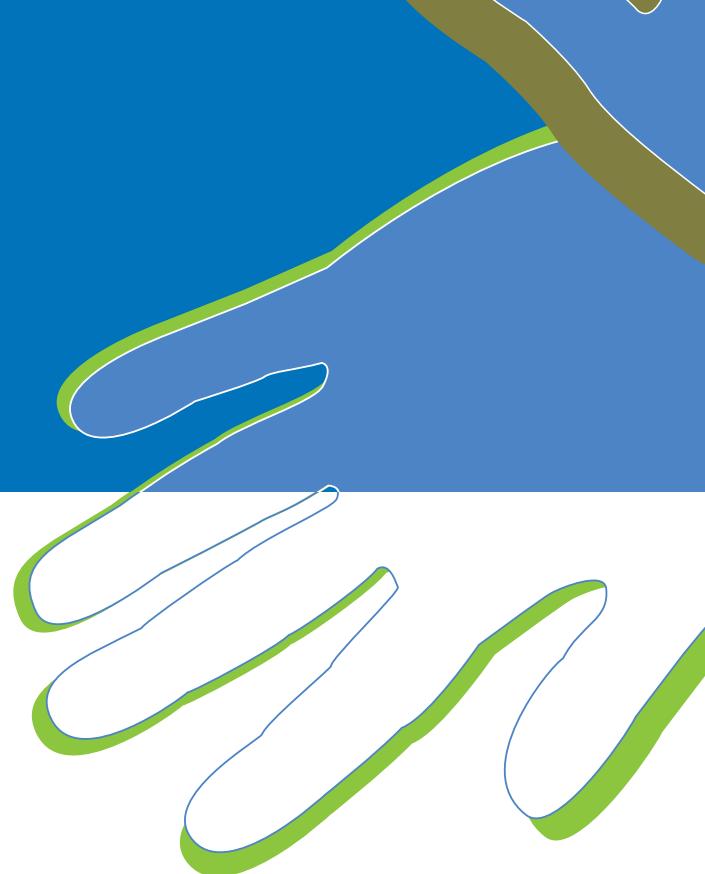


**Répartition des effectifs**  
au 31 décembre 2004



(1) La trésorerie nette de dettes financières s'élève à 53 millions d'euros.

# Faits marquants 2004



## Innovations

- ▶ **Lancement de l'offre Total Care Service (TCS) destinée aux PME-PMI** ayant 100 à 200 utilisateurs. Cette solution packagée est basée sur un forfait mensuel par utilisateur. En fonction des besoins du client, la solution TCS peut inclure la gestion des actifs, l'assistance en ligne et sur site des utilisateurs, le financement, la maintenance, la gestion de la sécurité...
- ▶ **Lancement de la solution TRO (Technology Refresh Option)** qui permet de disposer d'un parc informatique à la pointe de la technologie sans augmentation des charges mensuelles. Le client décide quel matériel changer au moment où il le souhaite.
- ▶ **Lancement de l'école des Ventes Econocom** en décembre 2004, afin de former des jeunes commerciaux aux techniques de vente des services informatiques et aux spécificités de l'offre Econocom.

## Développement dans les télécommunications

- ▶ **Acquisition en août 2004 de Signal Service**, spécialiste de la téléphonie mobile pour les entreprises en France. Par cette acquisition, Econocom devient le leader français des services de télécommunications mobiles aux entreprises.
- ▶ **Prise de participation de 75 % en novembre 2004 dans la société belge CHanSE**, spécialisée dans les services de gestion de la téléphonie mobile. Créeée en 1995, CHanSE compte quinze consultants et connaît depuis ses débuts un taux de croissance de 80 % par an. Trois mois après l'acquisition de Signal Service en France, cette opération permet à Econocom de franchir une nouvelle étape pour atteindre le leadership sur le marché porteur des services de téléphonie mobile et de télécommunications aux entreprises en Europe.



## Performances

- ▶ **Brico (filiale belge du groupe néerlandais Vendex KBB) signe un contrat de services d'une durée de 5 ans avec Econocom.**  
Dans un contexte d'intégration des magasins Leroy Merlin, Econocom est en charge du déploiement et de la maintenance des nouveaux systèmes de caisses enregistreuses du géant belge du bricolage.
- ▶ **Econocom Italie multiplie par 5 son volume d'affaires en 2004 et signe plusieurs contrats de financement conformes aux normes comptables IAS 17, dont Olivetti.**
- ▶ **Le groupe espagnol de bâtiment et travaux publics FCC choisit Econocom Espagne** pour la location opérationnelle de son parc informatique. Le parc concerné comporte plus de 10 000 actifs : les outils d'asset management proposés par Econocom ont fait la différence.
- ▶ **Econocom démarre un joint-venture avec Albis, afin de développer ses services de gestion administrative et financière en Allemagne.**  
Basée à Hambourg, la société a signé ses premiers contrats de financement d'infrastructures informatiques.

▶ **EDF (branche Production Ingénierie) confie à Econocom des prestations de proximité et de réalisation de travaux informatiques.** L'objectif d'EDF est d'harmoniser les services rendus aux utilisateurs tout en améliorant la maîtrise de ses coûts informatiques. Signé en janvier 2005, ce contrat d'une durée de cinq ans porte sur un volume de 45 000 postes de travail et de 1 220 serveurs, répartis sur 670 sites.

▶ **L'Essec étend le périmètre de son partenariat avec Econocom** dans les domaines de l'assistance aux utilisateurs, de la hotline, du déploiement et lui a confié son projet de migration vers XP.

▶ **Econocom "Preferred supplier\*" pour les services informatiques de Rabobank :** le troisième groupe bancaire néerlandais a décerné à Econocom le label de "preferred supplier" dans le domaine des services informatiques de support.

\* Fournisseur préféré.

# La stratégie d'Econocom

## La maîtrise des ressources informatiques et télécoms

La vocation d'Econocom est d'aider les directeurs informatiques et financiers à acquérir et renforcer la maîtrise de leurs ressources informatiques et télécoms. C'est dans cette optique qu'Econocom déploie une offre complète de services liés au cycle de vie des produits informatiques et télécoms, au management des infrastructures distribuées et à leur financement.



### Le partenaire des entreprises pour leurs infrastructures informatiques

Econocom accompagne ses clients dans "l'optimisation de leur informatique et de leurs télécommunications." Ce positionnement se décline à travers la conception et le déploiement de services globaux de conseil et de pilotage, d'approvisionnement, de mise en œuvre et de financement.

Sur le marché très concurrentiel des services informatiques, Econocom se distingue par son expertise et sa spécialisation dans le domaine des infrastructures informatiques, son offre complète et son indépendance. Du conseil stratégique aux services sur mesure de gestion opérationnelle, administrative et financière, Econocom aide ses clients à reprendre le contrôle de leurs ressources informatiques pour en améliorer les prestations et en réduire les coûts.

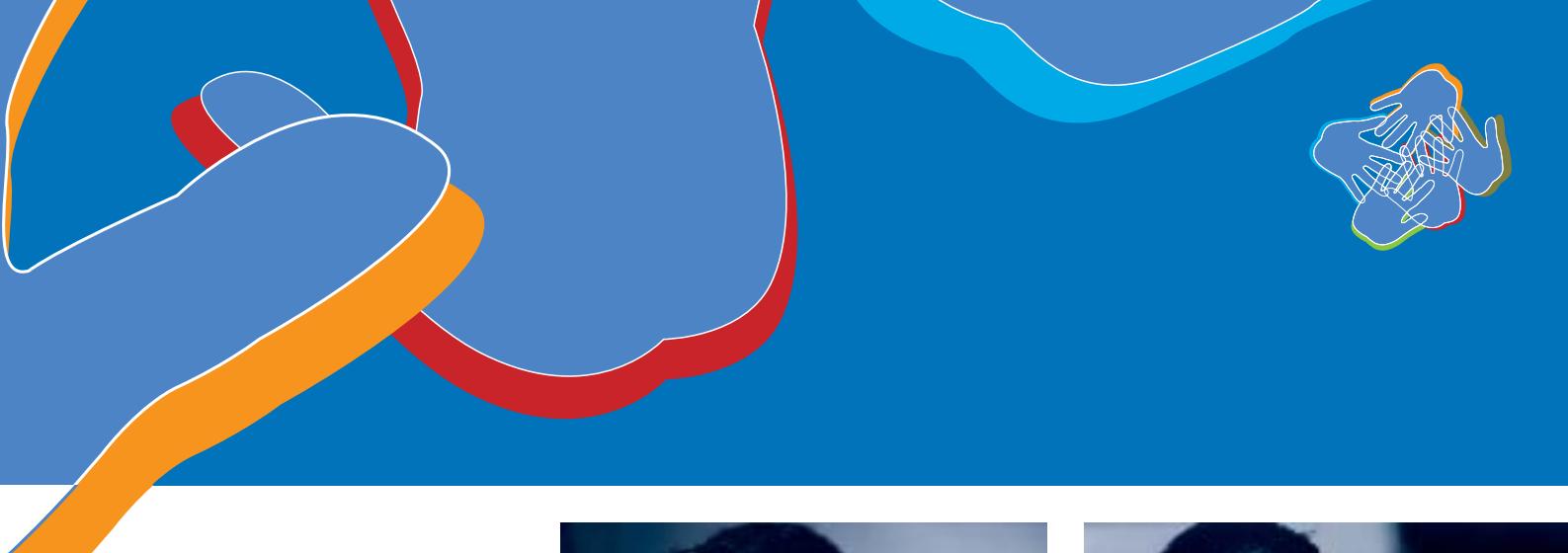
### Des solutions cohérentes pour la convergence données-voix

L'innovation est au cœur de la culture d'Econocom, qui enrichit en permanence son offre pour satisfaire et anticiper les attentes de ses clients. L'expérience approfondie et l'expertise pointue d'Econocom en matière d'externalisation et d'infogérance dans les deux domaines de l'informatique et des télécommunications s'avèrent particulièrement précieuses pour les entreprises dans le contexte actuel de la convergence entre les données et la voix. Devenue une réalité, cette convergence nécessite une approche globale car les clients sont à la recherche d'un partenaire capable de leur apporter un service complet.

### Services novateurs et meilleures pratiques

► **Master IT** permet aux entreprises de passer du stade de l'IT asset management à celui de la maîtrise de leurs ressources IT (informatiques et télécoms).

► **Le développement du référentiel ITIL** (Information Technology Infrastructure Library) fait bénéficier les directions informatiques des meilleures pratiques pour améliorer la qualité du service rendu et se positionner comme un prestataire de services auprès des clients internes.



## Un intermédiaire multicarte

### ► **Dans le domaine du financement**

l'IT asset management s'impose de plus en plus comme une nécessité stratégique pour les entreprises. Celles-ci souhaitent en effet renouveler leurs équipements (PC, serveurs et logiciels) tout en contrôlant leurs budgets et en réduisant leurs coûts. Les services d'Econocom dans ce domaine s'enrichissent d'une gestion administrative performante et d'un accompagnement personnalisé.

### ► **L'enrichissement des services** d'infogérance

et de support répond au souhait des clients d'obtenir une réponse globale à des besoins diversifiés autour du poste de travail. Econocom permet aux entreprises qui le souhaitent d'externaliser complètement ou en partie l'infogérance de leurs parcs informatiques.

► **La distribution** de produits informatiques est devenue une commodité. C'est pourquoi Econocom privilégie dans ce domaine l'externalisation des coûts : la logistique est externalisée et la force commerciale essentiellement constituée d'agents. Une stratégie qui permet à Econocom de s'adapter au ralentissement des investissements des clients, mais aussi d'être prête à une reprise des achats tout en se concentrant sur la valeur ajoutée de ses services : performance prix/délai, refonte de l'architecture des parcs distribués, offre télécoms, etc.

Econocom se positionne vis-à-vis de ses clients comme un partenaire à part entière et dans la durée, indépendant des constructeurs informatiques et des banques.

## Plans d'amélioration continue de la qualité de service

L'offre d'Econocom couvre le conseil, l'audit et l'ensemble des services liés à la gestion des ressources informatiques : déploiement, stockage, impression, mobilité, exploitation de réseaux et administration au jour le jour, support aux utilisateurs, reporting et asset management, outsourcing et infogérance.

Pour l'ensemble de ces prestations, Econocom s'engage sur la qualité du service rendu. Des *Services Level Agreement* et *Services Level Management* sont conclus avec les clients afin de suivre et d'améliorer les prestations réalisées.

# Offre de services **Econocom**





## La maîtrise des ressources informatiques et télécommunications des entreprises

Econocom propose une offre complète de services centrés sur la gestion opérationnelle, administrative et financière des ressources informatiques et télécoms des entreprises :

- **Services administratifs et financiers**  
(Econocom Financial Services)
- **Services d'infogérance**  
(Econocom Managed Services)
- **Total Care Service**
- **Services d'approvisionnement**  
(Econocom Products and Solutions)
- **Services de télécommunications**
- **Master IT**



# TÉMOIGNAGES CLIENTS

## Group 4 Falck

**La location opérationnelle du parc informatique permet un contrôle accru et une plus grande flexibilité pour Group 4 Falck**

En juillet 2004, Group 4 Falck a fusionné avec Securicor pour devenir Group 4 Securicor. Le nouveau groupe ainsi constitué est présent dans 108 pays et emploie 340 000 personnes.

*“Group 4 Belgique a choisi les solutions de location d’Econocom pour des raisons de flexibilité, de transparence et de contrôle”, explique Peter Verpoort, National ICT manager. “Ces solutions locatives nous offrent la possibilité de faire évoluer notre parc IT et d’optimiser les renouvellements à des conditions intéressantes.”*

## IER, groupe Bolloré

**IER choisit la solution TRO pour la gestion de son parc informatique**

IER, filiale du groupe Bolloré, est le n° 1 mondial pour la conception, la fabrication et la commercialisation de bornes et terminaux d'impression, de billetterie électronique et de contrôle d'embarquement des grands réseaux de transports aérien, ferroviaire et maritime. Pour conserver le leadership, IER s'équipe de technologies informatiques de pointe. Afin d'optimiser la gestion technologique et financière de son parc informatique, IER groupe Bolloré a choisi, depuis 2002, la solution TRO (Technology Refresh Option) proposée par Econocom. Pour Hugues Basseguy, directeur informatique IER groupe Bolloré : “IER devait se doter d'une solution permettant de remplacer une partie des équipements plus rapidement qu'à l'issue des 3 ans de l'amortissement légal.” La solution TRO répond ainsi aux trois objectifs que s'est fixés la direction informatique d'IER :

maîtrise des coûts, flexibilité de la gestion de son parc IT et transparence.

- Maîtrise des coûts : la solution TRO permet de planifier finement une augmentation comme une décroissance des loyers ;
- Flexibilité : la solution TRO permet de procéder rapidement à des acquisitions. En fonction des besoins des entités opérationnelles, le volume d'achats étudié en amont avec Econocom et réalisé tout au long de l'année, entraîne une gestion dynamique du parc informatique ;
- Transparence : toutes les règles sont contractuelles. Un reporting effectué tous les 6 mois avec l'équipe dédiée d'Econocom permet de suivre l'évolution budgétaire et technologique du parc informatique d'IER.

*“La signature de TRO a permis de privilégier la réactivité face aux évolutions technologiques, la souplesse, et d'adapter les équipements informatiques pour faire face aux différents projets stratégiques du groupe”, conclut Hugues Basseguy.*

## Hôpital Catharina- Ziekenhuis

**Sécurité et fiabilité accrues pour l'informatique de l'hôpital Catharina-Ziekenhuis**

L'hôpital Catharina d'Eindhoven aux Pays-Bas emploie plus de 3 000 personnes. Son équipe médicale est composée de 150 spécialistes. Depuis 2000, il a opté pour une solution de location de son matériel informatique en exigeant, entre autres, le remplacement rapide de ses PC chaque fois que ce serait nécessaire, afin de garantir une sécurité et une fiabilité immédiate.

Pour Hans Geertman, directeur du département administratif et financier de l'hôpital :

*“La location nous a permis, dans le cadre des arrangements financiers prévus, d'avoir à notre disposition un équipement fiable servant les intérêts techniques des différents services de l'hôpital. C'est en raison de cette cohésion que nous avons opté pour cette solution de financement proposée par Econocom.”*



## Faits marquants 2004

### Technology Refresh Option : la flexibilité et la transparence

En développant fortement son offre de service Technology Refresh Option (TRO), Econocom satisfait une attente essentielle des entreprises. Grâce à cette solution d'une grande flexibilité, le client peut renouveler ses actifs à tout moment. Le remplacement d'une partie du matériel par des actifs plus à la pointe de la technologie n'affecte pas le montant du loyer qui demeure inchangé. En même temps, le client bénéficie de tableaux de bord détaillés, lui donnant toutes précisions sur ses actifs et ses budgets. Une transparence indispensable à la gouvernance d'entreprise, les directeurs financiers étant en mesure de présenter à la Direction Générale, aux auditeurs et aux actionnaires le détail des dépenses informatiques. Plusieurs contrats majeurs de ce type ont été signés en 2004, en particulier avec Thales en France et Group 4 Falck en Belgique.

### Innovation avec le service "IAS 17"

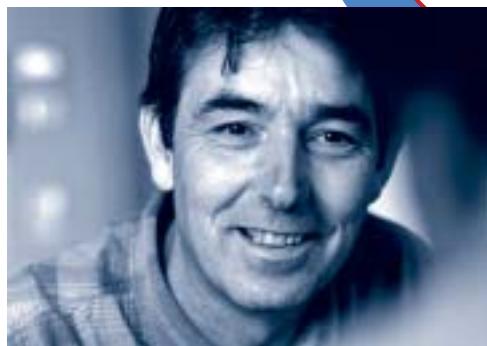
À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les sociétés cotées en Europe sont tenues de respecter les normes comptables IAS 17. Celles-ci les enjoignent d'inclure dans le bilan de nombreux actifs qui, jusqu'alors, n'y apparaissaient pas. La pro-activité d'Econocom et sa capacité à innover se traduisent par le lancement de services répondant à cette nouvelle attente des clients. Ces services leur permettent de maintenir leurs actifs informatiques hors bilan tout en étant conformes aux normes IAS 17 – les équipes d'Econocom accompagnent leurs clients dans ce domaine jusqu'à l'approbation de leurs comptes. Une offre déjà retenue par d'importants clients.

### Positions renforcées en Europe

En Europe, Econocom Financial Services est fortement implantée en Belgique, en France et aux Pays-Bas. L'activité bénéficie d'une bonne croissance en Espagne et d'un développement particulièrement remarquable en Italie.

# Managed Services

“D'une durée de trois à cinq ans, nos contrats d'infogérance nous engagent dans la mise en œuvre et la mesure permanente de plans de progrès basés sur la satisfaction des utilisateurs.”



## L'expertise des processus informatiques

Econocom apporte à ses clients son expertise dans l'optimisation de leurs processus informatiques et son efficacité dans la gestion de ces processus. Les contrats d'infogérance modulaire proposés par Econocom permettent aux entreprises de reprendre le contrôle de leur informatique distribuée et d'en réduire les coûts, tout en externalisant la gestion quotidienne de leur parc.

## Un acteur novateur de l'infogérance

Spécialiste de la gestion des environnements distribués (PC, serveurs, réseaux et licences), Econocom Managed Services est leader en Belgique et poursuit son renforcement sur les marchés français et néerlandais.

L'offre d'Econocom dans ce domaine répond aux attentes des entreprises car elle est complète, performante, flexible et évolutive.

Econocom Managed Services conçoit et met en œuvre des services d'exploitation qui couvrent la diversité des attentes de ses clients :

- exploitation et administration, au jour le jour, des infrastructures permettant de garantir la disponibilité des services ;
- déploiement, suivi en continu et maîtrise des changements de configurations auprès des utilisateurs ;
- services “desk” assurant la prise en charge des demandes et la résolution des incidents utilisateurs ;
- maintenance “hardware” et support ;
- optimisation des processus informatiques, notamment via ITIL et des outils de gestion et de reporting automatisés.

# Managed Services

## TÉMOIGNAGES CLIENTS

### La Redoute

#### La Redoute garantit la qualité de son système d'information avec la démarche ITIL

En 2002, la Direction des Systèmes d'information de La Redoute (groupe PPR) a lancé le projet OASIS visant à améliorer la qualité de son système d'information. L'enjeu est triple : assurer le bon fonctionnement du système d'information tout en garantissant aux clients la continuité et la qualité de service rendu, optimiser les coûts informatiques et finalement, assurer l'évolution et la cohérence du système d'information.

**Les consultants**  
Synopse/Econocom et l'équipe de La Redoute décident alors de s'appuyer sur la démarche ITIL, la mieux appropriée pour développer une culture de

service orientée vers les clients, dans un contexte d'exigence forte vis-à-vis de l'informatique, vecteur de compétitivité et de productivité de l'entreprise.

Pour Pierre Caplier, directeur de ce projet au sein de La Redoute : *"Nous avons retenu Synopse pour leur expérience ITIL et pour leur pragmatisme dans la démarche et la mise en œuvre proposée."*

Depuis trois ans, à toutes les étapes du projet, La Redoute a été accompagnée par l'équipe Synopse/Econocom, qui a assuré la formation sur site, le conseil pour la définition du plan de projet et des processus, l'assistance pour la mise en œuvre de la solution retenue, son intégration aux outils de production et l'assistance pour le pilotage du projet.

### Fabricom (Groupe SUEZ)

#### Fabricom opte pour l'externalisation de son parc

Fabricom est une entreprise spécialisée dans les installations et les services techniques pour les marchés industriels. Elle compte 6 000 collaborateurs en Belgique, répartis dans 24 entités et réalise dans ce pays un chiffre d'affaires de 713 millions d'euros.

La croissance externe est au cœur du développement de l'entreprise, d'où le souci constant de la Direction informatique d'être un prestataire de services fiable dans un environnement professionnel en constante évolution.

Grâce à son partenariat avec Econocom, auprès de qui elle a externalisé l'infogérance de son parc informatique dès 1997, Fabricom a notamment mis en place une démarche ITIL, étendu les plages d'ouverture de son service desk et amélioré le système de refacturation aux utilisateurs.

La mesure de l'amélioration de la qualité du service rendu aux utilisateurs est réalisée régulièrement et présentée à la Direction générale et aux différentes Business Units de Fabricom.



## Faits marquants 2004

### Réductions des coûts et nouvelle offre packagée

L'activité Managed Services a, en 2004, fait preuve de dynamisme et d'une forte capacité d'innovation dans un contexte de marché difficile.

2004 a ainsi vu le lancement de "Total Care Service" : destinée aux PME, cette offre profite des synergies entre les offres d'Econocom pour regrouper dans un produit unique des prestations d'approvisionnement, de financement et de gestion. Complète et d'une grande simplicité pour le client, elle lui permet de disposer d'un prix par mois et par utilisateur.

### Un accompagnement complet des projets ITIL

L'acquisition de SX Consultants en 2002 en Belgique et de Synopse en 2003 en France a apporté à Econocom une expertise désormais reconnue dans la démarche ITIL. En effet, SX Consultants et Synopse se sont positionnées dès 1996 parmi les pionnières dans la mise en place de ce référentiel en Europe continentale. Recueil de bonnes pratiques, ITIL est un modèle d'organisation et de gestion des services informatiques. Il permet de s'assurer, dans la durée, de leur correspondance avec les besoins des utilisateurs, de leur qualité et de la bonne maîtrise des coûts. Les experts d'Econocom accompagnent leurs clients tout au long de leurs projets de rénovation : sensibilisation et formation, état des lieux, identification des axes de progrès, plans d'action – et jusqu'à la mise en place des logiciels en partenariat avec les acteurs de ce marché.

# Total Care Service

“Une offre de service informatique globale en phase avec les attentes des PME, basée sur un forfait mensuel par utilisateur.”



## Pilotage du système d'information : une problématique complexe pour les PME

Pour gérer efficacement son système d'information, une PME doit tout à la fois assurer le recrutement d'un personnel qualifié (au fait des produits et des rapides évolutions technologiques), assurer les négociations avec de multiples fournisseurs en informatique et télécommunications, effectuer des choix technologiques pertinents et, enfin et surtout, identifier clairement les coûts informatiques et les maîtriser. Or, globalement, les PME souhaitent consacrer prioritairement leurs ressources humaines et leur savoir-faire à leur cœur de métier.

Leur proposer une prise en charge globale de leurs prestations informatique et réseau constitue donc une réponse pertinente à leurs attentes. Tel est l'objectif d'Econocom, à travers son offre Total Care Service (TCS).

## Un service global, un prestataire unique, un coût immédiatement identifiable

Lancée en 2004, Total Care Service est une offre destinée aux PME-PMI ayant 100 à 200 utilisateurs.

Elle porte sur la gestion globale d'un système d'information, intégralement assurée par Econocom portant à la fois sur le matériel informatique (PC et logiciels, imprimantes et serveurs) et sur un éventail de services complets et intégrés.

La gamme de services proposée inclut : l'assistance utilisateur à distance ou sur site, l'administration des serveurs à distance (server administration), le support et la surveillance des systèmes (server monitoring), la gestion de la sécurité (firewall et antivirus), la maintenance et le nettoyage hardware, le Life Cycle Process Ownership & Asset Management d'Econocom, et les tableaux de bord.



## Simplicité, universalité et productivité

Deux des atouts majeurs de Total Care Service sont : la faculté de traiter l'ensemble des problématiques avec un interlocuteur unique, et la détermination préalable d'un coût mensuel par utilisateur, agréé par les deux parties.

Avec Total Care Service, l'ensemble des besoins informatiques et télécoms sont couverts par un contrat unique, les prestations et personnels mis à disposition s'adaptent exactement à l'évolution des besoins du client, et ce, avec la garantie d'une totale indépendance vis-à-vis des constructeurs informatiques et des opérateurs télécoms.

L'entreprise cliente est ainsi assurée de voir ses coûts informatiques baisser, à travers un système de facturation unique, simple et transparent.

Le souci permanent de qualité, la garantie et la mesure des niveaux de service ou de satisfaction utilisateurs et des modalités de financement librement négociées complètent cette offre ambitieuse de services informatiques complets aux PME-PMI.

### Quelques repères significatifs

#### Parmi les prestations garanties par Total Care Service :

##### Taux de résolution 1<sup>er</sup> niveau

- orange dans les 15 minutes (objectif 90 %)

##### Taux de résolution 2<sup>e</sup> niveau

- vert dans les 30 minutes (objectif 80 %)

##### Taux de résolution support sur site

- bleu jour ouvrable suivant (objectif 90 %)

##### Réparation hardware des serveurs

- rouge intervention sur site en 4 heures réparation en 8 heures ouvrables (objectif 90 %)

# Products and Solutions

“Notre expertise, notre expérience et notre indépendance nous permettent d'identifier, avec chaque client, les solutions d'approvisionnement en ressources IT les mieux adaptées à ses besoins spécifiques, avec la garantie d'une parfaite fiabilité et du meilleur prix. ”



## Un ensemble complet de prestations

Econocom Products and Solutions conseille et propose à ses clients l'ensemble des prestations allant de la vente de commodités (PC, serveurs, imprimantes et licences) à l'intégration de systèmes (sécurité, solutions d'impression, mobilité, Linux, iSeries...).

## Un opérateur majeur sur ses différents marchés

Opérateur majeur du marché en France, en Belgique et au Luxembourg, Econocom Products and Solutions dispose, pour se différencier sur un marché très concurrentiel, d'atouts importants :

- son expérience et son expertise acquises depuis plus de vingt ans ;
- sa proximité avec ses clients, favorisée par une forte implantation régionale ;

- sa capacité à délivrer des solutions cohérentes intégrant des produits provenant de fournisseurs multiples ;
- son indépendance vis-à-vis des constructeurs et des éditeurs, indispensable pour garantir l'objectivité du conseil ;
- sa recherche permanente de l'excellence opérationnelle au quotidien, notamment à travers ses outils exclusifs d'e-procurement, et sa démarche agréée d'assurance qualité.

Toutes ces caractéristiques en font un partenaire capable de saisir les besoins spécifiques de chaque client, de lui proposer un large choix, sur mesure et au meilleur prix, pour ses approvisionnements IT, et de déployer les solutions retenues avec le plus de fiabilité possible, dans le respect des délais et budgets.

Afin de faire face aux effets de cycles inhérents au marché de la vente de produits informatiques aux entreprises, Econocom Products and Solutions a développé un “business model” fondé sur la variabilisation des coûts : sa logistique est externalisée et sa force de vente constituée d'agents commerciaux.

## Faits marquants 2004

Dès le début de l'exercice 2004, l'activité Econocom Products and Solutions a profité d'un dynamisme nouveau dans un marché en repli, notamment grâce au déploiement du modèle "agent" en France et à l'externalisation complète de la logistique.

# TÉMOIGNAGES CLIENTS

## Leleux Associated Brokers

### Econocom gère l'infrastructure iSeries IBM de Leleux Associated Brokers

Leleux Associated Brokers est une société de Bourse belge qui propose des services d'intermédiation boursière, de gestion de fortune et de corporate finance. Econocom lui garantit une gestion efficace, en toutes circonstances, de sa plate-forme centrale iSeries (ASi400).

Pour Olivier Leleux, administrateur délégué : *"Nous sommes en permanence confrontés à l'évolution de nos activités et à ses défis : connexions aux divers marchés boursiers, évolution des systèmes de trading et de clearing, activités Internet... Cela exige de notre infrastructure un niveau suffisant de performances et une*

*ouverture vers le monde extérieur. Nous avons donc besoin d'une expertise fiable pour nos réflexions en termes de dimensionnement, de sécurité, de choix de système, d'extensions..." Econocom a su répondre à ces exigences. Une migration vers un système d'exploitation plus moderne (OS/400 V5R2) et vers du iSeries, plus performant et sécurisé, a ainsi été proposée et réalisée par Econocom. "La migration s'est déroulée sans que l'utilisateur n'ait rien vu", déclare Olivier Leleux. "Nous sommes en permanence en contact avec Econocom pour des conseils sur notre situation et nos besoins dans le domaine informatique. Une des réflexions en cours porte sur l'installation d'un 2<sup>e</sup> iSeries qui ferait office de système de secours délocalisé", conclut Olivier Leleux.*

### Grand Lyon

*(Communauté Urbaine de Lyon)*

Econocom est titulaire de marchés au Grand Lyon, concernant l'acquisition et le déploiement des matériels et logiciels informatiques. Par ailleurs, un contrat d'assistance et de maintenance sur site avec Service Level Agreement a été signé en 2002.

Pour Christian Debiesse, responsable Gestion de parc et Bureautique au Grand Lyon : *"La mise en place du modèle agent a permis d'enrichir la relation client/fournisseur en matière de proximité et de réactivité et a abouti à une meilleure écoute des besoins exprimés. Le niveau de responsabilisation et de délégation des agents facilite considérablement les échanges que nous pouvons avoir dans le cadre des différents projets que nous avons à mener."*

# Télécommunications

“Les acquisitions de Signal Service et de CHanSE en 2004 constituent une étape importante pour atteindre le leadership sur le marché porteur des services de téléphonie mobile et de télécommunications aux entreprises en Europe.”



## Une dynamique de croissance pour un axe de développement prometteur

Dès 2000, Econocom s'est diversifiée dans les services de télécommunications aux entreprises. Avec l'explosion de la mobilité, les perspectives de croissance de cette activité sont prometteuses, d'où l'acquisition en 2004 de Signal Service en France et de CHanSE en Belgique.

## Un service unique sur le marché

L'offre Econocom en mobilité et en télécommunications répond à l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontées les entreprises dans ce domaine : absence de maîtrise sur les équipements internes, absence de visibilité sur la répartition des consommations, manque de ressources internes pour gérer la flotte de mobiles, aucune certitude de payer le bon prix et nécessité de faire appel à un prestataire unique, opérant sur l'ensemble des territoires nationaux.

Les difficultés rencontrées par les entreprises sont encore plus complexes qu'en informatique, en raison de l'explosion de la mobilité.

À ces entreprises à la recherche d'un partenaire performant, Econocom propose un service à la carte d'approvisionnement, de gestion de parc, de financement et de maintenance. Unique sur le marché, cette offre garantit aux entreprises la plus haute efficacité dans la gestion de leurs parcs de mobiles, mais aussi dans la fourniture de matériels, dans l'assistance aux utilisateurs et dans la réduction de leurs coûts (abonnements et autres charges).



## Faits marquants 2004

Dotée d'une excellente notoriété dans l'Hexagone, Signal Service apporte à l'activité Econocom Telecom son portefeuille de 85 000 lignes.

Créée en 1995, CHanSE connaît depuis ses débuts un taux de croissance de 80 % par an.

Ces deux opérations de croissance externe rendent Econocom incontournable sur le marché en fort développement des services de téléphonie mobile aux entreprises. Elles lui ouvrent la voie pour proposer, dans ce domaine, ses offres d'infogérance. Sur ce marché émergent, Econocom est un des seuls acteurs à disposer d'une expertise reconnue à la fois dans les services informatiques et dans les services de télécommunications business-to-business. Leader en France dans la mise en place de solutions data mobiles, notamment à travers l'offre Blackberry, Econocom est également n° 1 de la gestion de flottes de mobiles en Belgique.

# TÉMOIGNAGES CLIENTS

## Canon

Canon France a confié à Econocom Signal Service le déploiement et la gestion de son parc de téléphonie fixe, mobile et data pour ses différents réseaux de distribution à la suite d'un appel d'offres lancé en 2003.

Intervenant en tant que fournisseur exclusif sur le territoire national pour Canon France, Econocom Signal Service a organisé, pour optimiser le déploiement de la flotte SFR de son client, un tour de France de 4 mois : 1 200 lignes mobiles

ont ainsi été installées et les 500 techniciens Canon ont tous été équipés d'un GSM/GPRS leur permettant de recevoir leurs interventions et de transmettre leur rapport d'interventions automatiquement.

Par ailleurs, les besoins en mobilité se développant, Canon travaille aujourd'hui en partenariat avec Econocom Signal Service sur un projet d'équipement de l'équipe de direction en PDA (Blackberry).

## VediorBis

Econocom Signal Service a accompagné la société de travail temporaire VediorBis dans la mise en place de la mobilité. L'intégralité du parc de mobiles a été renouvelée en 2003 et 500 lignes ont été ouvertes. En 2004, les cadres dirigeants et les collaborateurs nomades de VediorBis ont été équipés de PDA communicants via des liens sans fil et sécurisés vers le système d'information (Blackberry). Econocom Signal Service gère et assure les services d'infogérance pour un parc de 1 800 lignes.

# Master IT

“La tour de contrôle permet la maîtrise du trafic aérien. Master IT permet la maîtrise économique des ressources informatiques distribuées.”



## Un service de progrès permanent

Fédérant les compétences d'Econocom, le service Master IT permet aux entreprises de progresser vers un degré croissant de contrôle et de pilotage de leurs ressources IT.

Master IT permet aux entreprises de piloter leurs ressources informatiques. En effet, depuis la généralisation des systèmes connectés, la gestion des ressources IT est en effet devenue plus complexe, en raison notamment de la dispersion géographique, de l'obsolescence technologique rapide de certains matériels et de la montée en puissance des services opérationnels externalisés.

De plus, l'explosion des moyens de communication a transformé l'utilisateur lui-même en une ressource IT. D'où la nécessité d'une gestion administrative et financière précise de ces ressources et de leur optimisation.

## Des informations indispensables à la maîtrise des ressources IT

La solution Master IT produit les informations indispensables à la maîtrise et à l'optimisation des ressources IT. Établies à la demande, ces informations correspondent aux besoins spécifiques des Directions Générale et Financière ainsi que des Directions Informatique et Opérationnelle. Master IT est un service constitué d'une base de données unique alimentée par tous les acteurs et toutes les parties prenantes au projet, de modules de gestion, de contrôle et d'optimisation et d'une équipe Econocom dédiée.



## Une méthodologie complète et souple

Complète, la méthodologie Master IT d'Econocom garantit au client le résultat final : contrôle des cycles de vie (entrées et sorties, implantations...), attribution des ressources aux utilisateurs permettant leur refacturation précise, recommandations d'évolution.

Elle est également souple, avec une implantation étape par étape, dans le cadre d'un programme gérant les priorités.

Après une année 2004 marquée par le développement de cette offre pour la rendre plus modulaire, 2005 sera consacrée à son déploiement international.

## Des avantages majeurs

L'approche Master IT permet un réel contrôle des coûts informatiques et une réduction des ressources :

- fiabilité et réduction des coûts par l'industrialisation des process ;
- partage d'informations ;
- traçabilité des matériels et des opérations ;
- recentrage sur les tâches à valeur ajoutée et retour sur investissement ;
- amélioration de la qualité du service informatique perçue par les utilisateurs ;
- acceptation par l'utilisateur du coût refacturé ;
- gestion des déploiements plus simple et plus aisée ;
- capacité de mesurer les objectifs et la performance ;
- prise de décisions basées sur des faits.

Master IT permet aux entreprises de passer du stade de l'IT asset management à celui de la maîtrise de leurs ressources informatiques.

## TÉMOIGNAGE CLIENT

### Renault Europe Automobile

#### choisit Master IT pour accroître la maîtrise de ses actifs informatiques

Renault Europe Automobile (REA), présent dans 14 pays européens, gère un parc informatique de 10 000 machines. En décembre 2004, REA a signé avec Econocom un contrat Master IT. L'objectif est de maîtriser d'un point de vue opérationnel et financier l'ensemble des assets informatiques de ses établissements en Europe.

Fort de partenariat déjà existant entre Econocom et REA dans le domaine des services financiers et de l'approvisionnement en produits IT, la collaboration a été étendue à Master IT.

Master IT est un service externalisé de gestion administrative et financière des ressources IT, doté de fonctionnalités de reporting élaborées qui favorise l'homogénéisation des environnements informatiques de Renault en Europe.

Le dispositif repose sur :

- une réactivité optimale dans la mise en place d'outils métiers pour l'infrastructure ;
- une meilleure régulation

de la demande et une bonne synchronisation des achats, notamment dans le cadre du pilotage en mode projet ;

- une amélioration significative du suivi budgétaire grâce à une maîtrise fine des dépenses ;
- un contrôle des objectifs et de la performance permis par des indicateurs périodiques.

Grâce à l'expérience et au savoir-faire de l'équipe Master IT d'Econocom, REA bénéficie d'outils de pilotage adaptés qui lui permettent de répondre aux objectifs fixés : réduction du budget, amélioration des performances des prestations de services, meilleure coordination et tenue des objectifs entre pays.

# L'action Econocom Group

- L'action Econocom Group est cotée au Premier Marché d'Euronext Bruxelles et à Paris (valeurs de la zone euro).
- Elle fait partie de l'indice Next Economy d'Euronext.
- Code ISIN : **BE 000 3563 716**
- Code Sicovam : **12 201**
- Moyenne des échanges quotidiens à Bruxelles en 2004 : **22 994**
- Capitalisation boursière au 31 décembre 2004 : **174 millions d'euros**

## L'action Econocom Group en 2004

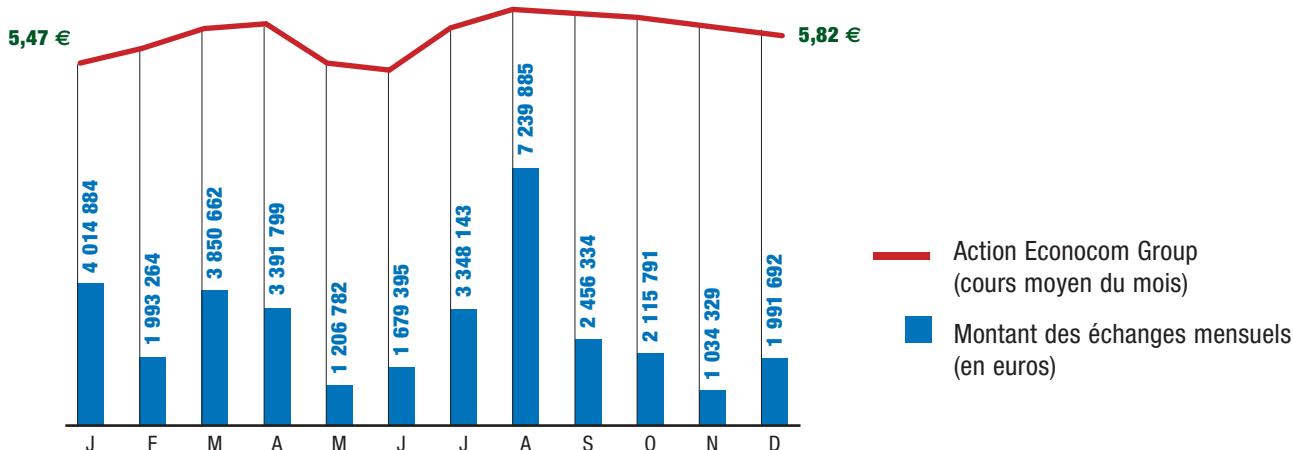
L'action a progressé en 2004 de 14 %.

Econocom a construit son développement sur des plans stratégiques largement communiqués à la communauté financière.

Confiant dans la pérennité et la stratégie de l'entreprise, le Conseil d'Administration mène depuis plusieurs années une politique active de rachat d'actions propres, qu'il entend poursuivre.

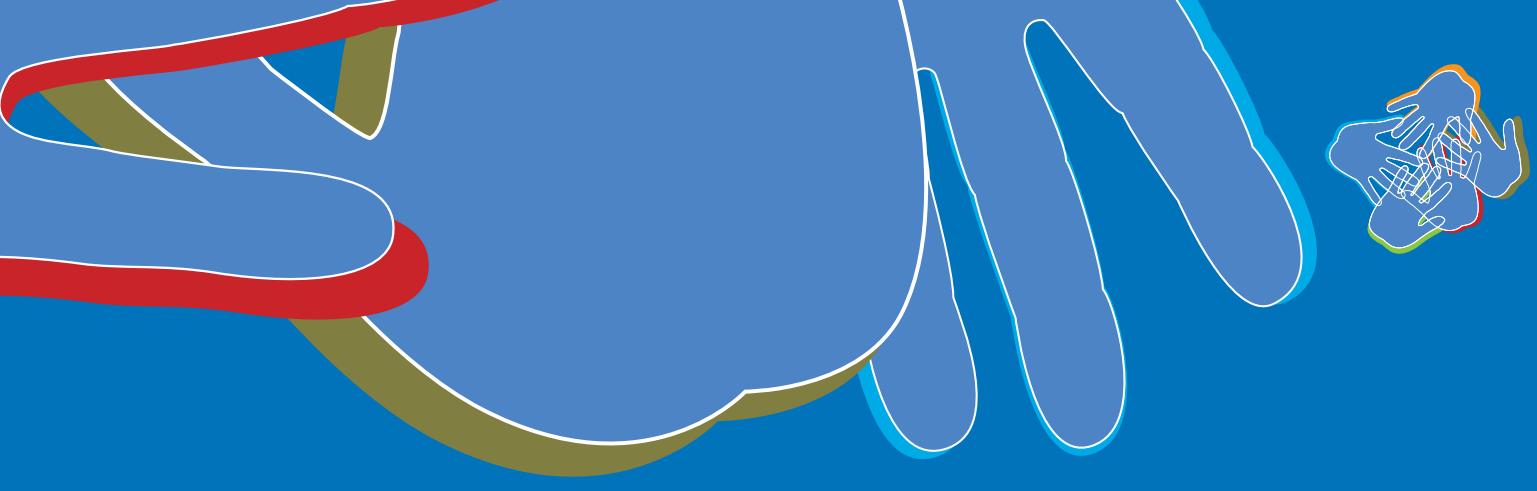
Après annulation le 18 décembre 2004 de 1 500 000 actions (4,76 % du capital), la société détenait, au 31 décembre 2004, 1,42 % de son capital.

## PERFORMANCE DE L'ACTION EN 2004



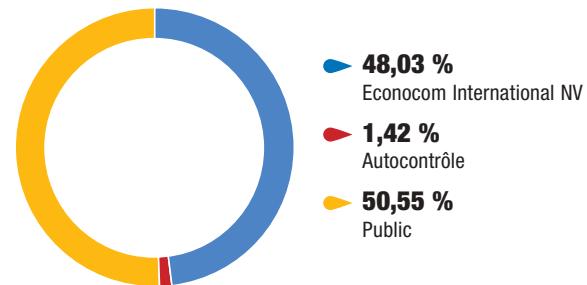
	2000	2001	2002	2003	2004
Plus haut (en €) <sup>(1)</sup>	8,88	5,60	6,13	5,90	6,23
Plus bas (en €) <sup>(1)</sup>	3,34	2,68	2,50	3,90	5,03
Cours au 31/12 (en €) <sup>(1)</sup>	3,34	5,24	3,75	5,10	5,80
Capitalisation boursière au 31/12 (en M€)	108	171	118	161	174
Moyenne quotidienne des échanges	15 680	14 624	12 318	11 992	22 994
Nombre de titres	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000	30 000 000

(1) L'action a été divisée par quatre en juin 2002. Les données des années antérieures ont été retraitées en conséquence.



## Une communication financière régulière et transparente

Econocom Group s'attache à établir de solides relations de confiance et de transparence avec ses actionnaires, en les informant toujours plus vite et plus complètement. Ainsi, le groupe, depuis plusieurs années, communique moins de quatre semaines après la clôture de l'exercice ou du semestre ses résultats provisoires.

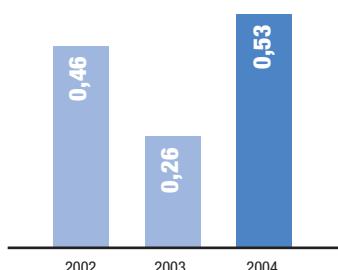


## Dividende en hausse de 50 %

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée générale du 17 mai 2005 la mise en paiement d'un dividende brut de 0,15 euro (0,1125 euro net). Ce dividende sera mis en paiement début juin 2005.

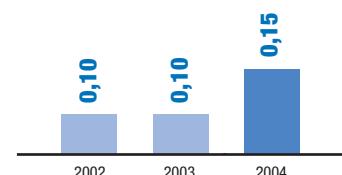
## Répartition du capital

Au 31 décembre 2004



## Résultat net par action

(en euro)



## Dividende brut par action

(en euro)

## Calendrier des actionnaires

- Assemblée générale
- Mise en paiement du dividende proposé
- Résultats semestriels provisoires 2005
- Résultats semestriels 2005
- Résultats provisoires 2005

**17 mai 2005**  
**début juin 2005**  
**28 juillet 2005**  
**8 septembre 2005**  
**27 janvier 2006**

# Les valeurs d'Econocom



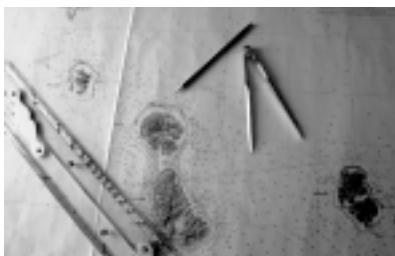
## Aimer entreprendre

En 2004, dans le cadre de son plan stratégique Share Five pour la période 2003-2007, dont l'axe stratégique principal est de reprendre le leadership par l'innovation, Econocom a accéléré son développement dans les services de télécommunications mobiles aux entreprises en acquérant deux sociétés spécialisées dans ce domaine : Signal Service et CHanSE.



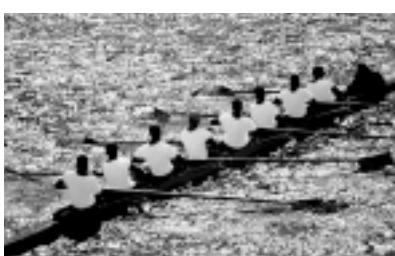
## Savoir rebondir

“Il faut un obstacle nouveau pour un savoir nouveau.” En 2004, Econocom a tiré parti de la mise en place du modèle “full-outsourcing” dans son activité Products and Solutions en France : cette activité a été redressée et les clients se félicitent de la disponibilité et de la qualité de service dont ils bénéficient avec une force commerciale d’agents.



## Aimer savoir

“Il n'y a pas de vent favorable pour un marin qui ne sait pas où il va.” C'est pour répondre au besoin qu'ont les entreprises de savoir précisément où elles en sont avec leurs ressources informatiques qu'Econocom a conçu et met à leur disposition la solution Master IT.



## Savoir partager

“Le partage c'est vivre ensemble dans ce qu'on a créé.” En 2004, Econocom a créé une charte communication sur les droits de ses collaborateurs dans ce domaine.



# Cahiers financiers

- 31** ► Organisation
- 32** ► Évolution du cours de l'action Econocom Group
- 33** ► Calendrier financier
- 34** ► Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes au 31 décembre 2004
- 40** ► Organigramme du Groupe
- 41** ► Organigramme de détention
- 42** ► Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société
- 49** ► Econocom Group : comptes annuels consolidés au 31 décembre 2004
  - Bilan consolidé
  - Compte de résultats consolidé
  - Annexes aux comptes consolidés
  - Tableau de financement consolidé
  - Rapport du commissaire
- 75** ► Econocom Group : comptes annuels non consolidés au 31 décembre 2004
  - Bilan
  - Compte de résultats
  - Annexes aux comptes annuels
  - Tableau de financement non consolidé
  - Rapport du commissaire
- 97** ► Renseignements de caractère général
- 98** ► Concurrence, recrutement
- 100** ► Évolution récente et perspectives
- 103** ► Historique des chiffres clés consolidés

Le 3 mai 2005, la Commission Bancaire, Financière et des Assurances a autorisé Econocom Group SA à utiliser ce rapport annuel 2004 comme document de référence pour toute offre publique de titres qu'elle effectuera en vertu de la loi du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres, dans le cadre de la procédure d'information dissociée, et ceci jusque la publication du prochain rapport annuel.

Dans le cadre de cette procédure, une note d'opération doit être jointe au rapport annuel.

Le rapport annuel accompagné de la note d'opération forment ensemble le prospectus d'émission au sens du chapitre IV de la loi du 22 avril 2003.

En vertu de l'article 14 de la loi du 22 avril 2003, ce prospectus doit être soumis pour approbation à la Commission Bancaire, Financière et des Assurances.

## ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP

au 31 décembre **2004**

## 1. Conseil d'Administration

Président et Administrateur Délégué Jean-Louis Bouchard

Administrateur Délégué  
en charge de l'activité Financial Services      Charles de Water

<b>Administrateurs</b>	Christian Bret Gaspard Dürreman Rafi Kouyoumdjian Luc Pintens Jean-Philippe Roesch Patrik Vandewalle Vincent Wajs
------------------------	---

## 2. Commissaire

PricewaterhouseCoopers  
Reviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L.  
représentée par Emmanuèle Attout

# ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION ECONOCOM GROUP

en Bourse de Bruxelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier **2002**

Tous les montants et volumes ont été ajustés pour tenir compte de la division du titre par 4 en juin 2002.

Mois	Prix (€)				Volume	
	Plus haut (€)	Plus bas (€)	Dernier (€)	Prix moyen (€)	Nombre d'actions traitées	Valeur (k€)
Janvier	5,85	5,13	5,75	5,42	311 696	1 688,68
Février	6,13	4,65	5,75	5,60	763 120	4 275,61
Mars	6,11	5,63	5,87	5,90	340 120	2 006,33
Avril	6,06	5,50	5,50	5,69	221 067	1 258,84
Mai	5,36	4,75	5,35	5,12	237 060	1 214,55
Juin	5,25	4,59	4,90	4,84	98 700	477,32
Juillet	5,00	3,80	4,00	4,61	117 530	541,71
Août	4,00	3,45	3,60	3,81	102 388	390,15
Septembre	3,49	2,75	2,75	3,08	166 929	514,54
Octobre	4,15	2,50	3,60	3,28	548 757	1 799,21
Novembre	3,95	3,40	3,80	3,78	102 220	386,28
Décembre	3,95	3,50	3,75	3,80	96 200	366,04
<b>Total 2002</b>	<b>6,13</b>	<b>2,50</b>	<b>3,75</b>	<b>4,80</b>	<b>3 105 787</b>	<b>14 919,26</b>
Janvier	4,25	3,90	4,06	4,06	219 952	892,10
Février	4,50	4,06	4,44	4,30	138 483	595,41
Mars	5,00	4,20	4,74	4,51	254 962	1 150,39
Avril	5,43	4,40	5,43	4,75	224 549	1 065,49
Mai	5,50	5,02	5,48	5,32	140 345	747,31
Juin	5,80	5,15	5,71	5,50	190 267	1 045,92
Juillet	5,90	5,50	5,50	5,77	283 546	1 634,96
Août	5,68	5,20	5,50	5,41	135 552	733,54
Septembre	5,58	4,63	4,82	5,09	220 956	1 125,37
Octobre	4,80	4,10	4,31	4,51	404 469	1 823,63
Novembre	4,68	4,40	4,49	4,49	261 111	1 173,17
Décembre	5,10	4,58	5,10	4,81	559 809	2 692,96
<b>Total 2003</b>	<b>5,90</b>	<b>3,90</b>	<b>5,10</b>	<b>4,84</b>	<b>3 034 001</b>	<b>14 680,24</b>
Janvier	5,78	5,03	5,60	5,47	733 406	4 014,88
Février	5,80	5,45	5,75	5,64	353 447	1 993,26
Mars	6,10	5,44	5,91	5,87	655 510	3 850,66
Avril	6,15	5,70	5,84	5,93	572 359	3 391,80
Mai	5,85	5,10	5,40	5,47	220 812	1 206,78
Juin	5,80	5,25	5,65	5,39	311 605	1 679,40
Juillet	6,12	5,65	6,10	5,88	569 325	3 348,14
Août	6,23	5,90	6,18	6,09	1 188 191	7 239,89
Septembre	6,15	5,90	6,15	6,05	406 066	2 456,33
Octobre	6,06	5,89	6,00	6,00	352 773	2 115,79
Novembre	6,00	5,71	5,89	5,91	175 040	1 034,33
Décembre	5,92	5,55	5,80	5,82	342 368	1 991,69
<b>Total 2004</b>	<b>6,23</b>	<b>5,03</b>	<b>5,80</b>	<b>5,84</b>	<b>5 880 902</b>	<b>34 322,96</b>

# CALENDRIER FINANCIER

---

## Assemblée Générale

17 mai 2005	16 mai 2006
-------------	-------------

## Paiement du dividende

Début juin 2005	Début juin 2006
-----------------	-----------------

## Communiqué des résultats semestriels provisoires

28 juillet 2005	27 juillet 2006
-----------------	-----------------

## Communiqué des résultats semestriels définitifs

8 septembre 2005	7 septembre 2006
------------------	------------------

## Communiqué des résultats annuels provisoires

27 janvier 2006	26 janvier 2007
-----------------	-----------------

---

### Relations investisseurs :

Jean-Philippe Roesch, Parc Horizon, Chaussée de Louvain 510, Bte 80  
1930 Zaventem, Belgique.

E-mail : [jean-philippe.roesch@econocom.com](mailto:jean-philippe.roesch@econocom.com)

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2004

Conformément à la législation en vigueur et aux statuts de la Société, nous soumettons à votre approbation le rapport d'activité de la Société ainsi que ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2004.

## 1. Périmètre du Groupe

Dans le cadre du plan stratégique Share Five (2003-2007), l'exercice 2004 a vu le groupe accélérer sa diversification dans le secteur des services de télécoms aux entreprises, considéré comme un nouveau vecteur de croissance. Le périmètre s'est ainsi élargi à travers :

- l'acquisition, en août, de Signal Service SA, société française spécialisée dans les services de télécommunication mobile aux entreprises,
- et la prise d'une participation, en novembre, de 74,57 % dans la société belge CHanSE SA, également spécialisée dans les services de télécommunication mobile aux professionnels, ainsi que sa filiale 2B Mobile SprL, détenue à 100 %.

En outre, dans un souci de simplification et de renforcement de sa structure, le Groupe a procédé :

- au sein de son activité Managed Services :
  - à la fusion, en juillet, des sociétés SX Consultants SA/NV et CSI NV dans la société Econocom Managed Services SA/NV (anciennement Econocom Services SA/NV) avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004,
  - à l'augmentation de capital de la société Econocom Managed Services SA après cession de son activité maintenance à la société Alliance Support Services SA ;
- au sein de son activité Financial Services :
  - au rachat de la participation de l'actionnaire minoritaire Thierry Moroni dans Econocom Locazione Italia SpA, soit 6,43 % – portant ainsi la participation du groupe Econocom

à 100 % – suivi d'une augmentation de capital de cette même filiale.

- à l'augmentation de capital de la société Econocom.com SA.

Par ailleurs, le groupe a cédé en février 2004 son fonds de commerce de maintenance en France (38 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2003, environ 450 personnes) à la société Alliance Support Services.

À noter, enfin, les changements de dénomination sociale suivants : Econocom Services SA/NV, PLI Luxembourg et Econocom NordLease GmbH sont respectivement devenues Econocom Managed Services SA/NV, Econocom Products and Solutions Luxembourg SA et Econocom Albis GmbH.

## 2. Résultats

### 2.1. Résultats consolidés

(en millions €)	2004	2003	Variation en %
Chiffre d'affaires	821,8	1 038,3	- 20,8 %
Résultat d'exploitation <sup>(1)</sup>	19,8	11,7	+ 69,2 %
Résultat d'exploitation	19,6	11,2	+ 75,0 %
Résultat courant <sup>(2)</sup>	20,6	12,4	+ 66,1 %
Résultat courant	18,4	8,9	+ 106,7 %
Résultat avant impôts	18,6	- 3,3	+ 663,6 %
Résultat courant net <sup>(3)</sup>	15,9	8,2	+ 93,9 %
Résultat net, part du groupe	14,3	- 7,5	+ 290,7 %

(1) Avant amortissement de fonds de commerce (0,2 million d'euro).

(2) Avant amortissement des écarts d'acquisition (et fonds de commerce acquis) (2,2 millions d'euros).

(3) Avant amortissement des écarts d'acquisition (et fonds de commerce acquis) et avant éléments exceptionnels (2 millions d'euros).

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2004

Le chiffre d'affaires diminue de 20,8 % (à données comparables : - 12 %). La baisse à données comparables est la conséquence d'une part de la restructuration opérée au second semestre 2003 sur l'activité Products and Solutions en France (visant au retour à la rentabilité de cette filiale) et d'autre part d'un volume d'affaires moindre dans l'activité Financial Services, notamment aux Pays-Bas et en Suisse.

Le résultat d'exploitation

(avant amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS) augmente de 69,2 %, à 19,8 millions d'euros. Les trois activités du groupe, Financial Services, Products and Solutions et Managed Services y contribuent à nouveau positivement. La situation de trésorerie positive a permis de dégager un résultat financier de 0,8 million d'euros. Le résultat exceptionnel est positif (0,2 million d'euros). La charge annuelle d'amortissement

des écarts d'acquisition (et de fonds de commerce acquis) atteint 2,2 millions d'euros ; le montant total des écarts d'acquisition (positifs et négatifs) et fonds de commerce restant à amortir était, au 31 décembre 2004, de 8,7 millions d'euros (dont 7,7 millions d'euros en raison des deux acquisitions réalisées en 2004), à comparer à des capitaux propres consolidés de 79,9 millions d'euros.

## Écarts d'acquisition et fonds de commerce acquis :

(en millions €)	Valeur nette au 31/12/2004	Date d'acquisition
CHanSE SA	0,7	2004
Signal Service SA	7,0	2004
Synopse SAS	0,4	2003
SX Consultants SA/NV	0,6	2002
Promodata SNC	- 1,5	2002
Econocom Expert International	0,2	2002
ACE Computer (Syscom)	0,4	2001
EPS (fonds de commerce acquis d'EDS)	0,2	1999
Econocom Location + Econocom SAS	0,3	1996
ECS - DBSI	0,2	2000
PLI	0,2	2000
<b>Total</b>	<b>8,7</b>	

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2004

## 2.2. Résultats par secteur d'activité

Les chiffres d'affaires réalisés dans les trois activités sont les suivants :

(en millions €)	2004	2003	2002
Managed Services	108	149	118
Products and Solutions	202	242	309
Financial Services	512	647	545
<b>Total</b>	<b>822</b>	<b>1 038</b>	<b>972</b>

La part de ces trois activités dans le résultat d'exploitation est la suivante :

(en millions €)	2004	2003	2002
Managed Services (*)	4,5	– 0,5	8,6
Products and Solutions	2,5	– 8,7	– 3,2
Financial Services	12,8	20,9	17,4
<b>Total (*)</b>	<b>19,8</b>	<b>11,7</b>	<b>22,8</b>

(\*) Hors amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS.

Après plusieurs années de croissance du chiffre d'affaires, l'activité **Financial Services** (512 millions d'euros) a connu un exercice 2004 moins favorable.

Le niveau de signature de nouveaux contrats est resté stable par rapport à 2003, mais le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait, notamment du fait des Pays-Bas, de l'Espagne et de la Suisse.

À l'inverse, la Belgique a vu son activité progresser en raison d'un très bon mois de décembre, et les États-Unis et l'Italie ont réalisé une année de forte croissance. L'activité a peu évolué au Royaume-Uni.

Des mesures prises dès mars 2004 et visant à améliorer la productivité ont permis de réaliser globalement un résultat d'exploitation de 2,5 % du chiffre d'affaires.

L'activité **Products and Solutions** (202 millions d'euros de chiffre d'affaires) a évolué de manière contrastée. En Belgique et au Luxembourg, la prise de commandes et le chiffre d'affaires ont progressé de respectivement 10 et 8% dans un contexte pourtant difficile de baisse des prix. La rentabilité s'est sensiblement améliorée.

En France, la diminution de moitié, fin 2003, de la force commerciale, a abouti à un recul de l'activité. Par contre, l'objectif de retour à une rentabilité d'exploitation a été atteint.

La performance de l'activité Telecom en France est restée solide après une année 2003 de croissance de l'activité et de la rentabilité. Les deux acquisitions réalisées au second semestre 2004 dans le secteur des services de télécommunications ont contribué positivement au résultat d'exploitation (0,5 million d'euros).

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2004

L'activité **Managed Services** (108 millions d'euros de chiffre d'affaires) a vu son périmètre évoluer en février 2004, avec la cession de l'activité de maintenance française (38 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2003).

L'acquisition en novembre de la société belge ChanSE (services de télécommunications) n'a pas encore eu d'influence significative sur les chiffres.

L'infogérance a connu une croissance à un chiffre en France, alors que la Belgique connaissait un léger recul dans un contexte de pression sur les prix.

En Hollande, le dynamisme de l'activité Support Services a permis de compenser une baisse temporaire d'activité en infogérance en milieu d'année.

L'activité a été rentable dans tous les pays. Le résultat d'exploitation s'établit à 4,2 % du chiffre d'affaires.

## 2.3. Bilan et résultats de la société (non consolidés)

En 2004, les participations d'Econocom Group ont évolué de 9,09 millions d'euros. Cette variation est liée :

- à l'acquisition des parts Econocom Nederland BV détenues par les actionnaires minoritaires pour un montant de 0,76 million d'euros ;
- à la souscription à l'augmentation du capital d'Econocom Locazione Italia SPA pour un montant de 0,75 million d'euros ;
- à la souscription à l'augmentation du capital d'Econocom.com SA pour un montant de 0,57 million d'euros. Cette augmentation a été réalisée par compensation de créances ;
- à l'acquisition de la société Signal Service SA pour un montant de 8,33 millions d'euros.

Econocom Group a effectué des investissements complémentaires en 2004 dans le fonds commun de placements à risques MBO FCPR pour un montant d'un million d'euros.

Au cours de l'année 2004, Econocom Group a acquis 1 115 750 et détruit 1 500 000 actions propres, portant ainsi sa détention à 427 399 actions soit 1,42 % du capital au 31 décembre 2004. Les réserves indisponibles d'Econocom Group ont par conséquent diminué de 1,63 million d'euros (donnée non consolidée).

Au 31 décembre 2004, les fonds propres (non consolidés) s'élèvent à 86,6 millions d'euros, en diminution de 0,3 million d'euros.

Pour l'ensemble des activités, les ventes et prestations (non consolidées) de la société Econocom Group se sont élevées à 9,91 millions d'euros en 2004 contre 9,39 millions d'euros en 2003. Ce montant inclut l'ensemble des redevances et des facturations de services.

Il n'y a pas eu de résultat exceptionnel significatif en 2004.

Le résultat net de l'exercice 2004 s'est élevé à 12,38 millions d'euros contre 7,62 millions d'euros au 31 décembre 2003 (données non consolidées).

Ce bénéfice est lié principalement aux dividendes reçus des filiales (11,5 millions d'euros).

En 2004, le commissaire, la société PricewaterhouseCoopers, Reviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L., n'a pas été amené à accomplir au cours de l'exercice de services autres que la mission de révision. Des sociétés avec lesquelles le commissaire se trouve sous l'angle professionnel dans des liens de collaboration ont fourni des prestations d'assistance fiscale rémunérées par des honoraires de 0,01 million d'euros.

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2004

## 3. Augmentations de capital et plans d'options sur actions

Il n'y a pas eu d'augmentation de capital en 2004. 35 000 options ont été levées sur l'exercice pour un montant global de 125 562,50 euros.

Le capital social, entièrement libéré à la clôture, est constitué de 30 000 000 actions nominatives ou au porteur. Le capital autorisé disponible s'élève actuellement à 11 722 848,24 euros. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2000 a renouvelé pour une période de cinq ans l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, et ce, pour un maximum de 13 849 386,40 euros jusqu'à l'échéance du 22 février 2005. Le renouvellement de cette autorisation (augmentation du capital social en une ou plusieurs fois pour un maximum de 16 037 822,08 euros) sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mai 2005.

En application des recommandations de Corporate Governance, le Conseil d'Administration du 28 février 2003 a créé un Comité à l'exécution du plan d'options. Ce Comité, composé de trois membres, est chargé d'exécuter le Plan selon

les directives du Conseil d'Administration et, en particulier, d'allouer et répartir une enveloppe fixée à 1 % maximum du capital par an, avec une durée maximale de 4 ans. Le Comité est tenu de faire rapport au Conseil d'Administration toutes les fois qu'il l'estime nécessaire, et au moins une fois par an.

En 2004, 506 500 options ont été attribuées par ce Comité.

Au 31 décembre 2004, le montant total des options accordées non exercées était de 2 074 992, soit 6,9 % du capital.

## 4. Gestion des risques financiers

La société et ses filiales ne font pas usage d'instruments financiers complexes, n'étant pas exposées par leur business model à des risques importants de liquidité, de taux ou de devises. Les risques de crédit et de liquidité sont gérés soit par le recours systématique au refinancement de contrat avec transfert du risque client (activité Financial Services), soit par des solutions d'affacturage.

## 5. Préparation du passage aux normes comptables IAS

Econocom a conduit, depuis l'exercice 2002, une étude de passage aux normes IAS pour ses comptes consolidés.

L'évaluation des ordres de grandeur d'impacts financiers autant que de présentation des comptes est maintenant terminée.

Le groupe a déterminé sa position quant au traitement des principales opérations et l'a soumis à son commissaire, qui a validé les traitements et options retenus dans leur principe au troisième trimestre 2004.

Outre la présentation des comptes annuels, les principales divergences concernent :

- la comptabilisation des contrats de location ;
- la comptabilisation des écarts de consolidation (sans influence significative pour Econocom Group, du fait de leur faible montant) ;
- la constatation des engagements en matière de retraite ;
- la reconnaissance des impôts différés ;
- la valorisation des immeubles en propriété et la comptabilisation du contrat de location-financement de l'immeuble Horizon à Zaventem ;

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2004

- certaines classifications comptables (restriction des éléments qualifiés d'exceptionnels).

Le manuel de procédures comptables détaillant les modalités d'application des normes IFRS est en cours de rédaction. Le bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2004 est finalisé mais non validé par le Commissaire, et il est prévu que les retraitements des comptes aux 30 juin et 31 décembre 2004 soient réalisés sur le deuxième trimestre afin d'en permettre la validation par le Commissaire.

Econocom Group a prévu de présenter ses comptes consolidés au 30 juin 2005 en normes IAS/IFRS.

## 6. Autocontrôle

Une Assemblée Générale Extraordinaire a été organisée le 22 décembre 2004 afin, entre autres, d'autoriser la destruction de 1 500 000 actions, faisant ainsi passer le capital de 31 500 000 à 30 000 000 actions, sans réduction de capital. Cette destruction d'actions propres a eu pour effet d'augmenter le pair comptable de 0,509 euro à 0,534 euro par action.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 janvier 2004 a autorisé, pour une période de dix-huit mois, le Conseil d'Administration à racheter un nombre maximal d'actions propres correspondant

à 10 % des actions existantes de la société, au prix unitaire minimum de 2 euros et maximum de 18 euros. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mai 2005 proposera le renouvellement de cette autorisation. Econocom Group détenait, au 31 décembre 2004, 427 399 actions Econocom Group (prix moyen d'acquisition : 5,91 euros) soit 1,42 % du nombre total d'actions émises ; le prix global d'acquisition est de 2 525 701 euros.

## 7. Modification des règles d'évaluation

Depuis l'exercice 2004, le groupe constate une latence fiscale active sur les reports déficitaires.

Elle est déterminée sur la base du dernier taux d'imposition nominal connu et tient compte de l'évaluation des perspectives d'utilisation des pertes fiscales en question.

Cette modification des règles d'évaluation adoptées s'inscrit dans un contexte de convergence aux normes IFRS et a mené à la reconnaissance d'une latence fiscale active de 984 milliers d'euros en 2004.

## 8. Événements postérieurs à la clôture

En date du 4 mars 2005, Econocom USA Inc. a cédé sa participation de 33,33 % détenue dans la société Ace Computer Center I LLC.

## 9. Perspectives 2005 et dividendes

En janvier 2004, Econocom Group avait annoncé viser une augmentation de la rentabilité et un bénéfice d'exploitation légèrement supérieur à celui atteint en 2002 (22,8 millions d'euros). Ce dernier objectif n'ayant pas été atteint, il a été reconduit pour 2005.

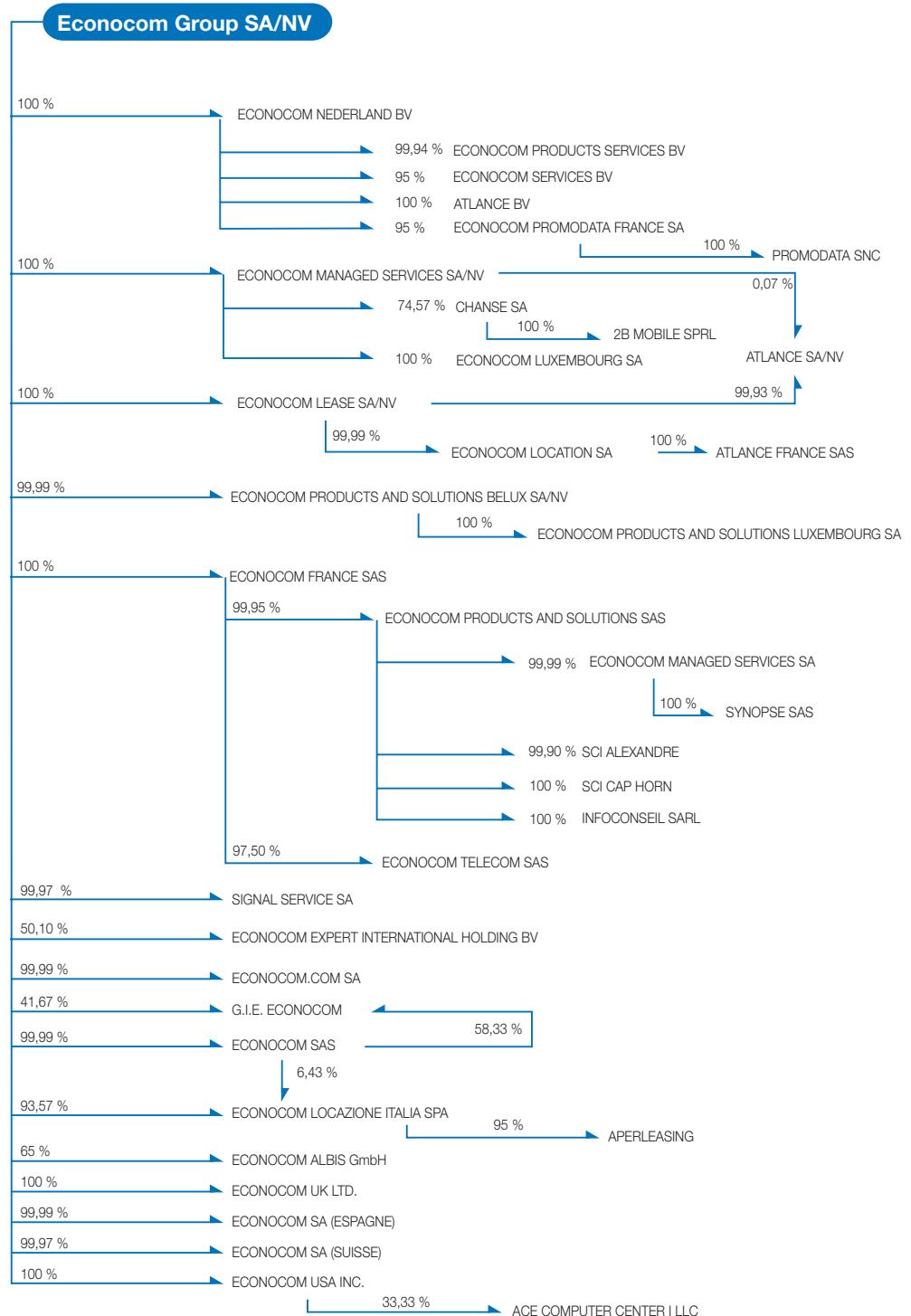
Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Annuelle d'augmenter le dividende pour le passer à 0,15 euro brut par action, soit 0,11 euro net. Les sommes qui auraient dû être attribuées aux actions détenues par la société seront conservées jusqu'à l'aliénation des titres.

Bruxelles, le 9 mars 2005.

Le Conseil d'Administration

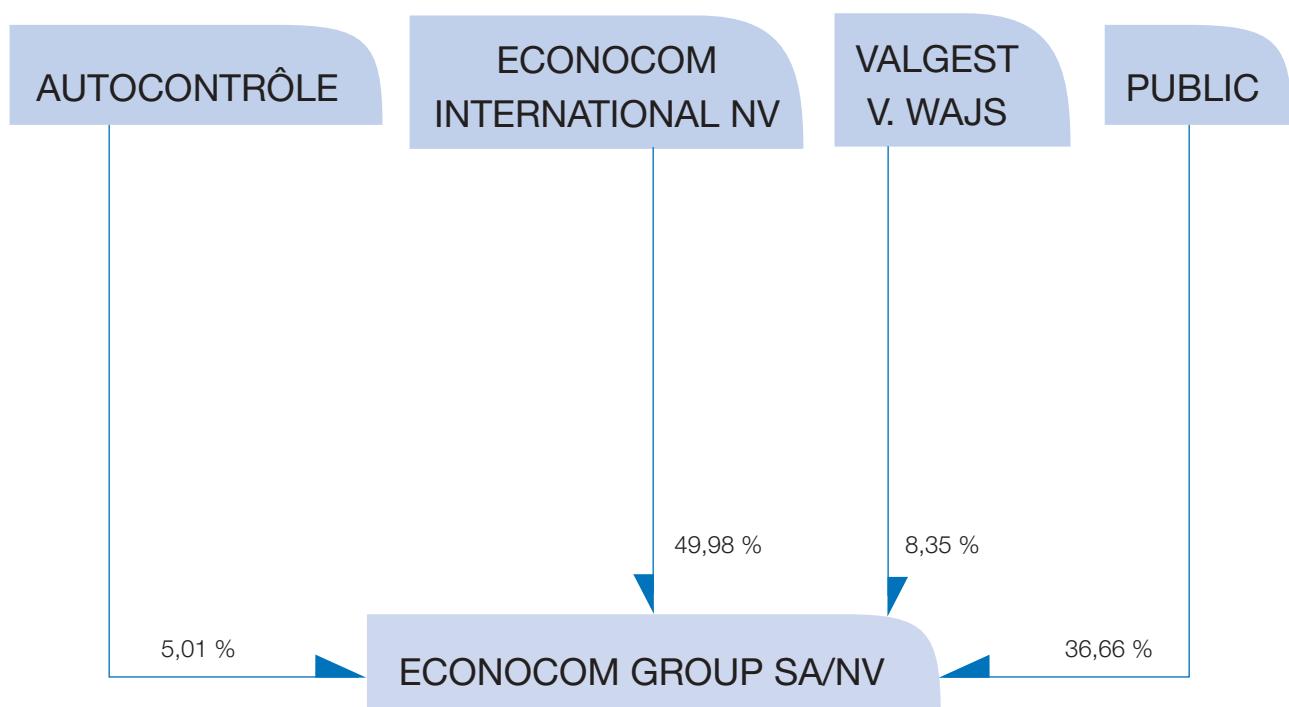
# ORGANIGRAMME du Groupe

au 31 décembre 2004



## ORGANIGRAMME de détention

au 31 décembre 2004



# CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction et surveillance de la société

## 1. Composition des organes d'administration et de surveillance (au 31/12/2004)

**Jean-Louis Bouchard**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)  
21, avenue Foch  
75016 Paris (France)  
Président du Conseil d'Administration et Administrateur délégué d'Econocom Group SA/NV.  
Président de la société Econocom International NV.

**Luc Pintens**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2006)  
Lippeloseweg, 29  
2890 Sint-Amands (Belgique)  
Administrateur d'Econocom Group SA/NV  
Président des filiales d'Econocom en Belgique et au Luxembourg.

**Patrik Vandewalle**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)  
Achiel Cleynhenslann 13  
3140 Keerbergen (Belgique)  
Administrateur Délégué en charge des activités Managed Services et Products and Solutions d'Econocom Group SA/NV (nomination par l'Assemblée Générale Extraordinaire de décembre 2004).

**Jean-Philippe Roesch**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2008)  
21, avenue de la Criolla  
92150 Suresnes (France)  
Administrateur d'Econocom Group SA/NV  
Directeur Général Adjoint du groupe.

**Charles de Water**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2005)  
Korte Veersteeg, 4d  
4157 GR Enspijk (Pays-Bas)  
Administrateur Délégué en charge de l'activité Financial Services d'Econocom Group SA/NV (nomination en décembre 2003).

**Vincent Wajs**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2006)  
40, rue du Village  
91530 Le Val-Saint-Germain (France)  
Administrateur d'Econocom Group SA/NV.

**Christian Bret**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)  
19, rue de la Côte d'Argent  
92410 Ville d'Avray (France)  
Administrateur d'Econocom Group SA/NV.

**Rafi Kouyoumdjian**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2007)  
25, rue de Lubeck  
75016 Paris (France)  
Administrateur d'Econocom Group SA/NV.

**Gaspard Dürrleman**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2005)  
50, avenue Bosquet  
75007 Paris (France)  
Administrateur d'Econocom Group SA/NV.

**PricewaterhouseCoopers**  
**Reviseurs d'entreprises SCCRL**  
(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2007)  
Commissaire d'Econocom Group SA/NV, représentée par Emmanuèle Attout  
Woluwe Garden, Woluwedal, 18  
1932 Sint-Stevens-Woluwe (Belgique).

Les cinq membres du Conseil d'Administration cités au début de la liste ci-dessus ont exercé des fonctions exécutives durant l'exercice 2004. Messieurs Gaspard Dürrleman, Rafi Kouyoumdjian, Christian Bret et Vincent Wajs sont Administrateurs non exécutifs et indépendants de l'actionnaire majoritaire. Le Conseil d'Administration compte donc quatre membres non exécutifs sur neuf.

Le Président du Conseil d'Administration détient des participations de contrôle dans plusieurs sociétés externes au groupe Econocom et y exerce des mandats d'Administrateur ou de Président.

Les autres membres exécutifs du Conseil n'ont pas d'autres mandats que ceux exercés pour Econocom Group SA/NV

# CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction et surveillance de la société

et ses filiales, à l'exception de Monsieur Luc Pintens, Administrateur de la société Keyware Technologies, société de droit belge, et du Belgian Olympic International Committee, de Monsieur Charles de Water, Administrateur de la société Econocom International NV, et de Monsieur Patrik Vandewalle, Administrateur de la société BVBA XP1 Sprl.

Monsieur Gaspard Dürrleman est membre du Comité de Direction de la société Audevard et est également Administrateur des sociétés APL International et Arthus-Bertrand SA. Monsieur Vincent Wajs est Administrateur de Valgest et de Cogefi. Monsieur Christian Bret est Associé gérant de la société Eulis.

À part la durée (6 ans au plus) et le caractère renouvelable du mandat, les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques pour la nomination des Administrateurs ou le renouvellement de leur mandat. Ils n'instaurent pas non plus de limite d'âge au sein du Conseil.

Le Conseil d'Administration a pris connaissance des recommandations du Code Lippens et a l'intention de confirmer son adhésion aux principes définis dans ce Code. Plusieurs dispositions du Code sont déjà d'application chez Econocom Group. En particulier, au cours de l'exercice 2004, un Comité d'Audit composé exclusivement d'Administrateurs non exécutifs a été instauré.

Econocom Group envisage de conformer les informations contenues dans son rapport annuel aux recommandations du Code Lippens dans le courant 2005.

## **2. Rémunération, charges sociales comprises, et avantages en nature attribués par Econocom Group SA/NV et ses filiales pour le dernier exercice aux membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance, ces montants étant globalisés pour chaque catégorie d'organe.**

Administrateurs d'Econocom Group SA/NV : 1,37 million d'euros. Membres du Comité de Direction, autres qu'Administrateurs : néant. Reviseur : 0,10 million d'euros.

Des sociétés avec lesquelles le commissaire se trouve sous l'angle professionnel dans des liens de collaboration ont fourni des prestations d'assistance fiscale rémunérées par des honoraires de 0,01 million d'euros.

Les statuts prévoient depuis 1999 que les mandats peuvent être rémunérés. Suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2004, la rémunération de chacun des Administrateurs est fixée à 2 500 euros par Conseil d'Administration, sous condition de leur présence effective.

La rémunération des Administrateurs exécutifs résulte de leur relation contractuelle avec l'une ou plusieurs des sociétés du Groupe. Elle inclut une part variable, en fonction d'objectifs individuels.

En dehors des jetons de présence, la société n'a pas rémunéré en 2004 les Administrateurs non exécutifs.

## **3. Informations sur la nature et l'étendue des intérêts des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance dans les transactions inhabituelles par leur caractère ou leurs conditions**

Il n'existe pas, au 31 décembre 2004, de prêts ou garanties accordés par l'émetteur aux membres du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction.

# CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction et surveillance de la société

## 4. Nombre d'actions et d'options détenues par les Administrateurs et les membres du Comité de Direction d'Econocom Group SA/NV (au 31/12/04)

	Actions	Options
Administrateurs	2 762 508 <sup>(1)</sup>	1 540 000 <sup>(2)</sup>
Directeurs	0	0
<b>Total</b>	<b>2 762 508</b>	<b>1 540 000</b>

(1) Par ailleurs, le Président du Conseil d'Administration contrôle indirectement 14 408 550 actions d'Econocom Group, représentant 48,03 % du capital.

(2) Le prix d'exercice de ces options est fixé sur la base des mêmes règles que celles exposées au point 10 ci-après (prix courant publié au Moniteur Belge ou prix supérieur).

## 5. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il l'estime nécessaire. Il a tenu en 2004 cinq réunions, dont deux réunions convoquées pour l'arrêté des comptes semestriels et annuels. Il détermine les objectifs stratégiques de la société, approuve les projets importants et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Il est compétent pour les décisions excédant la gestion journalière, tout projet de développement ou de restructuration.

• Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Un Administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du Conseil

d'Administration peuvent être prises par consentement unanime des Administrateurs, exprimé par écrit. Il ne peut cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêté des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé.

- Le Conseil d'Administration a mis en place une procédure de budgets annuels accompagnée de révisions trimestrielles pour toutes les filiales, avec examen individuel de leurs données (chiffre d'affaires, marges, frais, bilan, trésorerie, indicateurs divers de gestion).

• Les Directeurs d'Activités sont chargés de la surveillance de la gestion journalière des filiales. Toutes les filiales communiquent mensuellement au groupe des comptes d'exploitation et un bilan, respectivement les septième et huitième jours ouvrables du mois suivant.

Un département spécialisé en reporting les analyse et remet une synthèse consolidée chaque mois à la Direction du Groupe. Le Conseil d'Administration reçoit les budgets annuels et une synthèse

consolidée des résultats chaque trimestre. Un département d'audit interne est placé sous l'autorité du Directeur Général Adjoint du groupe : une mission d'audit interne est planifiée dans chaque filiale sur un cycle de douze mois. Toutes les activités de contrôle interne sont accomplies en tenant le commissaire de la société informé de leurs résultats.

## 6. Comités créés par le Conseil d'Administration

Les statuts tels que modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2000 autorisent la création par le Conseil d'Administration de comités spécifiques dont les missions et les règles de fonctionnement sont fixées par lui. Les membres de tels comités peuvent être choisis au sein du Conseil ou en dehors de celui-ci.

Le premier comité créé en vertu de ce principe a été un Comité de Direction du Groupe. Sa mission est de définir les grandes orientations stratégiques du Groupe en veillant à leur mise en œuvre par les Directions d'Activités et de coordonner les directions fonctionnelles centrales.

En application de la loi de Corporate Governance, le Conseil d'Administration a décidé de légaliser le Comité de Direction, et a ratifié la modification des statuts à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2004.

# CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction et surveillance de la société

Par ailleurs, un Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions a été créé en février 2003 dont le rôle est, sous le contrôle du Conseil d'Administration, de déterminer les modalités d'attribution d'options sur actions et de veiller à leur mise en œuvre.

Le Conseil d'Administration a nommé, le 18 mai 2004, Messieurs Kouyoumdjian, Dürreman et Wajs membres de ce Comité, en remplacement de Messieurs Bouchard, Bejani et de Water.

Un Comité d'Audit a été instauré par le Conseil d'Administration du 18 mai 2004. Constitué de deux Administrateurs indépendants, Messieurs Kouyoumdjian et Wajs, il a prévu de se réunir au moins deux fois par an. Une première réunion a eu lieu le 7 octobre 2004.

## 7. Gestion journalière

Jean-Louis Bouchard est Président et Administrateur Délégué à la gestion journalière. Quatre Administrateurs exerçaient en 2004 des fonctions exécutives dont un, Monsieur de Water, est Administrateur Délégué en charge de l'activité Financial Services. Chacun d'eux a plusieurs mandats dans les Conseils d'Administration des filiales.

Le Comité de Direction du Groupe se réunit mensuellement pour prendre connaissance des chiffres et veiller à l'avancement des projets du groupe.

Les filiales organisent des Comités de Direction au moins une fois par mois. Ces Comités de Direction se composent habituellement du Directeur Général de la filiale concernée, de son Directeur Administratif et Financier et, le cas échéant, des Directeurs Techniques, Commercial, des Ressources Humaines... Selon les cas, ces comités invitent d'autres intervenants ponctuels sur des sujets précis (informatique, relations publiques et communication, juridique...). En outre, dans les pays où les trois activités (Products and Solutions, Managed Services, Financial Services) sont développées, une réunion mensuelle est organisée en présence des Directeurs Généraux des différentes filiales locales pour couvrir les sujets d'intérêt commun (finance, ventes, recrutements, communication publique...) et développer les synergies entre ces différentes activités.

Toutes les décisions importantes des filiales sont prises par leur Président ou Administrateur Délégué, par deux Administrateurs conjointement ou par un Administrateur Délégué et un membre du Comité de Direction conjointement. Les filiales n'ont généralement pas d'autres délégations significatives que la gestion journalière.

## 8. Politique d'affectation du résultat et politique du dividende

Econocom Group souhaite privilégier l'autofinancement de son développement et réinvestir une part importante de ses bénéfices. La progression des résultats depuis 1995 et le renforcement de la situation financière ont permis la croissance régulière du dividende, de 0,031 euro en 1995 à 0,10 euro en 2003. Le dividende brut par action proposé à l'Assemblée Générale du 17 mai 2005 est de 0,15 euro, en hausse de 50 % et représentant un pay-out de 28 %.

## 9. Relations avec les actionnaires dominants

Les déclarations de transparence transmises à la société mentionnent la présence d'Econocom International NV comme actionnaire dominant. La société a connaissance d'un autre actionnaire possédant plus de 5 % du capital, M. Vincent Wajs (directement ou indirectement via la société Valgest). Les relations avec l'actionnaire majoritaire Econocom International NV correspondent à des prêts/ emprunts et à des prestations de services à caractère courant, rémunérées à des conditions normales.

# CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction et surveillance de la société

## 10. Mention des schémas d'intéressement du personnel dans le capital d'Econocom Group

Un plan d'options a été mis en place à partir de novembre 1997 par Econocom Group et des filiales et sous-filiales en faveur des membres de leur personnel. Il porte sur les actions Econocom Group cotées sur le Premier Marché d'Euronext de Bruxelles et sur le Second Marché de la Bourse de Paris.

Ce plan s'inscrivait dans le cadre du plan stratégique Eco 2000 et visait à associer tous les salariés présents au 27 octobre 1997 à la marche des affaires et au développement du Groupe. Les options sont accordées par un contrat d'options signé par Econocom Group, chaque salarié et son employeur. Lors de son lancement, il était prévu que, si tous les employés souscrivaient à ce plan, environ 5 % du capital d'Econocom Group serait détenu par le personnel.

Les Assemblées Générales Extraordinaires d'Econocom Group et de ses filiales belges ont approuvé

le 17 novembre 1997 le texte du contrat d'options. Econocom Group et l'employeur de chaque salarié accordent des options gratuites sur les actions d'Econocom Group, conformément à l'article 45 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales (*Moniteur Belge* du 29 décembre 1984), tel que modifié par l'article 20 de la loi du 28 décembre 1990.

Pour être admis à bénéficier de ce régime, il doit entre autres être justifié d'une ancienneté de minimum 24 mois calculée de jour à jour au sein d'Econocom Group, de ses filiales et sous-filiales, et d'une ancienneté d'un an (calculée de jour à jour) au sein de la filiale spécifique qui emploie la personne, au jour de la signature du contrat d'options.

Les options portent, soit sur des actions existantes, soit sur des nouvelles actions à souscrire lors d'une augmentation de capital d'Econocom Group, au choix de celle-ci. Econocom Group a choisi entre 1998 et 2002 de recourir à des augmentations de capital lors de la levée des options.

Le prix d'exercice des options est fixé conformément à l'article 45 de la loi du 27 décembre 1984. Il s'agit du prix courant publié au *Moniteur Belge* pour le mois au cours duquel le contrat d'options est signé (c'est-à-dire le cours moyen du mois précédent).

Depuis 1999, les attributions d'options tombent sous l'application de la législation belge du 25 mars 1999.

Le Conseil d'Administration du 25 janvier 2000 a ratifié le texte de ces contrats d'options. Par application de l'article 60 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, trois Administrateurs se sont abstenu lors du vote, dans la mesure où ils bénéficiaient ou pourraient bénéficier à l'avenir de ce régime.

Outre certaines conditions individuelles, les options sont inaccessibles, et il n'existe pas de couverture du risque de perte par Econocom Group SA/NV en cas de baisse du cours de Bourse.

## CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction et surveillance de la société

	Nombre d'options non encore exercées	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (€)
Plan d'options 1997	71 892	Pas de limite	Entre 1,65 et 5,10
1999	228 000	Novembre 2007 (*)	8,75
2001	32 000	Décembre 2007	4,73
	656 600	Décembre 2006	Entre 3,27 et 5,00
	100 000	Mars 2006	3,65
2002	400 000	Novembre 2007	3,18
	20 000	Décembre 2004	3,10
2003	60 000	Janvier 2008	4,06
2004	400 000	Novembre 2009	5,85
	100 000	Décembre 2008	4,72
	6 500	Janvier 2009	5,31
<b>Total</b>	<b>2 074 992</b>		

(\*) Compte tenu de la loi programme du 24/12/2002 qui permet, avec l'accord des bénéficiaires, d'allonger sans charge fiscale supplémentaire la période d'exercice des options pour une durée maximale de trois ans, le Comité d'Exécution au Plan d'Options sur Actions a décidé de prolonger de trois ans, en faveur des bénéficiaires de 1999, la période d'exécution des options qui passe de novembre 2004 à novembre 2007.

# CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction et surveillance de la société

Plusieurs managers ont signé des contrats pour un total de 1 993 272 options. Chaque option donne droit à une action, à un prix d'exercice compris entre 3,10 euros et 8,75 euros, supérieur ou égal au cours de bourse à la date d'attribution. Les actions ainsi achetées pourront être des actions existantes ou des actions nouvelles créées pour l'occasion. Une partie de ces options sont soumises à des conditions de réalisation d'objectifs individuels par leurs bénéficiaires.

Dans le cas où des managers concernés n'atteindraient pas leurs objectifs, leurs options ne pourraient être exercées.

Pour tenir compte de la loi programme du 24 décembre 2002, le texte de la convention type relative au plan d'options a été légèrement modifié afin de le mettre en concordance avec la législation nouvelle.

Le Conseil d'Administration du 22 novembre 2004 a ratifié le rapport d'activité du Comité d'Exécution au plan d'options sur actions pour 2004.

En 2004, 35 000 options ont été levées sans effet sur le capital (cession par Econocom Group d'actions propres).

Au 31 décembre 2004, 2 074 992 options (représentant 6,90 % du nombre d'actions en circulation), donnant droit au même nombre d'actions et représentant une augmentation de capital potentielle (prime d'émissions incluse) de 9,8 millions d'euros, n'ont pas encore été exercées.

## 11. Autodétention d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 janvier 2004 avait accordé au Conseil d'Administration le renouvellement de l'autorisation de procéder à des rachats d'actions propres conformément à la loi belge en la matière, à des cours se situant entre 2 et 18 euros, et pour un maximum de 10 % du nombre d'actions existantes.

Econocom Group et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2004, 427 399 actions propres.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mai 2005 prévoit de renouveler l'autorisation de rachat d'actions propres à des cours compris entre 2 et 18 euros, et pour un maximum de 10 % des actions existantes.

# COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

au 31 décembre **2004**

Bilan consolidé

Compte de résultats consolidé

Annexes aux comptes consolidés

Tableau de financement consolidé

Rapport du commissaire

# COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

## Bilan

au 31 décembre 2004

### Actif

(en milliers €)

	2004	2003	2002
<b>Actifs immobilisés</b>	<b>76 862</b>	<b>81 695</b>	<b>134 778</b>
<b>I. Frais d'établissement</b>	<b>171</b>	<b>439</b>	<b>807</b>
<b>II. Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 411</b>	<b>1 192</b>	<b>1 448</b>
<b>III. Écarts de consolidation</b>	<b>9 989</b>	<b>7 680</b>	<b>10 351</b>
<b>IV. Immobilisations corporelles</b>	<b>54 131</b>	<b>56 967</b>	<b>104 822</b>
A. Terrains et constructions	6 016	6 083	5 870
B. Installations, machines et outillage	1 689	1 890	1 144
C. Mobilier et matériel roulant	1 736	3 224	3 770
D. Location-financement et droits similaires		1	29
E. Autres immobilisations corporelles	44 690	44 280	92 777
F. Immobilisations en cours		1 489	1 231
<b>V. Immobilisations financières</b>	<b>11 160</b>	<b>15 416</b>	<b>17 350</b>
A. Entreprises mises en équivalence	250	128	132
1. Participations	189	86	132
2. Créditances	61	42	
B. Autres entreprises	2	450	313
1. Participations	2	2	0
2. Créditances		448	313
C. Autres immobilisations financières	10 908	14 838	16 905
1. Actions et parts	1 729	681	97
2. Créditances et cautionnements en numéraire	9 179	14 157	16 808
<b>Actifs circulants</b>	<b>229 912</b>	<b>254 976</b>	<b>253 615</b>
<b>VI. Créditances à plus d'un an</b>	<b>6 905</b>	<b>888</b>	<b>1 017</b>
A. Créditances commerciales		284	453
B. Autres créances	6 905	604	564
<b>VII. Stocks et commandes en cours d'exécution</b>	<b>3 784</b>	<b>8 426</b>	<b>10 667</b>
A. Stocks	3 784	8 426	10 667
<b>VIII. Créditances à un an au plus</b>	<b>152 901</b>	<b>139 927</b>	<b>166 935</b>
A. Créditances commerciales	131 071	110 359	125 034
B. Autres créances	21 830	29 568	41 901
<b>IX. Placements de trésorerie</b>	<b>14 368</b>	<b>17 509</b>	<b>13 423</b>
<b>X. Valeurs disponibles</b>	<b>48 800</b>	<b>84 761</b>	<b>58 080</b>
<b>XI. Comptes de régularisation</b>	<b>3 154</b>	<b>3 465</b>	<b>3 493</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>306 774</b>	<b>336 671</b>	<b>388 393</b>

# COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

## Bilan

au 31 décembre 2004

### Passif

(en milliers €)

	2004	2003	2002
<b>Capitaux propres</b>	<b>79 884</b>	<b>72 805</b>	<b>87 270</b>
I. Capital	16 038	16 038	16 038
II. Primes d'émission	54 072	54 072	54 072
IV. Réserves	19 257	19 062	31 214
V. Écarts de consolidation	1 551	1 544	1 701
V bis. Différences de consolidation positives imputées	(8 133)	(9 568)	(11 004)
VI. Écarts de conversion	(442)	(252)	1 125
Titres d'autocontrôle	(2 459)	(8 091)	(5 876)
Intérêts de tiers	381	755	549
VIII. Intérêts de tiers	381	755	549
Provisions	19 202	30 435	28 272
VII. A. Provisions pour risques et charges	19 202	30 435	28 272
4. Autres risques et charges	19 202	30 435	28 272
Dettes	207 307	232 676	272 302
X. Dettes à plus d'un an	3 956	4 064	4 764
A. Dettes financières	2 002	2 517	3 564
3. Dettes de location-financement et assimilées			0
4. Établissements de crédit	1 899	2 343	3 276
5. Dettes d'escompte de factures			
6. Autres emprunts	103	174	288
B. Dettes commerciales	0	33	71
1. Fournisseurs		33	71
C. Acomptes reçus sur commandes	1 477	1 051	1 051
D. Autres dettes	477	462	78
XI. Dettes à un an au plus	176 850	202 210	217 261
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	4 340	12 935	12 821
B. Dettes financières	3 385	5 740	3 730
1. Établissements de crédit	841	3 208	63
2. Autres emprunts	2 544	2 532	3 667
3. Dettes d'escompte de factures			
C. Dettes commerciales	119 218	114 938	133 469
1. Fournisseurs	119 218	114 938	133 469
D. Acomptes reçus sur commandes	204	66	290
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	29 448	43 856	44 013
1. Impôts	15 302	23 781	24 535
2. Rémunerations et charges sociales	14 146	20 075	19 478
F. Autres dettes	20 255	24 675	22 938
XII. Comptes de régularisation	26 501	26 402	50 277
<b>Total du passif</b>	<b>306 774</b>	<b>336 671</b>	<b>388 393</b>

# COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

## Compte de résultats

au 31 décembre 2004

(en milliers €)

	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
<b>I. Ventes et prestations</b>	<b>832 070</b>	<b>1 041 736</b>	<b>976 588</b>
A. Chiffre d'affaires	821 785	1 038 278	971 513
B. Variation de stocks de produits finis			
C. Production immobilisée	1 952		157
D. Autres produits d'exploitation	8 333	3 458	4 918
<b>II. Coût des ventes et des prestations</b>	<b>812 468</b>	<b>1 030 538</b>	<b>954 967</b>
A. Approvisionnements et marchandises	663 664	814 974	741 795
B. Services et biens divers	58 324	70 110	90 133
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	79 016	115 827	97 960
D. Amortissement et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	10 842	18 746	17 763
E. Réduction de valeur sur stocks, sur commandes en cours et sur créances commerciales	(5 942)	6 109	1 743
F. Provisions pour risques et charges	3 439	(624)	(631)
G. Autres charges d'exploitation	3 125	5 396	6 204
<b>III. Bénéfice d'exploitation</b>	<b>19 602</b>	<b>11 198</b>	<b>21 621</b>
<b>IV. Produits financiers</b>	<b>2 936</b>	<b>3 281</b>	<b>4 721</b>
A. Produit des immobilisations financières	202	170	676
B. Produit des actifs circulants	1 253	663	1 022
C. Autres produits financiers	1 481	2 448	3 023
<b>V. Charges financières</b>	<b>4 163</b>	<b>5 544</b>	<b>6 969</b>
A. Charges de dettes	759	1 209	2 139
C. Autres charges financières	1 363	1 333	2 078
D. Amortissement sur écart de consolidation	2 040	3 002	2 752
<b>VI. Bénéfice courant avant impôts des sociétés consolidées</b>	<b>18 375</b>	<b>8 935</b>	<b>19 373</b>

# COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

## Compte de résultats

au 31 décembre 2004

(en milliers €)

	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
<b>VII. Produits exceptionnels</b>	<b>5 688</b>	<b>2 755</b>	<b>3 446</b>
A. Reprise d'amortissement sur immobilisations		26	
C. Reprise de réduction de valeur sur immobilisations financières	40		
D. Reprise de provisions pour risques et charges	3 678		605
E. Plus-value sur réalisation d'actifs immobilisés	97	2 066	1 352
F. Autres produits exceptionnels	1 872	663	1 489
<b>VIII. Charges exceptionnelles</b>	<b>5 451</b>	<b>14 967</b>	<b>4 736</b>
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles	153	8	
C. Réductions de valeur sur immobilisations financières		122	
D. Provisions pour risques et charges exceptionnels	(7 633)	2 711	326
F. Moins-value sur réalisation d'actifs immobilisés	1 164	1 665	1 584
E. Autres charges exceptionnelles	11 767	10 461	2 826
<b>IX. Bénéfice de l'exercice, avant impôts des sociétés consolidées</b>	<b>18 612</b>	<b>(3 277)</b>	<b>18 083</b>
<b>X. Impôts sur le résultat</b>	<b>4 578</b>	<b>4 182</b>	<b>7 483</b>
A. Impôts	5 436	6 097	7 737
B. Régularisation d'impôts et reprise de provisions fiscales	(858)	(1 915)	(254)
<b>XII. Part dans le résultat des sociétés en équivalence</b>	<b>120</b>	<b>(27)</b>	<b>(67)</b>
<b>XIV. Bénéfice consolidé</b>	<b>14 154</b>	<b>(7 486)</b>	<b>10 533</b>
<b>XV. Part des tiers dans le résultat</b>	<b>105</b>	<b>6</b>	<b>(61)</b>
<b>XVI. Part du groupe dans le résultat</b>	<b>14 259</b>	<b>(7 480)</b>	<b>10 472</b>

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## I. Principes de consolidation

### 1. Périmètre et méthode de consolidation

Sont consolidées par intégration globale les participations significatives dans lesquelles Econocom Group possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ou le contrôle exclusif.

Les participations dans des entreprises associées sont portées au bilan sous la rubrique "Entreprises mises en équivalence" et inscrites au bilan consolidé pour le montant correspondant à la fraction des capitaux propres détenus, y compris le résultat de l'exercice de l'entreprise en cause, représentée par cette participation.

Les participations non significatives sous l'angle du patrimoine, de la situation financière ou du résultat consolidés sont maintenues en "Immobilisations Financières" sous la rubrique "Autres entreprises - Participations". La société civile immobilière Boston et la société Oriolis sont incluses dans cette rubrique de même que la société Études et Services France SA qui n'a pas d'activités significatives.

### 2. Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation est détaillé ci-après (cf. II. État des filiales).

### 3. Écarts de consolidation

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux dispositions du livre II de l'A.R. du 30 janvier 2001. Les sociétés consolidées clôturent leur exercice au 31 décembre.

La différence constatée entre le prix d'acquisition d'une participation dans une société entrant dans la consolidation et la quote-part correspondante dans les fonds propres de cette société à la date de l'acquisition est comptabilisée en écarts de consolidation.

Au cas où le prix d'acquisition est supérieur à la quote-part dans les fonds propres, cette différence est comptabilisée à l'actif du bilan et donne lieu à un amortissement linéaire annuel *prorata temporis* à partir de l'acquisition selon les modalités suivantes :

Products and Solutions	5 ans
Managed Services	10 ans
Financial Services	10 ans

Ces rythmes d'amortissements ont été retenus pour prendre en compte la stabilité du fonds de commerce et de la clientèle.

Les écarts de consolidation liés aux acquisitions faites en 1995 et 1996 (Econocom UK, Econocom SA Suisse, Econocom USA, Econocom SAS et Econocom Location SA) ont été amortis sur 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'acquisition.

Suite à une dérogation obtenue auprès de la Commission Bancaire et Financière le 6 septembre 2000, l'écart d'acquisition d'Infopoint (14 352 k€) a été intégralement amorti sur les fonds propres. La Commission Bancaire et Financière a octroyé cette dérogation suite à la demande d'Econocom Group motivée par la discrimination concurrentielle subie par rapport à certains acteurs de son marché, notamment néerlandais et français. Sur la base d'un amortissement théorique sur 10 ans, l'économie d'amortissement d'écart d'acquisition sur l'exercice s'élève à 1 435 k€. Le montant net de la différence de consolidation positive imputée, soit 8 133 k€, est inscrit sur une ligne spécifique des capitaux propres.

L'acquisition des activités de produits et services néerlandaises et belges de EDS s'était faite en 1999 sous la forme d'un "asset deal". L'excédent du prix payé sur la valeur des actifs acquis est enregistré en "Immobilisations incorporelles" et est amorti sur 5 et 10 ans respectivement.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## II. État des filiales

### A.1 Entreprises consolidées par intégration globale

Nom	Siège	N° de TVA	Fraction du capital		Détenue par
			2004	2003	
Econocom SAS	Clichy		99,99 %	99,99 %	Econocom Group SA
Econocom Location SA	Clichy		99,99 %	99,99 %	Econocom Lease SA/NV
Atlance France SAS	Clichy		100,00 %	99,99 %	Econocom Location SA
G.I.E. Econocom	Clichy		41,67 %	41,67 %	Econocom Group SA
			58,33 %	58,33 %	Econocom SAS
Econocom.com SA	Clichy		99,99 %	99,92 %	Econocom Group SA
Econocom Telecom SAS	Clichy		97,50 %	97,50 %	Econocom France SAS
Econocom Products and Solutions BELUX SA/NV <sup>(1)</sup>	Bruxelles	BE 426 851 567	99,99 %	99,99 %	Econocom Group SA
			0,01 %		Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Managed Services SA/NV	Bruxelles	BE 432 093 428	100,00 %	100,00 %	Econocom Group SA
CSI SA/NV <sup>(3)</sup>	Bruxelles			99,99 %	Econocom Managed Services SA/NV
SX Consultants SA <sup>(3)</sup>	Bruxelles			100,00 %	Econocom Managed Services SA/NV
CHanSE SA			74,57 %		Econocom Managed Services SA/NV
2B Mobile SPRL			100,00 %		CHanSE SA/NV
Atlance SA/NV	Bruxelles	BE 476 489 635	99,93 %	99,99 %	Econocom Lease SA/NV
			0,07 %	0,01 %	Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Products and Solutions Luxembourg SA	Luxembourg		100,00 %	100,00 %	Econocom Products and Solutions Belux SA/NV
Econocom Luxembourg SA	Luxembourg		100,00 %	100,00 %	Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Lease SA/NV	Bruxelles	BE 431 321 782	100,00 %	100,00 %	Econocom Group SA
Econocom Nederland BV	Houten		100,00 %	99,94 %	Econocom Group SA
Atlance BV	Houten		100,00 %	100,00 %	Econocom Nederland BV
Econocom Albis GmbH (anciennement Econocom Nordlease GmbH)	Hambourg		65,00 %	65,00 %	Econocom Group SA
Econocom Expert International Holding	Houten		50,10 %	50,10 %	Econocom Group SA
Econocom Product Services BV	Houten		99,94 %	100,00 %	Econocom Nederland BV
Econocom Services BV	Houten		95,00 %	100,00 %	Econocom Nederland BV
Econocom UK Ltd	Richmond		100,00 %	100,00 %	Econocom Group SA
Econocom SA (Suisse)	Nyon		99,97 %	99,97 %	Econocom Group SA
Econocom SA (Espagne)	Madrid		99,98 %	99,98 %	Econocom Group SA
			0,02 %	0,02 %	Econocom SAS
Econocom Locazione Italia SPA	Milan		93,57 %	93,57 %	Econocom Group SA
			6,43 %		Econocom SAS
Aperleasing	Milan		95,00 %	93,57 %	Econocom Locazione Italia SPA
Econocom USA Inc	Memphis		100,00 %	100,00 %	Econocom Group SA
Econocom Promodata France SA (anciennement Comdisco France SA)	Clichy		95,00 %	95,00 %	Econocom Nederland BV
Promodata SNC	Clichy		100,00 %	100,00 %	Econocom Promodata France SA
Econocom Products and Solutions SAS (anciennement Econocom Infopoint SA)	Les Ulis		99,95 %	99,99 %	Econocom France SAS
			0,05 %		Econocom Group SA
Econocom Managed Services SA (anciennement Econocom Services SA (France)) <sup>(2)</sup>	Les Ulis		100,00 %	99,99 %	Econocom Products and Solutions SAS
Synopse SAS	Orsay		100,00 %	100,00 %	Econocom Managed Services SA (France)
SCI Alexandre	Les Ulis		99,90 %	99,99 %	Econocom Products and Solutions SAS
SCI Cap Horn	Les Ulis		100,00 %	100,00 %	Econocom Products and Solutions SAS
Econocom France SAS	Clichy		100,00 %	100,00 %	Econocom Group SA
Signal Service SA	Clichy		99,97 %		Econocom Group SA
Infoconseil SARL	Les Ulis		100,00 %	100,00 %	Econocom Products and Solutions SAS

(1) Le 30 décembre 2003, Econocom Distribution SA/NV a procédé à la fusion par absorption de la société Premier Link International Benelux SA (effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2003). Suite à cette opération, la société a changé sa dénomination sociale en Econocom Products and Solutions Belux SA/NV.

(2) Le 3 juillet 2003, Econocom Tasq SAS et Econocom Services SA (France) ont fusionné avec effet rétroactif au 2 décembre 2002. Suite à cette opération, la société a changé sa dénomination sociale en Econocom Managed Services SA.

(3) Les sociétés SX Consultants et CSI SA ont été fusionnées en juillet 2004 à Econocom Managed Services SA/NV avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## A.2 Entreprise mise en équivalence

Nom	Siège	N° de TVA	Fraction du capital		Détenue par
			2004	2003	
Ace Computer I, LLC	Marietta, GA		33,33 %	33,33 %	Econocom USA, Inc.

## B. Filiales exclusives et communes non intégrées dans les comptes (en vertu de l'article 107 de l'A.R. du 30/01/01)

### B.1 Sociétés non consolidées

La société Études & Services France SA ne représente qu'un intérêt

négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle de l'ensemble consolidé et a été laissée en dehors de la consolidation.

## V. Critère de consolidation et modifications du périmètre de consolidation

### B. Modifications du périmètre de consolidation

#### Prise de participation dans Signal Service SA

Le 31 août 2004, le groupe Econocom a acquis 99,97 % soit 3 599 actions sur 3 600 de la société française Signal Service SA également spécialisée dans la télécommunication mobile aux professionnels. Le capital de cette société s'élève à 367,2 k€. Cette société est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe Econocom au 1<sup>er</sup> septembre 2004.

Le goodwill constaté dans les comptes consolidés s'élève à 7 463 k€ et est amorti sur 5 ans.

#### Prise de participation dans CHanSE SA

Le 15 novembre 2004, Econocom Managed Services SA/NV a pris une participation de 79,57 % dans

la société belge CHanSE SA spécialisée dans la télécommunication mobile aux professionnels et dont le capital s'élève à 100 k€. EMS SA/NV a ensuite procédé à la cession de 5 % de sa participation soit 176 actions. La participation d'EMS SA/NV dans CHanSE s'élève donc au 31 décembre 2004 à 74,57 %. À travers l'acquisition précédemment exposée, le groupe Econocom détient indirectement 74,57 % de 2B Mobile, filiale à 100 % de CHanSE.

Cette société est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe Econocom au 1<sup>er</sup> novembre 2004.

Le goodwill constaté dans les comptes consolidés s'élève à 744 k€ et est amorti sur une durée de 5 ans.

#### Prise de participation complémentaire dans Econocom Locazione Italia SpA

Econocom SAS a racheté 6,43 % du capital de Econocom Locazione Italia, soit 10 000 titres, au dernier actionnaire minoritaire. Le groupe Econocom détient donc, au 31 décembre 2004, 100 % de sa filiale italienne.

#### Augmentations de capital

Les sociétés Econocom.com et Econocom Managed Services SA (France) ont procédé à une augmentation respectivement de 570 k€ et 1 800 k€ par compensation de créances.

#### Fusions

Les sociétés SX Consultants SA/NV et CSI NV détenues à 100 % ont été fusionnées en juillet avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004 dans la société Econocom Managed Services SA/NV.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## Cession

Econocom Managed Services SA (France) a cédé au 1<sup>er</sup> février 2004 son activité Maintenance à la Société Alliance Support Services SA.

## Changements de dénomination sociale

Econocom Services SA/NV, PLI Luxembourg et Econocom NordLease GmbH sont

respectivement devenues Econocom Managed Services SA/NV, Econocom Products and Solutions Luxembourg SA et Econocom Albis GmbH.

## VI. Règles d'évaluation

### A. Règles d'évaluation

Les comptes consolidés sont dans l'ensemble établis conformément aux règles d'évaluation de l'entreprise consolidante, Econocom Group SA/NV, qui applique les dispositions légales en vigueur en Belgique, et les règles particulières décrites ci-dessous. En cas de discordance significative entre les règles d'évaluation des filiales et celles du Groupe, des retraitements sont actés en consolidation.

Elle est déterminée sur base de ce même taux d'imposition et tient compte de l'évaluation des perspectives d'utilisation des pertes fiscales en question. Cette modification des règles d'évaluation adoptées s'inscrit dans un contexte de convergence aux normes IFRS et a mené à la reconnaissance d'une latence fiscale active de 984 k€ en 2004.

### C. Conversions des états financiers des filiales hors zone euro

Les bilans des sociétés sont convertis en euros aux taux en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les comptes de résultats sont convertis aux taux moyens annuels. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont inscrites dans les capitaux propres sous la rubrique "Écarts de conversion".

	31/12/04		31/12/03		31/12/02	
	Taux moyen	Taux clôture	Taux moyen	Taux clôture	Taux moyen	Taux clôture
USD	0,802752	0,734160	0,883517	0,791766	1,06109	0,95356
GBP	1,468497	1,418339	1,450110	1,418842	1,59085	1,53728
CHF	0,647442	0,648130	0,659127	0,641890	0,68154	0,68852

### B. Impôts

La charge d'impôts des comptes consolidés correspond à la sommation des charges fiscales locales de toutes les sociétés intégrées ainsi qu'au mouvement des latences fiscales. Une latence fiscale (tant active que passive) est constituée par les écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale, au dernier taux d'imposition nominal connu. Depuis l'exercice 2004, le groupe constate une latence fiscale active sur les reports déficitaires.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## D. Méthode générale de comptabilisation des contrats de location

### D.1 Les cessions de contrats de location

Les matériels et les contrats y afférents sont cédés à un organisme de refinancement pour un prix global intégrant, outre la valeur actuelle des loyers à percevoir, la valeur résiduelle (ou valeur non amortie) des matériels. Cette valeur non amortie est le prix auquel le groupe s'engage à racheter le matériel à l'expiration du contrat de location. Les loyers dus par les clients sont versés directement aux établissements de financement, et ce sans recours, le groupe se trouvant ainsi dégagé du risque d'insolvabilité de ses clients.

Sur le plan juridique, Econocom Group perd la propriété des équipements à dater de la cession, et la recouvre au terme du contrat lorsqu'elle honore son engagement de rachat. Leur coût est enregistré sous la rubrique coût des ventes (achats) et le prix de cession dans le chiffre d'affaires, la différence étant la marge brute sur la transaction, réalisée au moment de la cession du contrat. Les méthodes de comptabilisation de l'intérêt résiduel de la société dans les actifs loués après cession des contrats de location et de ses engagements de rachat sont décrites sous D.6.

### D.2 Les contrats "PC Lease"

Les contrats "PC Lease" sont des contrats par lesquels le locataire paie un loyer fixe durant la période contractuelle pour des équipements, logiciels et services livrés progressivement tout au long de la période. La société refinace aussi ces contrats. Leur prix de cession se comptabilise en chiffre d'affaires ; leur prix d'achat se comptabilise en coût des ventes. Comme expliqué ci-dessus, les contrats de refinancement incluent des engagements de rachat. Les principes applicables aux cessions de contrats visés au point 1) ci-dessus valent également pour les "PC Lease", sous réserve de ce qui concerne les provisions pour valeurs résiduelles (se référer au point D6).

### D.3 La comptabilisation des produits

Les produits sont enregistrés comme suit :

– Contrats non refinancés : le revenu locatif des contrats est enregistré tout au long de la période locative. À l'exception des contrats conclus par la société Promodata SNC et transférés progressivement vers la société Econocom Location SA, les contrats non refinancés concernent essentiellement des prolongations de contrats et restent peu significatifs. Les contrats non refinancés conclus initialement par la société Promodata SNC étant plus significatifs, une analyse est réalisée afin de déterminer la classification correcte du contrat

de location (opérationnel/financier) et le traitement comptable de ces contrats est adapté dans les comptes consolidés afin de tenir compte de la réglementation comptable belge en vigueur ;

– Contrats refinancés : le revenu des cessions de matériel et créances de location est enregistré en chiffre d'affaires à la date de cession.

La marge réalisée sur ces contrats est enregistrée en profit au moment de leur cession à l'organisme de refinancement, correspondant à la date du transfert de propriété.

Les "PC Lease" sont comptabilisés comme ventes au fur et à mesure des livraisons effectives, étaillées sur la période contractuelle. Les marges résultant de la cession de ces contrats apparaissent au compte de résultats dans la mesure et à la date où elles sont effectivement réalisées.

### D.4 La comptabilisation des charges

Pour les contrats refinancés, le prix d'achat est pris en charge lors de la constatation des produits à la date du refinancement. Pour les contrats non refinancés, l'amortissement est constaté au mois le mois. Dans le cas où un contrat est refinancé avec recours (cas exceptionnel), les charges et les produits totaux sont comptabilisés conformément aux principes énumérés ci-dessus. Les éventuels risques nés de ce recours sont provisionnés dès qu'ils sont avérés.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## D.5 Financement des contrats de location d'Econocom USA Inc.

Le financement des contrats de location de la filiale américaine s'effectue sans transfert des créances de loyer et des matériels loués. Ces créances et matériels garantissent un emprunt contracté auprès d'un organisme prêteur. Les locataires se libèrent de leurs obligations dans les mains de l'organisme prêteur, qui décharge explicitement Econocom USA Inc. de toute obligation relative au paiement de la dette.

En substance, la seule différence fondamentale de ce mode de financement par rapport à la pratique des filiales européennes consiste en l'absence de contrôle de l'organisme prêteur sur les actifs financés sur lesquels il ne dispose que d'un nantissement. Les règles comptables internationales requièrent en l'espèce que les transactions soient enregistrées comme des contrats de location-financement financés par un emprunt auquel sont adossés les créances de loyers et les matériels objet du contrat.

Le groupe applique toutefois aux contrats de location américains et à leur refinancement les règles comptables décrites sous D.1 à D.4 ci-dessus ainsi que sous D.6. Les créances au titre de la location et les dettes financières sont décomptabilisées, et un chiffre d'affaires est constaté à la date de refinancement du contrat, qui

correspond au montant total des créances de loyers.

L'intérêt résiduel dans les actifs loués est comptabilisé à sa valeur de marché prévisionnelle à la date d'échéance des contrats de location. Le groupe justifie ce traitement par les éléments suivants :  
– la substance économique des transactions correspond à celle des opérations européennes du groupe, et la filiale américaine se dégage de tout risque financier sur le preneur, même si la forme juridique diffère ; le groupe est dès lors d'avis que les principes comptables retenus traduisent le plus fidèlement l'économie des contrats que conclut la filiale américaine et les bases financières de l'activité qu'elle exerce ;  
– dans la mesure où le traitement comptable se justifie par la substance des opérations, la prise en compte de l'intérêt résiduel dans les actifs loués fait partie intégrante de l'économie du contrat, et la société le reconnaît à l'actif dans la mesure où elle est raisonnablement certaine qu'elle obtiendra le montant en cause à l'échéance du contrat.

Les effets estimés des retraitements à apporter au portefeuille de contrats en cours au 31 décembre 2004 sont toutefois jugés non significatifs en référence à l'ensemble consolidé.

## D.6 Les valeurs résiduelles

Comme indiqué précédemment, la société rachète à certains organismes financiers

les équipements loués lorsque les contrats viennent à échéance. Ces valeurs de rachat, ou valeurs non amorties, constituent les "valeurs résiduelles". Des provisions pour risques et charges inscrites au passif du bilan ont été constituées pour faire face aux différences entre ces valeurs résiduelles et les valeurs de marché prévisionnelles aux dates d'échéance, calculées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993 selon une méthode dégressive accélérée, basée sur un amortissement du prix d'achat individuel d'origine de chaque équipement.

De manière plus détaillée, cette règle est la suivante :

– Dans le cadre des cessions et des "PC Lease" : la valeur résiduelle financière (engagement de rachat aux financeurs en fin de contrat) est comparée à sa valeur future estimée, elle-même calculée sur base d'un amortissement dégressif accéléré. Pour les contrats "PC Lease", la provision est évaluée à la date de clôture, uniquement pour les équipements effectivement livrés.

– Une provision est enregistrée quand les valeurs résiduelles financières totales excèdent les valeurs futures estimées. À partir de 1995, conformément aux principes comptables généralement admis en matière de location, la différence positive entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière est comptabilisée en produits.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

– Dans le cadre des locations non refinancées : la valeur nette comptable est comparée à sa valeur estimée calculée sur base d'un amortissement dégressif en appliquant les mêmes pourcentages que pour les contrats refinancés. Pour ces contrats non refinancés, la comparaison se fait entre les valeurs à la date de clôture. Les montants résultant de la comparaison visée aux points ci-dessus sont provisionnés en tenant compte de l'impact des commissions payables au terme du contrat aux commerciaux sur les différences entre valeurs résiduelles commerciales et valeurs futures estimées.

– Par pays, les différences positives et négatives entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière sont respectivement portées en autres immobilisations corporelles et en provisions pour risques et charges.

– Les mouvements de l'année, tant positifs que négatifs, sont pris en résultats.

– Chaque année, la société s'assure de la validité de la méthode d'amortissement dégressif en comparant les valeurs résiduelles estimées des équipements des contrats venus à échéance avec leur valeur réelle de recommercialisation.

## E. Frais d'établissement, immobilisations incorporelles et corporelles

Les frais d'établissement sont portés à l'actif et pris en charge par voie d'amortissements annuels linéaires de 20 % à dater de leur facturation.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition et sont amorties linéairement sur leur durée de vie économique présumée, *prorata temporis* lors de l'année d'acquisition :

• goodwill	5 à 10 ans
• constructions	20 à 25 ans
• autres immobilisations corporelles	2 à 5 ans
• matériel détenu en location-financement	5 ans
• mobilier et installations	10 ans
• matériel de bureau	5 ans
• immeuble détenu en location-financement jusqu'au 30/06/92 en pleine propriété depuis lors	33 ans
	à partir du 01/01/1984

## F. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont portées à l'actif à leur valeur d'acquisition et font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durables justifiées par la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société dans laquelle la participation est détenue. Des plus-values de réévaluation sont constatées sur les participations lorsque la valeur de celles-ci, déterminée en fonction de leur utilité pour l'entreprise, représente un excédent certain et durable par rapport à leur valeur comptable.

## G. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré pour le matériel non individualisé et au coût d'achat pour le matériel individualisé. Des réductions de valeur sont pratiquées afin de tenir compte de la dépréciation rapide du matériel informatique.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## H. Créesances

Les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale et font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis. Une méthode de provisionnement statistique est en outre appliquée dans les activités Products and Solutions et Managed Services.

## I. Dettes

Elles sont portées au bilan à leur valeur nominale.

## J. Devises

Les opérations en monnaies étrangères sont converties au taux en vigueur à la date desdites transactions. Les avoirs, les dettes et les engagements libellés en devises étrangères sont convertis dans les états financiers des sociétés consolidées au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change réalisées et les écarts de conversion calculés en application de cette règle sont enregistrés en compte de résultats au cours de la période.

## K. Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée pour couvrir les risques de pertes ou de charges découlant pour l'entreprise :

1. De restructurations éventuelles.
2. De litiges juridiques.
3. Pour l'activité de location, de la comparaison :
  - entre l'engagement de rachat de matériels et leur valeur de marché estimée au terme des contrats de location, dans le cadre des cessions de contrats ;
  - entre la valeur nette comptable et la valeur de marché estimée des équipements au terme des contrats, dans le cadre des locations non refinancées ;
  - entre la valeur nette comptable actuelle et la plus petite des 2 valeurs :
    - la valeur nette comptable dégressive actuelle ;
    - la valeur de marché dans le cadre des équipements objets de contrats de location retournés et en attente de réalisation.

## L. Produits

Les produits des activités de location de la société comprennent :

- le revenu de la location de matériel appartenant à la société ;
- la cession de matériel et contrats de location, c'est-à-dire :
  - les locations-financements ;
  - les cessions pures et simples et les "PC Lease".

## M. Commissions

La société paie des commissions à ses agents commerciaux sur la base de la marge dégagée sur chaque contrat. En cas de contrat de location faisant l'objet d'un refinancement par cession pure et simple et par location-financement, la commission est totalement prise en charge à la date de celui-ci. Dans l'hypothèse de locations non refinancées et des "PC Lease", la commission est comptabilisée au même rythme que les produits. La comptabilisation des charges de commissions tient compte de l'impact des commissions différenciées, calculées sur la différence entre les valeurs résiduelles commerciales et les valeurs futures estimées.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## VII. État des frais d'établissement (rubrique 20 de l'actif)

(en milliers €)

<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent</b>	<b>439</b>
Mutations de l'exercice :	
• Nouveaux frais engagés	11
• Amortissements	- 275
• Acquis de tiers	
• Annulés	- 4
• Autres	
<b>Valeur nette comptable au terme de l'exercice dont :</b>	<b>171</b>
• Frais de constitution de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement et d'acquisition	171

## VIII. État des immobilisations incorporelles (rubrique 21 de l'actif)

(en milliers €)	Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, etc.	Goodwill
<b>a) Valeur d'acquisition</b>			
Au terme de l'exercice précédent	14	5 660	4 288
Mutations de l'exercice :			
• Entrées/sorties en périmètre		31	
• Acquisitions, y compris la production immobilisée		1 079	
• Cessions et désaffections		- 344	- 1 098
• Transférées d'une rubrique à une autre			
• Différences de conversion			
Au terme de l'exercice	14	6 426	3 190
<b>c) Amortissements et réduction de valeur</b>			
Au terme de l'exercice précédent	14	4 850	3 906
Mutations de l'exercice :			
• Entrées/sorties en périmètre		21	
• Acquis de tiers			
• Actés		649	154
• Annulés		- 287	- 1 088
• Transférées d'une rubrique à une autre			
Au terme de l'exercice	14	5 233	2 972
<b>d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)</b>	<b>0</b>	<b>1 193</b>	<b>218</b>

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## IX. État des immobilisations corporelles (rubriques 22 à 27 de l'actif)

	Terrains et constructions (en milliers €) (rubr. 22)	Installations machines et outillage (rubr. 23)	Mobilier et matériel roulant (rubr. 24)	Location-financement et droits similaires (rubr. 25)	Autres immob. corpor. et en cours (rubr. 26 et 27)
<b>a) Valeur d'acquisition</b>					
Au terme de l'exercice précédent	7 970	4 871	10 206	176	191 117
Mutations de l'exercice :					
• Entrées/sorties en périmètre		177	195		271
• Acquisitions, y compris la production immobilisée	217	934	375		418 155
• Cessions et désaffections		– 1 518	– 4 429	– 17	– 538 093
• Transférées d'une rubrique à une autre		744	– 185		– 559
• Différences de conversion		– 2	– 20		– 672
Au terme de l'exercice	8 187	5 206	6 142	159	70 219
<b>c) Amortissements et réduction de valeur</b>					
Au terme de l'exercice précédent	1 887	2 981	6 982	175	145 348
Mutations de l'exercice :					
• Entrées/sorties en périmètre		103	90		226
• Actés	284	560	808		8 258
• Acquis de tiers		– 610	– 3 335	– 16	– 127 344
• Annulés		483	– 124		– 359
• Transférées d'une rubrique à une autre			– 15		– 600
• Différences de conversion					
Au terme de l'exercice	2 171	3 517	4 406	159	25 529
<b>d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)</b>					
	6 016	1 689	1 736	0	44 690

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## X. État des immobilisations financières (rubrique 28 de l'actif)

(en milliers €)	Autres entreprises (rubr. V.C.1)
<b>1. Participations, actions et parts</b>	
<b>a) Valeur d'acquisition</b>	
Au terme de l'exercice précédent	681
Mutations de l'exercice :	
• Entrées/sorties en périmètre	
• Acquisitions	1 048
• Cessions	
• Écart de conversion	
Au terme de l'exercice	1 729
<b>Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)</b>	<b>1 729</b>

(en milliers €)	Autres entreprises (rubr. V.B , V.C.2)
<b>2. Créesances</b>	
<b>Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent</b>	
Mutations de l'exercice :	
• Additions	14 812
• Entrée en périmètre	60
• Remboursements	- 20 303
• Écart de conversion	3
<b>Valeur nette comptable au terme de l'exercice</b>	<b>9 179</b>

## XI. État des réserves et du résultat reporté

(en milliers €)	Réserves
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>19 062</b>
• Part du Groupe dans le résultat	14 259
• Rémunération du capital	- 4 500
• Quote-part d'amortissement de différences de consolidation positives imputées	- 1 435
• Variations actions propres	- 8 165
• Autres variations	36
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>19 257</b>

## ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

### XII. État des écarts de consolidation et des écarts de mise en équivalence

(en milliers €)	Écarts de consolidation Positifs	Négatifs	Écarts de mise en équivalence
Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	7 183	– 1 544	497
• Acquisitions	8 231	– 7	
• Cessions	– 3 854		
• Amortissements	– 1 973		– 67
• Écarts de conversion	2		– 30
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	9 589	– 1 551	400

### XIII. État des dettes

(en milliers €)

A. Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle	Dettes (ou parties de dettes) avec une durée résiduelle de :		
	Un an au plus (rubr. 42)	Plus d'un an mais 5 ans au plus (rubr. 17)	5 ans et plus (rubr. 17)
Dettes financières			
4. Établissements de crédit	4 340	1 380	519
5. Autres emprunts		103	
Autres dettes		1 902	52
<b>Total</b>	<b>4 340</b>	<b>3 385</b>	<b>571</b>
B. Dettes garanties (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)	Dettes (ou parties de dettes) garanties par des sûretés réelles constituées sur les actifs des entreprises comprises dans la consolidation		
Dettes financières			
1. Établissements de crédit	2 238		

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XIV. État relatif au résultat

### A. Chiffre d'affaires net

(en millions €)	Exercice	Exercice précédent
<b>A.1. Ventilation par catégorie d'activité ainsi que par marché géographique à communiquer en annexe au schéma normalisé dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services relevant des activités ordinaires de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable pour l'exercice et l'exercice précédent.</b>		
<b>1. Répartition du chiffre d'affaires par activité</b>		
• Financial Services	511,9	647,1
• Products and Solutions	202,4	241,7
• Managed Services	107,5	149,5
	<b>821,8</b>	<b>1 038,3</b>
<b>2. Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique</b>		
• France	358,2	514,1
• Benelux	367,1	439,4
• Espagne	26,2	37,7
• Suisse	12,1	21,8
• États-Unis	30,5	12,0
• UK	8,1	9,6
• Italie	19,6	3,7
	<b>821,8</b>	<b>1 038,3</b>
<b>A.2. Chiffre d'affaires agrégé du groupe en Belgique (rubrique 70 du compte de résultats) (addition des ventes réalisées en Belgique par les entreprises du groupe)</b>	<b>217,2</b>	<b>207,3</b>

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## B. Entreprises consolidées par intégration globale

	Exercice	Exercice précédent	(2002 pour rappel)
<b>B.1. Effectif moyen du personnel</b>			
• Employés	1 667	2 314	2 450
• Personnel de direction	33	41	43
<b>B.2. Frais de personnel</b>	79 016	115 827	97 960
a. Rémunérations et avantages sociaux directs, cotisations patronales d'assurances sociales, primes patronales pour assurances extralégales, et autres frais de personnel			
<b>B.3. Effectif moyen du personnel en Belgique occupé par les entreprises du Groupe</b>			
• Employés	564	580	628
• Personnel de direction	4	6	5

## C. Résultats exceptionnels

(en milliers €)

### C.1. Autres produits exceptionnels

• Cession d'activité	436	
• Autres	1 436	663
	<b>1 872</b>	<b>663</b>

### C.2. Autres charges exceptionnelles

• Charges de restructuration	11 767	10 461
	<b>11 767</b>	<b>10 461</b>

## D. Impôts sur le résultat

### 1. Impôts sur le résultat de l'exercice

a. Impôts et précomptes dus ou versés	5 436	6 097
b. Excédent de versements d'impôts	5 436	6 097

### 2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs

b. Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	– 386	– 1 915
	<b>– 386</b>	<b>– 1 915</b>

### 3. Impôts différés et latences fiscales

	– 472	
--	-------	--

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XV. Droits et engagements hors bilan

(en milliers €)

A.2. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres		Exercice pour sûreté de dettes et engagements des entreprises comprises dans la consolidation
• Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grecés		5 396
Montant de l'inscription		4 856
• Gages sur d'autres actifs		
Valeur comptable des actifs gagés		22 327
(dont principalement comptes clients donnés en garantie des utilisations de factoring)		

### Engagements importants d'acquisition d'immobilisations

• Principalement d'importants contrats de location signés au cours des exercices précédents et dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2004 et les années suivantes.	35 523
• Dans le cadre de l'acquisition de 33 % du capital de la société américaine Ace Computer I LLC, en juillet 2001, Econocom USA Inc. disposait d'une option lui permettant d'acheter une participation complémentaire de 33,3 % de cette société, dans les deux ans de la prise de participation initiale. Par ailleurs, si cette option était exercée, Econocom USA Inc. était alors tenue d'acquérir le solde des parts sociales de Ace Computer Center I LLC dans les douze mois. L'option a été exercée fin 2004 et fait l'objet d'une contestation de la part du vendeur. De ce fait, le groupe Econocom a continué de traiter cette société par équivalence. En date du 4 mars 2005, Econocom USA Inc. a finalement cédé sa participation de 33 % du capital. Cette cession n'engendre pas d'impact significatif dans les comptes consolidés 2004.	
• Econocom Managed Services SA/NV (Belgique) a acquis, le 29 octobre 2004, 79,57 % du capital de la société belge CHanSE SA et souhaite à terme détenir 100 % de cette société. Econocom Managed Services SA/NV s'est engagée à acquérir le solde des parts de CHanSE SA en deux phases : la première cession interviendra le 30 juin 2006 pour un tiers des parts et la seconde cession interviendra le 30 juin 2008 pour les deux tiers restants. Le prix de cette participation complémentaire sera établi sur la base des résultats d'exploitation consolidés de CHanSE SA de 2004 à 2007. Le prix total de la cession ne pourra être inférieur au montant de 275 k€ ni excéder un montant égal à 1 000 k€. En novembre, Econocom Managed Services SA/NV a cédé 5 % de sa participation à des dirigeants de CHanSE SA. Suite à cette cession, la société s'est engagée à racheter cette participation selon les mêmes modalités de calcul que citées précédemment, le prix total de cession ne pourra être inférieur au montant de 50 k€ ni excéder un montant de 196 k€. Après analyse de la situation, il n'a pas été jugé nécessaire de constituer une provision à ce titre dans les comptes consolidés.	

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

- 
- Depuis octobre 2002, Econocom Group a investi 1 860 k€ dans le Fonds Commun de Placement à Risques "MBO Capital FCPR" et s'est engagé irrévocablement à investir jusqu'à 5 000 k€. Il s'agit d'un placement à horizon de 10 ans, dont le rendement attendu est supérieur au taux de placement sans risque, mais sans garantie ; en contrepartie, il n'y a pas de liquidité. Les fonds peuvent être appelés jusqu'en mars 2008.
  - Le 30 mai 2003, Econocom Group a accordé au dirigeant de la filiale américaine une option d'achat de 375 000 actions de Econocom USA Inc. représentant 15 % du capital de la filiale. Cette option est exerçable entre le 1<sup>er</sup> juin 2006 et le 30 mai 2009 pour un montant égal à la quote-part des fonds propres de la filiale au 31 décembre de l'année précédant l'exercice de l'option. Par ailleurs, cette convention prévoit la possibilité pour le groupe de racheter l'intégralité des actions ainsi acquises par ce dirigeant au prix de 1,05 fois la moyenne des trois derniers résultats nets de la filiale. Cette option "call" est valable jusqu'au 30 juin 2009. En outre, en application d'une put option, ce dirigeant peut obliger le groupe à racheter les actions ainsi acquises aux mêmes conditions que celles exposées ci-dessus. Après analyse de la situation, il n'a pas été jugé nécessaire de constituer une provision à ce titre dans les comptes consolidés.
  - La société Synopse SAS a été acquise en 2003 par Econocom Managed Services SA (France) pour un prix qui sera, le cas échéant, complété d'une part variable en fonction de la moyenne des résultats après impôts de la société pour les exercices comptables 2004, 2005 et 2006 et de 30 % du PER moyen réalisé par le groupe Econocom et un panier de valeurs prédéterminées. Par ailleurs, les cédants se sont engagés à rembourser jusqu'à concurrence de 300 k€ le prix d'acquisition initial si l'un des contrats de management venait à être résilié avant le 31 décembre 2006.
  - La société Econocom France SAS a octroyé à un dirigeant une option "put" sur les 375 actions (soit 2,5 % du capital) qu'il détient dans Econocom Télécom SAS. La promesse de rachat peut être exercée entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2012, pour un prix de cession (sauf démission ou licenciement pour faute grave ou lourde) équivalent à la totalité du résultat net cumulé entre le 1<sup>er</sup> octobre 2003 et le dernier mois précédent la cession majorée de 155 k€. Le prix de cession ne pourra être inférieur à 155 k€, ni supérieur à 600 k€. Une estimation des conséquences financières de cet accord a été intégrée dans les comptes 2004.

## Engagements importants de cessions d'immobilisations

- Principalement d'importants contrats de location signés au cours des exercices précédents et dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2004 et les années suivantes 35 523

## C. Litiges importants et autres engagements importants

- Litiges : divers litiges avérés ou risques de litiges pour lesquels les provisions constituées sont suffisantes
- Options d'achat fin de contrats Non significatif
- Assurances de groupe constituées auprès de compagnies d'assurances agréées, et alimentées par des cotisations personnelles et patronales versées mensuellement auxdites compagnies
- Engagement de paiement de loyers (leasing opérationnel du siège d'exploitation belge) 4 534
- Engagement de garantie de passif octroyé par Econocom Products and Solutions aux acquéreurs de la société Inexis depuis le 30 avril 2001 534

## ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

### XVI. État des relations avec les entreprises liées non comprises dans la consolidation

(en milliers €)	Exercice	Entreprises liées Exercice précédent
1. Le montant des participations	—	
2. Le montant des créances		
• à plus d'un an	4 931	—
• à un an au plus	2 868	3 000
4. Le montant des dettes		
• à un an au plus	9 890	12 445
7. Les résultats financiers		
a. Produits		
• produits des actifs circulants	354	68
b. Charges		
• charges des dettes	—	—

### XVII. Relations financières avec les administrateurs et gérants

#### A. Rémunerations directes et indirectes et pensions à charge de l'exercice, allouées aux administrateurs et gérants<sup>(1)</sup> (en milliers €)

1 369

- Nombre d'options Econocom Group exercées en 2004
- Nombre d'options Econocom Group accordées en 2004

—

500 000

(1) De l'entreprise consolidante, en raison de leurs fonctions dans les entreprises comprises dans la consolidation.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XVIII. Évolution des principaux postes du bilan et du compte de résultats consolidés

### A. Bilan consolidé - Actif

#### I. Frais d'établissement

La variation correspond principalement à l'amortissement (sur cinq ans) des frais d'établissement de la période.

#### II. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent pour l'essentiel en :

- logiciels ;
- goodwill (fonds de commerce).

La variation de ce poste correspond à :

- des acquisitions de logiciels (1,0 M€) ;
- aux amortissements actés de la période (0,8 M€).

#### III. Écarts de consolidation

La variation de ce poste inclut :

- les goodwill constatés lors des acquisitions des sociétés Signal Service SA et CHanSE SA, (7,5 M€ et 0,74 M€) ;
- la sortie de périmètre du goodwill de TASQ suite à la cession de l'activité de maintenance à la société Alliance Support Services SA (3,9 M€) ;
- l'amortissement acté en 2004 (2,0 M€).

#### IV. Immobilisations corporelles

La particularité de cette rubrique se situe sur le poste "Autres immobilisations corporelles".

Ce poste inclut principalement

des équipements détenus pour être donnés en location évolutive. Il s'agit essentiellement de contrats en cours de refinancement à la date de la clôture de l'exercice, d'équipements repris par Econocom en fin de contrats, des différences positives entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière (cf. : Règles d'évaluation – les valeurs résiduelles) et de quelques contrats autoportés par la filiale Promodata SNC et Econocom Location SA.

#### V.A.1. Participations

#### V.A.2. Crédits

Ce poste inclut la participation à 33,33 % dans la société américaine ACE Computer Center I LLC et une créance liée à cette société.

#### V.C.1. Actions & Parts

Ce poste correspond à la participation dans MBO Capital FCPR qui a augmenté en 2004.

#### V.C.2. Crédits et cautionnements en numéraire

Cette rubrique inclut des dépôts en numéraire constituant des garanties dans le cadre des obligations de rachat de valeurs résiduelles en fin de contrats, et de contrats d'affacturage.

Elle comprend également les dépôts versés liés aux locations immobilières.

#### VI.B. Autres créances à plus d'un an

Cette rubrique inclut :

- une créance d'Econocom Managed Services France sur la société Alliance Support Services suite à la cession de son activité Maintenance (+ 5,0 M€) ;
- des créances liées à la participation à l'effort de construction (État français). Ce sont des prêts accordés à des organismes collecteurs ;
- une créance fiscale liée à un carry-back pratiqué par Econocom Products and Solutions SAS.

#### VIII.A. Crédits commerciaux

Les créances commerciales du groupe Econocom augmentent de 20,7 M€ en raison notamment d'une forte activité en décembre de l'activité Financial Services.

#### VIII.B. Autres créances à un an au plus

Cette rubrique inclut principalement :

- des créances fiscales (TVA, impôts sur les sociétés) ;
- des avances sur commissions aux agents ;
- des créances liées aux marges arrière à recevoir des fournisseurs.

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## B. Bilan consolidé – Passif

### I. Capitaux propres

La variation négative des capitaux propres s'analyse principalement de la façon suivante :

- résultat de la période (+ 14,3 M€) ;
- dividendes (– 4,5 M€),
- variation nette de l'autocontrôle (– 2,6 M€).

La destruction de 1 500 000 titres effectuée en décembre 2004 ramène le nombre de titres composant le capital de 31 500 000 à 30 000 000.

### IX. Provision pour risques et charges

La diminution du poste s'explique essentiellement par l'utilisation de provisions de restructuration constituées sur 2003, dans le cadre de la réorganisation des activités françaises de Managed Services et Products and Solutions.

### X. Dettes à plus d'un an

La diminution de ce poste est liée au remboursement d'emprunts.

### XI.B. Dettes financières

Ce poste se décompose en :

- dettes à plus d'un an échéant dans l'année ;
- découverts bancaires ;
- factoring.

### XI.E.2 Rémunérations et charges sociales

Cette rubrique diminue de 5,9 M€, conséquence directe de la diminution des effectifs du groupe liée notamment à la restructuration des activités Products and Solutions et Managed Services en France.

### XI.F Autres dettes

Ce poste comporte pour l'essentiel une dette de 9,4 M€ à l'égard de la société Econocom International NV. Cette dette sera remboursée en 2005 et 2006.

### XII. Comptes de régularisation

Ce poste comprend essentiellement les produits à reporter liés aux activités de Managed Services et de Financial Services.

## C. Compte de résultats consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 821,8 M€ contre 1 038,3 M€ en 2003, en retrait de 12 % à données comparables.

Cette baisse est la conséquence d'une partie de la restructuration opérée au second semestre 2003 sur l'activité Products and Solutions en France (visant au retour à la rentabilité de cette filiale) et, d'autre part, d'un volume d'affaires

moindre dans l'activité Financial Services, notamment aux Pays-Bas et en Suisse.

Le résultat d'exploitation s'établit à 19,6 M€, en hausse de 75 % par rapport à 2003. Les trois activités du groupe - Financial Services, Products and Solutions et Managed Services - y contribuent à nouveau positivement.

Le résultat net, part du groupe, atteint 14,3 M€ (à comparer à une perte de – 7,5 M€ en 2003 et un profit de 10,5 M€ en 2002).

# TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

au 31 décembre 2004

(en milliers €)

	2004	2003	2002
Résultat net (part du Groupe)	14 259	– 7 480	10 472
Part des tiers dans le résultat	– 105	– 6	61
Variation des écarts de consolidation passif			
Amortissements et réductions de valeurs	7 639	28 009	21 143
Résultat des cessions d'immobilisations financières	229	– 402	
Résultat des sociétés mises en équivalence	– 121	27	67
Variation de provisions	– 9 199	2 457	887
<b>Marge brute d'autofinancement (a)</b>	<b>12 702</b>	<b>22 605</b>	<b>32 630</b>
Variation des créances à plus d'un an	– 6 657	4	38 185
Variation des stocks	5 048	2 173	6 527
Variation des créances à un an au plus	– 3 138	22 169	1 214
Variation des comptes de régularisation d'actif	410	– 24	3 740
Variation des dettes commerciales	– 93	– 8 000	8 811
Variation des autres dettes à un an au plus (acomptes, dettes sociales, fiscales et salariales, autres dettes)	– 15 623	– 435	6 020
Variation des comptes de régularisation du passif	– 4 264	– 23 566	8 520
<b>Variation du besoin en fonds de roulement (b)</b>	<b>– 24 317</b>	<b>– 7 679</b>	<b>73 017</b>
<b>I. Marge nette d'autofinancement (a + b) = c</b>	<b>– 11 615</b>	<b>14 926</b>	<b>105 647</b>
Opérations d'investissements			
Solde net des acquisitions et des cessions de frais d'établissement			
Solde net des acquisitions et des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles à usage interne	1 208	– 3 351	– 2 600
Acquisition d'actions propres	– 2 600	– 2 400	– 648
Destruction d'actions propres			– 4 566
Solde net des acquisitions et des cessions de fonds de commerce			
Solde net des acquisitions et des cessions d'autres immobilisations corporelles affectées à l'activité de la location évolutive	– 10 436	32 702	8 742
Variation des immobilisations financières	4 450	– 7 524	– 5 899
Variation des écarts de conversion	– 114	– 687	– 922
Cession de sociétés	4 837		
Acquisition de sociétés et d'activités	– 9 788	– 399	23 215
<b>II. Besoin de financement (d)</b>	<b>– 12 443</b>	<b>18 341</b>	<b>17 322</b>
<b>III. Cash-flow libre avant opérations de financement (solde net disponible) (c + d) = e</b>	<b>– 24 058</b>	<b>33 267</b>	<b>122 969</b>
Opérations de financement			
Augmentation de capital et primes d'émission		19	116
Dettes financières à plus d'un an	– 1 768		– 1 567
Autres dettes à plus d'un an			1 043
Dettes financières à un an au plus	– 9 517	516	– 105 368
Dividendes de l'exercice	– 4 500	– 3036	– 3 150
<b>IV. Opérations de financement (f)</b>	<b>– 15 785</b>	<b>– 2 501</b>	<b>– 108 926</b>
<b>V. Variation de la trésorerie (valeurs disponibles et des placements de trésorerie) (e + f)</b>	<b>– 39 843</b>	<b>30 766</b>	<b>14 043</b>

# RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

de l'exercice clôturé le 31 décembre 2004

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLÔTURÉ LE  
31 DÉCEMBRE 2004 PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ  
ECONOCOM GROUP S.A./N.V.

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes consolidés établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société, pour l'exercice se clôtant le 31 décembre 2004, dont le total du bilan s'élève à EUR'000' 306.774 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice consolidé de l'exercice, part du groupe, de EUR'000' 14.259. Nous avons également procédé à la vérification du rapport consolidé de gestion.

## Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de révision belges, telles que publiées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu les explications et informations requises pour nos contrôles. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2004 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé en conformité aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

## Attestation complémentaire

Nous complétons notre rapport par l'attestation complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- Le rapport consolidé de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés.

Bruxelles, le 11 avril 2005

Le commissaire  
PricewaterhouseCoopers Réviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L.  
Représentée par



Emmanuelle Attout  
Réviseur d'Entreprises

# **COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS**

au 31 décembre **2004**

Bilan

Compte de résultats

Annexes aux comptes annuels

Tableau de financement non consolidé

Rapport du commissaire

# COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

## Bilan

au 31 décembre 2004

### Actif

(en milliers €)

	2004	2003	2002
<b>Actifs immobilisés</b>	<b>85 115</b>	<b>70 662</b>	<b>90 249</b>
<b>I. Frais d'établissement</b>	<b>153</b>	<b>424</b>	<b>779</b>
<b>II. Immobilisations incorporelles</b>	<b>549</b>	<b>538</b>	<b>62</b>
<b>III. Immobilisations corporelles</b>	<b>778</b>	<b>826</b>	<b>752</b>
A. Terrains et constructions	563	587	612
B. Installations, machines et outillage	192	216	117
E. Autres immobilisations corporelles	23	23	23
<b>IV. Immobilisations financières</b>	<b>83 635</b>	<b>68 874</b>	<b>88 656</b>
A. Entreprises liées	81 858	68 157	88 536
1. Participations	50 399	41 313	40 937
2. Crédits	31 459	26 844	47 599
C. Autres immobilisations financières	1 777	717	120
1. Actions et parts	1 729	681	97
2. Crédits et cautionnements en numéraire	48	36	23
<b>Actifs circulants</b>	<b>15 458</b>	<b>25 396</b>	<b>15 526</b>
<b>VII. Crédits à un an au plus</b>	<b>11 081</b>	<b>11 214</b>	<b>12 014</b>
A. Crédits commerciaux	841	1 316	1 098
B. Autres crédits	10 240	9 898	10 916
<b>IX. Placements de trésorerie</b>	<b>2 479</b>	<b>8 314</b>	<b>2 806</b>
A. Actions propres	2 479	4 140	294
B. Autres placements	0	4 174	2 512
<b>X. Valeurs disponibles</b>	<b>1 810</b>	<b>5 787</b>	<b>629</b>
<b>XI. Comptes de régularisation</b>	<b>88</b>	<b>81</b>	<b>77</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>100 573</b>	<b>96 058</b>	<b>105 775</b>

# COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

## Bilan

au 31 décembre 2004

### Passif

(en milliers €)

	2004	2003	2002
<b>Capitaux propres</b>	<b>86 633</b>	<b>86 916</b>	<b>82 443</b>
<b>I. Capital</b>	<b>16 038</b>	<b>16 038</b>	<b>16 038</b>
A. Capital souscrit	16 038	16 038	16 038
<b>II. Primes d'émission</b>	<b>54 072</b>	<b>54 072</b>	<b>54 072</b>
<b>III. Plus-value de réévaluation</b>	<b>2 520</b>	<b>2 520</b>	<b>2 520</b>
<b>IV. Réserves</b>	<b>4 547</b>	<b>6 177</b>	<b>2 315</b>
A. Réserve légale	1 604	1 604	1 603
B. Réserves indisponibles	2 526	4 156	294
1. Pour actions propres	2 526	4 156	294
D. Réserves disponibles	417	417	418
<b>V. Bénéfice reporté</b>	<b>9 456</b>	<b>8 109</b>	<b>7 498</b>
<b>Provisions et impôts différés</b>	<b>154</b>	<b>285</b>	<b>24</b>
<b>VII. A. Provisions pour risques et charges</b>	<b>154</b>	<b>285</b>	<b>24</b>
4. Autres risques et charges	154	285	24
<b>Dettes</b>	<b>13 786</b>	<b>8 857</b>	<b>23 308</b>
<b>IX. Dettes à un an au plus</b>	<b>13 786</b>	<b>8 857</b>	<b>23 291</b>
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année			
B. Dettes financières	7 119	2 606	16 648
1. Établissements de crédit	199	106	
2. Autres emprunts	6 920	2 500	16 648
C. Dettes commerciales	1 897	2 717	3 297
1. Fournisseurs	1 897	2 717	3 297
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	247	272	186
1. Impôts	81	96	55
2. Rémunérations et charges sociales	166	176	131
F. Autres dettes	4 523	3 262	3 160
<b>XII. Comptes de régularisation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17</b>
<b>Total du passif</b>	<b>100 573</b>	<b>96 058</b>	<b>105 775</b>

# COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

## Compte de résultats

au 31 décembre 2004

### Charges

(en milliers €)

	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
<b>II. Coût des ventes et des prestations</b>	<b>9 596</b>	<b>11 022</b>	<b>12 334</b>
A. Approvisionnements et marchandises	131	171	166
1. Achats	131	171	166
B. Services et biens divers	6 804	8 231	10 380
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	2 115	1 791	1 329
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	546	503	474
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)		9	(12)
F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)		261	(19)
G. Autres charges d'exploitation		56	16
<b>V. Charges financières</b>	<b>361</b>	<b>683</b>	<b>348</b>
A. Charges des dettes	209	515	280
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II E (dotations +, reprises -)	27	20	
C. Autres charges financières	125	148	68
<b>VIII. Charges exceptionnelles</b>	<b>2</b>	<b>16 205</b>	<b>74</b>
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières		15 755	53
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles (dotations +, utilisations -)			
E. Autres charges exceptionnelles	2	450	21
<b>X.A. Impôts</b>	<b>42</b>	<b>63</b>	<b>86</b>
<b>XI. Bénéfice de l'exercice</b>	<b>12 382</b>	<b>7 624</b>	<b>10 388</b>
<b>Total</b>	<b>22 383</b>	<b>35 597</b>	<b>23 230</b>

# COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

## Compte de résultats

au 31 décembre 2004

### Produits

(en milliers €)

	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
<b>I. Ventes de prestations</b>	<b>9 911</b>	<b>9 391</b>	<b>8 381</b>
A. Chiffre d'affaires	7 758	5 231	6 617
C. Production immobilisée			
D. Autres produits d'exploitation	2 153	4 160	1 764
<b>IV. Produits financiers</b>	<b>12 235</b>	<b>2 236</b>	<b>13 814</b>
A. Produits des immobilisations financières	11 500	1 459	11 100
B. Produits des actifs circulants	648	551	2 575
C. Autres produits financiers	87	226	139
<b>VII. Produits exceptionnels</b>	<b>106</b>	<b>23 970</b>	<b>811</b>
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	40	53	
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		23 869	
E. Autres produits exceptionnels	66	48	811
<b>X. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales</b>	<b>131</b>		<b>224</b>
<b>Total</b>	<b>22 383</b>	<b>35 597</b>	<b>23 230</b>
<b>Affectations et prélèvements</b>			
A. Bénéfice à affecter	20 491	15 122	14 074
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	12 382	7 624	10 388
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	8 109	7 498	3 686
C. Affectations aux capitaux propres	(6 534)	(3 863)	(3 426)
2. À la réserve légale	0	0	244
3. Aux autres réserves	6 534	3 863	3 182
D. Résultat à reporter	(9 457)	(8 109)	(7 498)
1. Bénéfice à reporter	(9 457)	(8 109)	(7 498)
F. Bénéfice à distribuer	(4 500)	(3 150)	(3 150)
1. Rémunération du capital	4 500	3 150	3 150

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## I. État des frais d'établissement

(en milliers €)

Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	424
Mutations de l'exercice :	
• Nouveaux frais engagés	
• Amortissements	(271)
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	153
dont :	
• frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement	153

## II. État des immobilisations incorporelles

	Concessions, brevets, licences, etc.
(en milliers €)	
<b>a) Valeur d'acquisition</b>	
Au terme de l'exercice précédent	737
Mutations de l'exercice :	
• Acquisitions, y compris la production immobilisée	185
• Cessions et désaffections	
• Transferts d'une rubrique à une autre	
Au terme de l'exercice	922
<b>c) Amortissements et réduction de valeur</b>	
Au terme de l'exercice précédent	199
Mutations de l'exercice :	
• Actés	174
• Acquis de tiers	
• Annulés à la suite de cessions et désaffections	
• Transferts d'une rubrique à une autre	
Au terme de l'exercice	373
<b>d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)</b>	549

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## III. État des immobilisations corporelles

(en milliers €)	Terrains et constructions	Installations machines et outillage
<b>a) Valeur d'acquisition</b>		
Au terme de l'exercice précédent	1 028	386
• Acquisitions, y compris la production immobilisée		184
• Acquis de tiers		
• Cessions et désaffections		- 142
• Transferts d'une rubrique à une autre		
Au terme de l'exercice	1 028	428
<b>c) Amortissements et réductions de valeur</b>		
Au terme de l'exercice précédent	441	170
Mutations de l'exercice :		
• Actés	24	77
• Acquis de tiers		
• Annulés à la suite de cessions et désaffections		- 11
• Transferts d'une rubrique à une autre		
Au terme de l'exercice	465	236
<b>d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)</b>	<b>563</b>	<b>192</b>

(en milliers €)	Autres immobilisations corporelles
<b>a) Valeur d'acquisition</b>	
Au terme de l'exercice précédent	23
Mutations de l'exercice :	
• Acquisitions, y compris la production immobilisée	
• Cessions et désaffections	
Au terme de l'exercice	23
<b>c) Amortissements et réduction de valeur</b>	
Au terme de l'exercice précédent	0
Mutations de l'exercice :	
• Actés	
• Annulés à la suite de cessions et désaffections	
Au terme de l'exercice	0
<b>d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice</b>	<b>23</b>

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## IV. État des immobilisations financières

(en milliers €)	Entreprises liées	Autres
<b>1. Participations, actions et parts</b>		
<b>a) Valeur d'acquisition</b>		
Au terme de l'exercice précédent	40 302	5 000
Mutations de l'exercice :		
• Acquisitions	9 665	
• Cessions et retraits		
Au terme de l'exercice	49 967	5 000
<b>b) Plus-values</b>		
Au terme de l'exercice précédent	2 520	
Au terme de l'exercice	2 520	0
<b>c) Réductions de valeur</b>		
Au terme de l'exercice précédent	1 200	175
Mutations de l'exercice :		
• Actées	579	
• Reprises car excédentaires		(40)
Au terme de l'exercice	1 779	135
<b>d) Montants non appelés</b>		
Au terme de l'exercice précédent	309	4 144
Mutations de l'exercice :		
Au terme de l'exercice	309	3 136
<b>Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) + (b)</b>	<b>50 399</b>	<b>1 729</b>
<b>2. Crédits</b>		
<b>Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent</b>	<b>26 843</b>	<b>36</b>
Mutations de l'exercice :		
• Additions	4 607	12
• Remboursements	(570)	
• Reprises de réductions de valeurs	579	
<b>Valeur nette comptable au terme de l'exercice</b>	<b>31 459</b>	<b>48</b>

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## V. Participations et droits sociaux détenus dans d'autres entreprises

Dénomination	Droits sociaux détenus		
	Directement Nombre	%	Par des filiales %
<b>FRANCE</b>			
Econocom SAS	94 156	99,99	-
Econocom Location SA	-	-	99,99
Atlance France SAS	-	-	99,99
G.I.E. Econocom	50	41,67	58,33
Econocom Telecom SAS			97,50
Econocom.com SA	2 498	99,92	-
Econocom Products and Solutions SAS	2 004	0,05	99,95
Econocom France SAS	2 500	100,00	
SCI Alexandre	-	-	99,90
SCI Cap Horn	-	-	100,00
Infoconseil SARL	-	-	100,00
Econocom Managed Services SA	-	-	99,99
Synopse SAS	-	-	100,00
Signal Service SA	3 599	99,97	
<b>BELGIQUE - LUXEMBOURG</b>			
Econocom Products and Solutions Belux SA	479 439	99,99	0,01
Econocom Managed Services SA/NV	40 000	100,00	-
Econocom Luxembourg SA	1	0,01	99,99
Econocom Lease SA/NV	330 000	100,00	
CHanSE SA	2 625		74,57
2B Mobile SPRL			100,00
Econocom Products and Solutions Luxembourg SA	-	-	100,00
<b>PAYS-BAS</b>			
Econocom Nederland BV	35 000	100,00	-
Econocom Product Services BV	-	-	100,00
Econocom Services BV	-	-	100,00
Atlance BV			100,00
<b>AUTRES</b>			
Econocom UK Ltd	8 200 000	100,00	-
Econocom SA (Suisse)	13 497	99,97	-
Econocom SA (Espagne)	62 113	99,99	
Econocom Locazione Italia Spa	145 555	93,57	-
Aperleasing			95,00
Atlance SA			100,00
ACE Computer Center I LLC			33,33
Econocom Promodata France SA			95,00
Promodata SNC			100,00
Econocom Expert International Holding BV	682 362	50,10	-
Econocom Albis GmbH	6 500	65,00	-
Econocom USA Inc.	2 000 999	100,00	-

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

Dénomination	Données extraites des derniers comptes annuels disponibles		
	Comptes annuels arrêtés au	Capitaux propres	Résultat net + ou (-) en milliers
<b>FRANCE</b>			
Econocom SAS	31.12.04	4 803 €	466 €
Econocom Location SA	31.12.04	10 810 €	10 345 €
Atlance France SAS	31.12.04	(858) €	(152) €
G.I.E. Econocom	31.12.04	239 €	237 €
Econocom Telecom SAS	31.12.04	846 €	238 €
Econocom.com SA	31.12.04	2 €	(27) €
Econocom Managed Services SA	31.12.04	1 088 €	4 071 €
SCI Alexandre	31.12.04	(72) €	26 €
SCI Cap Horn	31.12.04	(88) €	138 €
Infoconseil SARL	31.12.04	(49) €	(7) €
Econocom France SAS	31.12.04	(16 079) €	(486) €
Econocom Promodata France SA	31.12.04	5 515 €	20 406 €
Promodata SNC	31.12.04	41 177 €	3 429 €
Synopse SAS	31.12.04	120 €	(92) €
Signal Service SA	31.12.04	1 999 €	325 €
Econocom Products and Solutions SAS	31.12.04	3 000 €	(1 429) €
<b>BELGIQUE – LUXEMBOURG</b>			
Econocom Products and Solutions Belux SA	31.12.04	2 800 €	249 €
Econocom Managed Services SA/NV	31.12.04	3 140 €	932 €
Econocom Luxembourg SA	31.12.04	3 007 €	284 €
Econocom Lease SA/NV	31.12.04	9 984 €	127 €
Atlance SA	31.12.04	564 €	132 €
CHanSE SA	31.12.04	216 €	14 €
2B Mobile SPRL	31.12.04	17 €	1 €
Econocom Products and Solutions Luxembourg SA	31.12.04	402 €	235 €
Econocom Albis GmbH	31.12.04	110 €	(316) €
<b>PAYS-BAS</b>			
Econocom Nederland BV	31.12.04	19 964 €	1 655 €
Atlance BV	31.12.04	(487) €	(107) €
Econocom Product Services BV	31.12.04	703 €	170 €
Econocom Services BV	31.12.04	2 739 €	(206) €
Econocom Expert International Holding BV	31.12.04	218 €	29 €
<b>AUTRES</b>			
Econocom UK Ltd	31.12.04	3 758 GBP	361 GBP
Econocom SA (Suisse)	31.12.04	6 555 CHF	125 CHF
Econocom SA (Espagne)	31.12.04	1 175 €	49 €
Econocom Locazione Italia SPA	31.12.04	1 333 €	60 €
Aperleasing	31.12.04	371 €	37 €
Ace Computer Center I LLC	31.12.04	775 USD	450 USD
Econocom USA Inc.	31.12.04	4 493 USD	141 USD

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## VI. Placements de trésorerie et autres placements

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit		
Avec une durée résiduelle ou de préavis d'un mois au plus	0	4 174

## VII. Comptes de régularisation

(en milliers €)		
Frais à reporter	88	81

## VIII. État du capital

	Montant (en milliers €)	Nombre d'actions
<b>A. Capital social</b>		
1. <b>Capital souscrit</b>		
Au terme de l'exercice précédent	16 038	31 500 000
Destruction d'actions propres		– 1 500 000
Au terme de l'exercice	16 038	30 000 000
2. <b>Représentation du capital</b>		
2.1 Ordinaires	16 038	30 000 000
2.2 Actions nominatives ou au porteur		
Nominatives		13 539 968
Au porteur		16 460 032
	Montant du capital détenu (en milliers €)	Nombre correspondant d'actions
<b>C. Actions propres détenues par</b>		
La société elle-même	229	427 399
Ses filiales	0	0
<b>D. Engagements d'émission d'actions</b>		
1. <b>Suite à l'exercice de droits de souscription</b>		
Nombre de droits de souscription en circulation		2 074 992
Montant du capital à souscrire	1 092	
Nombre maximal correspondant d'actions à émettre		2 074 992
<b>E. Capital autorisé non souscrit</b>	<b>11 722</b>	
<b>G. Structure de l'actionnariat de l'entreprise à la date de clôture de ses comptes :</b>		
Econocom International NV	48,03 %	
Autocontrôle Econocom Group	1,42 %	
Vincent Wajs et société VALGEST	7,35 %	
Public	43,20 %	

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## IX. Provisions pour autres risques et charges

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
Litiges juridiques	23	
Provisions impôts	131	

## X. État des dettes

(en milliers €)		
<b>C. Dettes fiscales, salariales et sociales</b>		
1. Impôts		
b) Dettes fiscales non échues		
c) Dettes fiscales estimées	81	96
2. Rémunérations et charges sociales		
b) Autres dettes salariales et sociales	166	176
<b>D. Autres dettes</b>		
Dividendes de l'exercice et de l'exercice précédent	4 523	3 184

## XI. Comptes de régularisation

(en milliers €)		
Produits à reporter	-	-
Charges à imputer		

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XII. Résultats d'exploitation

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
<b>C1. Travailleurs inscrits au registre du personnel</b>		
a) Nombre total à la date de clôture	34	27
b) Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	28,3	25,4
c) Nombre effectif d'heures prestées	47 590	44 657
<b>C2. Frais de personnel</b>		
a) Rémunérations et avantages sociaux directs	1 551	1 297
b) Cotisations patronales d'assurances sociales	450	383
c) Primes patronales pour assurances extra-légales	84	72
d) Autres frais de personnel	30	39
<b>D. Réduction de valeur</b>		
2. Sur créances commerciales		
Actées		9
Reprises		
<b>E. Provisions pour risques et charges</b>		
Constitutions		261
Utilisations et reprises		
<b>F. Autres charges d'exploitation</b>		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation		56
Autres		
<b>G. Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise</b>		
Nombre moyen calculé en équivalents plein temps	2	
Nombre effectif d'heures prestées	2 991	40
Frais pour l'entreprise	97	2

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XIII. Résultats financiers

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
<b>A. Autres produits financiers</b>		
Ventilation des autres produits		
Différence de change et écarts de conversion		
Produits divers	87	226
<b>D. Réductions de valeur sur actifs circulants</b>		
Actées		
Reprises		
<b>E. Autres charges financières</b>		
Ventilation des autres charges		
Pertes de change et écarts de conversion	3	5
Charges diverses	54	61
Moins-values sur actifs circulants	68	82

## XIV. Résultats exceptionnels

(en milliers €)		
<b>A. Autres produits exceptionnels</b>		
Autres	66	48
<b>B. Autres charges exceptionnelles</b>		
Abandon de créance	2	450

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XV. Impôts sur le résultat

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
<b>A. Impôts</b>		
1. Impôts sur le résultat de l'exercice	42	63
a) Impôts et précomptes dus ou versés	42	63
b) Excédent de versement d'impôts ou de précomptes porté à l'actif		
2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs		
a. Suppléments d'impôts dus ou versés		
c. Suppléments d'impôts estimés		
<b>B. Principales sources de disparités entre le bénéfice, avant impôts, exprimé dans les comptes et le bénéfice taxable exprimé</b>		
• Bénéfices exonérés par convention	(61)	(85)
• Revenus exonérés ou bénéficiant d'un régime des revenus définitivement taxés	(10 826)	23 869
• Plus-values sur actions		106
• Dépenses non admises	899	
<b>D. Sources de latences fiscales</b>		
1. Latences actives		
• Déductions pour investissements		
• Pertes fiscales cumulées déductibles des bénéfices fiscaux ultérieurs	13 403	

## XVI. Taxes sur la valeur ajoutée et impôts à charge de tiers

(en milliers €)		
<b>A. Taxes sur la valeur ajoutée</b>		
1. À l'entreprise (déductibles)	1 527	1 694
2. Par l'entreprise	1 723	1 800
<b>B. Montants retenus à charge de tiers, au titre de</b>		
1. Précompte professionnel	528	351
2. Précompte mobilier		

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XVII. Droits et engagements hors bilan

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
<b>Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dette ou d'engagement de tiers dont :</b>	<b>16 730</b>	<b>26 480</b>
• Montant maximal à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise	16 730	26 480
<b>Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres</b>		
Hypothèques :		
• Valeur comptable des immeubles grevés	563	587
• Montant de l'inscription	1 692	1 611
Gages sur d'autres actifs :		
• Valeur comptable des actifs gagés	2 660	2 660
<b>Litiges et autres engagements importants</b>		
• Assurance de groupe constituée auprès d'une compagnie d'assurance agréée, et alimentée par des cotisations personnelles et patronales versées mensuellement à ladite compagnie.		
• Depuis octobre 2002, Econocom Group SA a investi 1 865 k€ dans le Fonds Commun de Placement à Risques "MBO Capital FCPR" et s'est engagé irrévocablement à investir jusqu'à 5 000 k€ dans ce fonds.		
• Le 30 mai 2003, Econocom Group a accordé au dirigeant de la filiale américaine une option d'achat de 375 000 actions de Econocom USA Inc. représentant 15 % du capital de la filiale. Cette option est exercable entre le 1 <sup>er</sup> juin 2006 et le 30 juin 2009 pour un montant égal à la quote-part des fonds propres de la filiale au 31 décembre de l'année précédent l'exercice de l'option.		
Par ailleurs, cette convention prévoit la possibilité pour le groupe de racheter l'intégralité des actions ainsi acquises par ce dirigeant au prix de 1,05 fois la moyenne des trois derniers résultats nets de la filiale. Cette option "call" est valable jusqu'au 30 juin 2009.		
En outre, en application d'une option put, ce dirigeant peut obliger le groupe à racheter les actions ainsi acquises aux mêmes conditions que celles exposées ci-dessus.		
Après analyse de la situation, il n'a pas été jugé nécessaire de constituer une provision à ce titre dans les comptes sociaux.		

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XVIII. Relations avec les entreprises liées

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
<b>1. Immobilisations financières</b>	<b>81 858</b>	<b>68 157</b>
Participations	50 399	41 313
Créances	31 459	26 844
<b>2. Créances : à un an au plus</b>	<b>10 253</b>	<b>11 030</b>
Créances commerciales	619	1 132
Autres créances	9 634	9 898
<b>4. Dettes : à un an au plus</b>	<b>7 421</b>	<b>3 806</b>
Dettes commerciales	517	1 200
Autres dettes	6 904	2 606
<b>5. Garanties personnelles et réelles</b>		
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	16 730	28 091
<b>6. Garanties personnelles et réelles</b>		
Constituées ou irrévocablement promises par les entreprises liées pour sûreté des dettes ou d'engagements de l'entreprise		
<b>7. Résultats financiers</b>		
Produits des immobilisations financières	11 500	1 459
Produits des actifs circulants	604	551
Autres produits financiers		
Charges des dettes	209	515
Autres charges financières		148
<b>8. Cessions d'actifs immobilisés</b>		
Plus-values réalisées		23 869

## Règles d'évaluation

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les dispositions légales en vigueur en Belgique. Les règles particulières adoptées par la société en matière d'évaluation ont déjà été détaillées dans les règles d'évaluation des comptes consolidés.

Les aspects suivants concernent uniquement les comptes non consolidés :

### B. Affectation du résultat

Le bénéfice réalisé de 12,4 M€ et le bénéfice reporté de 8,1 M€ sont affectés à la distribution de dividendes pour 4,5 M€, aux réserves indisponibles pour actions propres pour 6,5 M€ et au résultat reporté pour 9,5 M€.

### A. Informations à compléter par les entreprises soumises aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes consolidés des entreprises

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes consolidés des entreprises : OUI.

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## XXI. Bilan social

### I. État des personnes occupées

#### A. Travailleurs inscrits au registre du personnel

	Temps plein (exercice)	Temps partiel (exercice)	Total ou total équivalents temps plein (exercice)	Total ou total équivalents temps plein (exercice précédent)
<b>1. Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent</b>				
Nombre moyen de travailleurs	28,3	0,0	28,3	25,4
Nombre effectif d'heures prestées	47 590	0,0	47 590	44 657
Frais de personnel (milliers €)	2 115	0,0	2 115	1 791
<b>2. À la date de clôture de l'exercice</b>				
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	34	0	34	27
b) Par type de contrat de travail				
contrat à durée indéterminée :	34	0	34	27
c) Par sexe :				
Hommes	17	0	17	15
Femmes	17	0	17	12
d) Par catégorie professionnelle :				
Personnel de direction	0		0	2
Employés	34		34	25

#### B. Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise

Au cours de l'exercice

	Personnel intérimaire	Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées	2	
Nombre effectif d'heures prestées	2 991	
Frais pour l'entreprise	97	

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## II. État des personnes occupées

### A. Entrées

	Temps plein (exercice)	Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	11	11
b) Par type de contrat de travail :		
contrat à durée indéterminée	11	11
contrat à durée déterminée		
c) Par sexe et niveau d'études :		
Hommes :		
Secondaire	2	2
Supérieur non universitaire	3	3
Supérieur universitaire	1	1
Femmes :		
Secondaire	2	2
Supérieur non universitaire	2	2
Supérieur universitaire	1	1

### B. Sorties

	Temps plein (exercice)	Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	4	4
b) Par type de contrat de travail :		
contrat à durée indéterminée	4	4
contrat à durée déterminée		
c) Par sexe et niveau d'études :		
Hommes :		
Secondaire	2	2
Supérieur non universitaire	2	2
Supérieur universitaire		
Femmes :		
Secondaire		
Supérieur non universitaire		
Supérieur universitaire		
d) Par motif de fin de contrat :		
Licenciement	4	4
Autre motif		

## III. État concernant l'usage, au cours de l'exercice, des mesures en faveur de l'emploi

	Nombre	Équivalents temps plein
Nombre de travailleurs concernés par une ou plusieurs mesures en faveur de l'emploi :		
<b>Total pour l'exercice</b>	<b>38</b>	<b>38</b>
<b>Total pour l'exercice précédent</b>	<b>30</b>	<b>30</b>

# ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2004

## Évolution des principaux postes du bilan et du compte de résultats non consolidé

### A. Bilan – Actif

#### I. Frais d'établissement

Les frais liés aux différentes augmentations de capital d'Econocom Group SA/NV sont immobilisés et amortis sur 5 ans. La diminution en comparaison de l'exercice 2003 correspond à la charge d'amortissement de l'exercice.

#### IV.A.1 Entreprises liées – participations

Econocom Group a procédé à diverses opérations :  
– rachat des parts Econocom Nederland BV détenues par des managers pour un montant de 760 k€. Cette acquisition a permis de porter le pourcentage de détention à 100 % ;  
– augmentation du capital de Econocom.com pour un montant de 570 k€ ;  
– acquisition de la société Signal Service SA pour un montant de 8 334 k€ ;  
– investissement en 2004 de 1 008 k€ dans le fonds commun de placement à risques MBO FCPR.

#### IV.A.2 Entreprises liées – créances

Les créances correspondent à des prêts consentis à des filiales françaises pour un montant de 45 711 k€ dépréciés à hauteur de 15 000 k€. Et à une avance sur l'augmentation de capital de Econocom Locazione Italia SPA, filiale détenue à 93,57 % qui aura lieu en janvier 2005, pour un montant de 749 k€.

#### VII.B Autres créances à un an au plus

Le poste "Autres créances" comprend pour l'essentiel des avances en compte courant ou prêts court terme consentis aux filiales belges et étrangères pour 9 634 k€.

#### IX.A Placements de trésorerie

La diminution des placements de trésorerie est pour l'essentiel due à l'acquisition de la société Signal Service SA.

### B. Bilan – Passif

#### I. & II. Capital et primes d'émission

Les fonds propres diminuent de 283 k€. Les réserves indisponibles liées aux actions propres diminuent de 1 630 k€. Cette variation est due aux conséquences sur les réserves de la destruction de 1 500 000 titres et des acquisitions de titres effectuées au cours de l'exercice. Le bénéfice reporté augmente de 1 347 k€ et s'élève à 9 456 k€ au 31 décembre 2004 contre 8 109 k€ au 31 décembre 2003.

#### IX.B.2 Autres emprunts

La variation de ce poste est liée à des emprunts faits auprès des filiales du groupe.

#### IX.F Autres dettes

Le poste correspond aux dividendes de l'exercice de 4,5 M€ payable en juin 2005.

### C. Compte de résultats non consolidé

#### IV. et V. Charges financières et produits financiers

Liés aux prêts et aux emprunts avec les filiales du groupe.

# TABLEAU DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉ

Exercices 2002 à 2004

(en milliers €)

	2004	2003	2002
Résultat net	12 382	7 624	10 388
Amortissements	535	512	474
Résultat des cessions d'immobilisations financières	–	(23 869)	–
Variation de provisions	–	261	(31)
Réduction de valeur sur participations et comptes rattachés	(40)	15 718	53
<b>Marge brute d'autofinancement (a)</b>	<b>12 877</b>	<b>246</b>	<b>10 884</b>
Variation des créances à plus d'un an	3 288	5 165	
Variation des créances à un an au plus	(133)	800	2 249
Variation des comptes de régularisation d'actif	7	(4)	(6)
Variation des dettes commerciales	(820)	(580)	1 193
Variation des autres dettes à un an au plus (acomptes, dettes sociales, fiscales et salariales, autres dettes)	1 301	188	(520)
Variation des comptes de régularisation du passif	–	(17)	(43)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement (b)</b>	<b>3 643</b>	<b>5 552</b>	<b>2 873</b>
<b>I. Marge nette d'autofinancement (a+b) = c</b>	<b>16 520</b>	<b>5 798</b>	<b>13 757</b>
Opérations d'investissements			–
Acquisition de frais d'établissement			–
Solde net des acquisitions et des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(226)	(698)	(32)
Solde net des acquisitions et des cessions d'autres immobilisations corporelles affectées à l'activité de la location évolutive			–
Acquisition d'immobilisations financières	(1 757)	(720)	(150)
Acquisition de parts d'entreprises liées	(9 663)	(756)	(17 724)
Réalisation d'immobilisations financières	–		–
Réalisation de parts d'entreprises liées	(6 534)	24 249	829
Acquisition d'actions propres		(3 862)	1 383
<b>II. Besoin de financement (d)</b>	<b>(18 180)</b>	<b>18 213</b>	<b>(15 694)</b>
<b>III. Cash-flow libre avant opérations de financement (solde net disponible) (c + d) = e</b>	<b>(1 660)</b>	<b>24 012</b>	<b>(1 937)</b>
Opérations de financement			
Augmentation de capital et primes d'émission			116
Dettes financières à un an au plus	4 513	(14 042)	7 208
Destruction d'actions propres	(8 165)		(4 565)
Dividendes de l'exercice	(4 500)	(3 150)	(3 150)
<b>IV. Opérations de financement (f)</b>	<b>(8 152)</b>	<b>(17 192)</b>	<b>(391)</b>
<b>V. Variation de la trésorerie (valeurs disponibles et des placements de trésorerie) (e + f)</b>	<b>(9 812)</b>	<b>6 820</b>	<b>(2 328)</b>

La variation du poste de bilan des créances inclut les éventuelles réductions de valeur.

# RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS

de l'exercice clôturé le 31 décembre 2004

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004 PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP S.A./N.V.

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes annuels établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société, pour l'exercice se clôtant le 31 décembre 2004 dont le total du bilan s'élève à EUR '000' 100.573 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de EUR '000' 12.382. Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques complémentaires requises par la loi.

## Attestation sans réserve des comptes annuels

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de révision belges, telles que publiées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables aux comptes annuels en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Les responsables de la société ont répondu avec clarté à nos demandes d'explications et d'informations. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent en Belgique, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2004 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

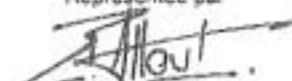
## Attestations complémentaires

Nous complétons notre rapport par les attestations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- Le rapport de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels ;
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ;
- Nous ne devons vous signaler aucune opération conclue ou décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Bruxelles, le 11 avril 2005

Le commissaire  
PricewaterhouseCoopers Revisors d'Entreprises S.C.C.R.L.  
Représentée par

  
Emmanuelle Attout  
Reviseur d'Entreprises

PricewaterhouseCoopers Revisors d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée  
PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid  
Siège social / Maatschappelijke zetel: Woluwe-Gaarden, Woluwedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe  
Registre des personnes morales/Rechtspersonenregister: 0429501944 / Bruxelles-Brussel/ TVA/BTW BE 429.501.944 / ING 310-1381195-01

# RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

## 1. Renseignements généraux

- Dénomination : Econocom Group SA/NV.
- Siège social : Clos du Parnasse 13AB – 1050 Bruxelles (Ixelles). Ledit siège peut, par décision du Conseil d'Administration, être transféré en tout autre endroit de Belgique.
- Forme juridique, constitution, publications.

Econocom Group a été constituée sous la forme d'une société anonyme de droit belge, acte du notaire Jacques Possoz, le 2 avril 1982, publié aux annexes du *Moniteur Belge* du 22 avril 1982 (n° 820-11).

Elle a, au sens du code des sociétés, qualité de société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Elle est inscrite au registre du Commerce de Bruxelles sous le n° 441.376.

- Durée : la société a été constituée pour une durée illimitée.
- Année comptable : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Consultation des documents sociaux :

- à la Banque nationale de Belgique pour ce qui concerne les comptes annuels et consolidés, ainsi que les rapports y afférents ;
- au Greffe du Tribunal de Commerce pour les statuts ainsi que pour les comptes et rapports susmentionnés ;
- et également, pour chacun d'eux au siège social, Clos du Parnasse 13 A/B à 1050 Bruxelles.

## 2. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger :

- l'achat, la vente, la location ainsi que la fourniture d'ordinateurs et de produits se rattachant à l'équipement de ceux-ci, de même que toutes opérations financières y relatives ;
- la conclusion de tout contrat d'études de développement industriel d'organisation

d'entreprise et de tous conseils techniques dans le domaine de l'informatique ;

- la création et la mise en application de services électroniques et de tous systèmes de programmation s'y rapportant.

À cet effet, la société peut acquérir, administrer, exploiter et céder des brevets d'invention, des marques et des connaissances techniques et industrielles.

Elle peut établir des succursales ou fonder des filiales tant en Belgique qu'à l'étranger.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation financière, de cession, de prêt ou de toute autre manière dans toutes entreprises belges ou étrangères ayant des activités similaires ou connexes aux siennes.

# CONCURRENCE, RECRUTEMENT

## Concurrence

Econocom Group se distingue de la concurrence par :

- son offre exclusivement dédiée à la gestion des infrastructures distribuées des entreprises ;
- son indépendance vis-à-vis des constructeurs et des sociétés financières ;
- son implantation en Europe et aux États-Unis.

### Une offre diversifiée

Il n'y a pas à l'heure actuelle en Europe d'autre groupe indépendant (des constructeurs d'équipements informatiques et des sociétés financières) qui soit en mesure de fournir, gérer, administrer et financer les infrastructures informatiques et télécommunications des entreprises, en adressant l'ensemble des services et prestations correspondants :

l'approvisionnement et la personnalisation de produits, les services de gestion opérationnelle, administrative et financière d'infrastructures informatiques et télécommunications.

### Une implantation internationale

Econocom Group dispose d'une large implantation en Europe et aux États-Unis depuis plus de 20 ans, d'où une culture d'entreprise réellement internationale et une expérience étendue. Cette implantation permet d'adresser les besoins des clients internationaux recherchant un partenaire en mesure de répondre à leurs attentes.

### Un conseil indépendant

Econocom Group est indépendant, tant vis-à-vis des constructeurs et éditeurs de produits informatiques que vis-à-vis des sociétés financières. Cette position lui permet d'assurer un rôle de conseil neutre auprès de nos clients et de préconiser ainsi la meilleure solution en toute indépendance.

Les principaux concurrents sont notamment les suivants, sans qu'aucun d'eux n'ait un éventail de produits et de services aussi large dans autant de pays :

Products and Solutions : Systemat et Dolmen (Belgique et Luxembourg), Computacenter (France, Belgique, Allemagne et Royaume-Uni), SCC (France et Royaume-Uni), Ares (France) et Computer Company (Pays-Bas).

Managed Services : Cap Gemini Ernst and Young, Atos, Steria, EDS, Unilog, GFI, qui ont une implantation internationale mais ne proposent ni des services de distribution ni des services de location évolutive. Par contre, de nombreuses sociétés de services ont une activité de développement de logiciels d'application (comptabilité, gestion de stocks, gestion commerciale, etc.), domaine dans lequel Econocom n'est pas du tout actif.

Financial Services : les filiales financières des fabricants (IBM, HP, Dell) et les sociétés de leasing filiales des banques (ECS, Arius) ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'indépendance ou de spécialisation informatique qu'Econocom. Des sociétés comme EMG (Belgique), CHG (Allemagne) n'ont pas la même couverture géographique ou n'exercent pas d'activités de distribution et/ou de services.

# CONCURRENCE, RECRUTEMENT

## Recrutement

Comme dans toutes les activités de services, le recrutement de collaborateurs qualifiés est un des facteurs clés du succès d'Econocom Group.

Econocom Group dispose dans chaque pays de cellules spécialisées en recrutement. L'ensemble des filiales met en œuvre une politique volontariste pour recruter et fidéliser des équipes compétentes en s'appuyant notamment sur :

- une base de données internationale présentant sur notre site Web l'ensemble des offres disponibles dans toutes les filiales du Groupe, et la diffusion de ces offres sur de nombreux sites Internet dédiés au recrutement ;
- une participation à des salons et/ou la présentation des offres d'emploi dans des écoles qualifiées ;
- des entretiens individuels annuels d'évaluation, qui permettent de faire le point sur les objectifs atteints et sur ceux à réaliser. Ces entretiens sont associés à des plans de formation.

Econocom a lancé à l'automne

2004, en France, une École des Ventes. Objectif : dispenser à une dizaine de jeunes diplômés d'Écoles de Commerce une formation théorique et pratique à la commercialisation des offres Econocom.

La présence internationale, la notoriété du groupe sur son marché, la variété de nos métiers, la cotation en Bourse sur l'indice Next Economy d'Euronext (Bruxelles et Paris), contribuent à ce que des jeunes diplômés, comme des candidats expérimentés, choisissent de rejoindre Econocom.

# ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

Les trois dernières années ont été marquées par un fort développement s'appuyant sur un marché en progression et des investissements consistant principalement en des acquisitions de sociétés ou de fonds de commerce.

## 1. Principaux investissements

Au-delà des investissements représentés par les recrutements de nouveaux commerciaux, ingénieurs et techniciens, les principaux investissements d'Econocom Group ont été :

### 2002

Le groupe a poursuivi sa politique de croissance externe en acquérant, en 2002, la société belge SX Consultants, spécialisée dans les processus et outils de gestion de parcs, Comdisco France/Promodata, qui renforce la présence d'Econocom dans les services de gestion administrative et financière de parcs informatiques, et l'activité de maintenance de la société TASQ, en France.

Ces acquisitions ont représenté un investissement de l'ordre de 70 millions d'euros, reprise de dettes incluse.

Par ailleurs, 2002 a été l'année de la mise en place d'une nouvelle organisation par activités, afin de mieux répondre aux attentes des clients qui recherchent un partenaire pérenne et pratiquant l'excellence opérationnelle dans chaque activité.

### 2003

Le groupe a acquis, en avril 2003, la société Synopse SAS, Société française de consulting et d'intégration spécialisée dans l'amélioration de la compétitivité informatique des entreprises.

Il s'est renforcé en juillet dans le capital d'Econocom Telecom SAS, avec passage du pourcentage de détention de 90 à 97,5 %, et a créé en octobre un joint-venture, Econocom Nord Lease, en Allemagne, détenue à 65 %, avec pour objectif de développer les activités d'Econocom Financial Services dans ce pays.

### 2004

Au 1<sup>er</sup> février 2004, l'activité de maintenance France (représentant environ 450 personnes et 38 millions d'euros de chiffre d'affaires) a été cédée à la société Alliance Support Services SA.

Par ailleurs, dans le cadre du plan stratégique Share Five (2003-2007), l'exercice 2004 a vu le groupe accélérer sa diversification dans le secteur des services de télécoms aux entreprises, considéré comme un nouveau vecteur de croissance. Le périmètre s'est ainsi élargi à travers :

- l'acquisition, en août, de Signal Service SA, société française spécialisée dans les services de télécommunication mobile aux entreprises ;
- et la prise d'une participation, en novembre, de 74,57 % dans la société belge CHanSE SA,

également spécialisée dans les services de télécommunication mobile aux professionnels, ainsi que sa filiale 2B Mobile SprL, détenue à 100 %.

Ces deux acquisitions ont représenté un investissement de l'ordre de 10 millions d'euros.

### 2005

Pour l'année 2005, le groupe n'a pas prévu d'investissement significatif en dehors des acquisitions. Il prévoit de poursuivre sa politique de croissance externe dans les pays où il est déjà implanté.

La mise à niveau permanente des outils de travail des collaborateurs (informatique, telecom...) représente par ailleurs un investissement compris entre 1 et 3 millions d'euros selon les années.

Le groupe, de par son activité, n'engage pas de dépenses de recherche et développement en dehors de l'adaptation régulière de son offre de solutions et services, dont les coûts sont constatés en charges de l'exercice.

# ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

## 2. Évolution du capital

Le financement du développement s'est fait pour l'essentiel sur fonds propres. Le capital a évolué de la manière suivante depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Date de l'opération	Nombre d'actions	Type d'émission	Montant du capital souscrit (€)	Montant de la prime d'émission (€)	Total (€)
30/04/02	9 900	Levée d'options du personnel	19 503,00	96 087,36	115 590,36
<b>Total</b>	<b>9 900</b>		<b>19 503,00</b>	<b>96 087,36</b>	<b>115 590,36</b>

Le capital autorisé disponible s'élève au 31 décembre 2004 à 11 722 848,24 €. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2000 avait renouvelé pour une période de 5 ans l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, et ce pour un maximum de 13 849 386,40 euros jusqu'à l'échéance du 22 février 2005. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002 a décidé de diviser chaque action en 4 actions nouvelles.

Les Assemblées Générales des 18 décembre 2002 et 22 décembre 2004 ont respectivement décidé l'annulation de 1 136 020 et 1 500 000 actions sans modification du capital social.

Il est proposé à l'Assemblée Générale du 17 mai 2005 de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en utilisant la procédure du capital autorisé.

Au 31 décembre 2004, le capital social est fixé à 16 037 822,08 € et est représenté par 30 000 000 actions ordinaires, sans mention de valeur nominale, sous forme d'actions nominatives ou au porteur de cinquante, dix, cinq et une parts sociales. Il est entièrement libéré.

En application de sa politique de rachat d'actions propres, Econocom Group et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2004, 427 399 actions Econocom Group, soit 1,42 % du nombre total d'actions émises.

## 3. Perspectives

En janvier 2004, Econocom Group avait annoncé viser une augmentation de la rentabilité et un bénéfice d'exploitation légèrement supérieur à celui atteint en 2002 (22,8 millions d'euros). Ce dernier objectif n'ayant pas été atteint, il a été reconduit pour 2005.

# ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

## 3. Perspectives

En janvier 2004, Econocom Group avait annoncé viser une augmentation de la rentabilité et un bénéfice d'exploitation légèrement supérieur à celui atteint en 2002 (22,8 millions d'euros). Ce dernier objectif n'ayant pas été atteint, il a été reconduit pour 2005.

# HISTORIQUE

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

(en millions €)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Bilan</b>											
Actifs immobilisés											
(hors écart de consolidation)	12,00	10,59	12,69	12,52	16,36	24,89	47,29	47,76	124,42	74,01	66,87
Écart de consolidation (goodwill)	1,78	6,79	8,85	7,56	12,00	10,52	8,92	7,68	10,35	7,68	9,99
Actifs circulants											
(hors valeurs disponibles et placements)	50,20	52,88	62,64	56,42	71,02	77,54	181,59	171,01	182,11	152,71	166,74
Placements de trésorerie	5,06	7,09	9,30	18,02	24,44	46,09	53,64	57,46	71,50	102,27	63,17
<b>Total Actif</b>	<b>69,04</b>	<b>77,35</b>	<b>93,48</b>	<b>94,52</b>	<b>123,82</b>	<b>159,04</b>	<b>291,44</b>	<b>283,91</b>	<b>388,39</b>	<b>336,67</b>	<b>306,77</b>
Capitaux propres du Groupe	10,56	12,77	14,90	17,29	27,24	57,01	74,28	84,48	87,27	72,80	79,88
Intérêts de tiers	0,20	0,05	0	0,02	0	0	0	0,40	0,55	0,76	0,38
Provisions	3,38	4,76	5,90	5,23	6,50	8,36	11,10	11,18	28,27	30,44	19,20
Dettes financières	11,20	10,71	14,50	11,45	12,27	16,14	23,43	17,08	20,12	21,19	9,73
Dettes (hors dettes financières)	43,70	49,06	58,18	60,53	77,81	77,53	182,63	170,77	252,19	211,48	197,58
<b>Total Passif</b>	<b>69,04</b>	<b>77,35</b>	<b>93,48</b>	<b>94,52</b>	<b>123,82</b>	<b>159,04</b>	<b>291,44</b>	<b>283,91</b>	<b>388,39</b>	<b>336,67</b>	<b>306,77</b>
<b>Compte de résultats</b>											
Ventes et prestations consolidées	119,61	229,00	274,79	309,87	413,36	630,77	730,15	968,99	976,59	1 041,74	832,07
Résultat courant avant amortissement du goodwill	3,02	4,14	4,59	5,68	7,93	12,24	17,27	21,68	22,13	11,94	20,61
Résultat courant	2,73	3,12	2,85	3,94	6,22	9,75	14,47	18,06	19,37	8,94	18,37
Résultat net avant amortissement du goodwill (part du Groupe)	2,78	3,97	4,24	4,26	5,85	8,92	11,85	19,49	13,22	- 4,48	16,50
Résultat net (part du Groupe)	2,48	2,95	2,50	2,53	4,14	6,43	9,05	15,86	10,47	- 7,48	14,26
Cash-flow (a)	3,52	5,47	7,21	6,67	9,07	14,48	15,22	26,11	32,50	22,57	12,93
Rendement sur capitaux propres (b)	26 %	24 %	19 %	23 %	23 %	17 %	19 %	21 %	22 %	12 %	23 %
<b>Répartition du chiffre d'affaires par activité</b>											
Products and Solutions	59	79	78	87	116	192	300	418	308	242	202
Managed Services	10	20	21	25	37	56	87	123	119	149	108
Financial Services	50	129	174	197	259	380	338	424	545	647	512
<b>Total</b>	<b>119</b>	<b>228</b>	<b>273</b>	<b>309</b>	<b>412</b>	<b>628</b>	<b>725</b>	<b>965</b>	<b>972</b>	<b>1 038</b>	<b>822</b>
<b>Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique</b>											
Belgique & Luxembourg	97	116	123	142	168	202	213	215	209	207	217
Pays-Bas	22	28	31	39	51	156	87	153	198	232	150
France	-	24	65	53	99	160	307	464	463	514	358
U.K.	-	27	24	32	30	27	23	29	18	9	8
Suisse	-	25	23	28	43	58	58	36	21	22	12
Espagne	-	5	4	9	11	11	9	13	20	38	26
U.S.A.	-	3	3	6	10	14	28	55	39	12	31
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	20
<b>Total</b>	<b>119</b>	<b>228</b>	<b>273</b>	<b>309</b>	<b>412</b>	<b>628</b>	<b>725</b>	<b>965</b>	<b>972</b>	<b>1 038</b>	<b>822</b>

(a) Cash-flow consolidé = résultat net (part du groupe) + amortissements et réductions de valeur (sur immobilisations, sur stocks et sur créances) + provisions pour risques et charges + amortissements des écarts de consolidation (courants + exceptionnels) + réductions de valeurs, provisions et reprises de provisions exceptionnelles – abandons de créances (en 1994 et 1995).

(b) Rendement sur capitaux propres = résultat courant avant impôts / capitaux propres au 31/12 de l'exercice.

# HISTORIQUE

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

(en millions €)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Nombre d'actions (au 31/12 de l'exercice)</b>										
Ordinaires	20 887 552	21 143 552	23 703 552	25 359 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000	30 000 000
AFV	2 816 000	2 560 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	23 703 552	23 703 552	23 703 552	25 359 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000	30 000 000
Flottant	16,00 %	17,90 %	23,80 %	31,05 %	42,54 %	49,21 %	46,34 %	44,70 %	45,01 %	43,19 %
<b>Données par action (en €)</b>										
Dividende net (actions ordinaires)	0,023	0,023	0,025	0,028	0,038	0,053	0,075	0,075	0,075	0,112
Dividende brut (actions ordinaires)	0,031	0,031	0,033	0,038	0,05	0,07	0,10	0,10	0,10	0,15
Pay-out (c)	24 %	26 %	20 %	15 %	14 %	16 %	22 %	22 %	41 %	28 %
Résultat courant avant amortissement du goodwill (part du Groupe)	0,174	0,194	0,239	0,313	0,435	0,535	0,65	0,70	0,38	0,69
Résultat courant (part du Groupe)	0,132	0,12	0,166	0,245	0,345	0,445	0,555	0,61	0,28	0,61
Résultat net avant amortissement du goodwill	0,168	0,179	0,180	0,231	0,318	0,388	0,585	0,42	-0,14	0,55
Résultat net (part du Groupe)	0,124	0,106	0,107	0,163	0,228	0,28	0,488	0,33	-0,24	0,48
Cash-flow consolidé	0,23	0,305	0,283	0,358	0,513	0,47	0,695	1,03	0,72	0,43
Capitaux propres du Groupe	0,539	0,629	0,729	1,078	2,023	2,29	2,593	2,77	2,31	2,66
Rapport cours/Résultat net (avant goodwill)	5	6	12	25	26	9	9	9	N/A	11
Rapport cours/Résultat net (après goodwill) (d)	6	10	21	35	36	12	11	11	N/A	12
Rapport cours/cash-flow (d)	3,4	3,6	7,8	16,2	16,0	7,0	8,0	4,0	7,1	13,46
Rendement net (e)	2,98 %	2,14 %	1,12 %	0,49 %	0,46 %	1,57 %	1,43 %	2,00 %	1,47 %	1,94 %
Rendement brut (e)	3,97 %	2,86 %	1,50 %	0,65 %	0,61 %	2,09 %	1,91 %	2,66 %	1,96 %	2,59 %
<b>Données boursières (en €)</b>										
Moyen	0,74	0,91	1,48	4,26	8,90	6,27	4,32	4,80	4,97	5,84
Au 31 décembre	0,78	1,09	2,21	5,80	8,20	3,34	5,24	3,75	5,10	5,80
Le plus haut	0,84	1,09	2,21	6,04	12,50	8,88	5,60	6,13	5,90	6,23
Le plus bas	0,49	0,65	1,01	2,32	5,63	3,34	2,68	2,50	3,90	5,03
Return annuel (à fin décembre) (f)	48 %	42 %	106 %	164 %	42 %	-58 %	59 %	-27 %	38 %	16 %
Return annuel du marché (g)	16 %	25 %	36 %	44 %	-7,20 %	-5,02 %	-4,91 %	-22,50 %	16,01 %	38,19 %
Volume annuel (en unités)	1 848 000	2 241 344	4 025 616	5 595 040	8 456 600	3 918 372	3 685 716	3 105 787	3 034 001	5 880 902
Volume moyen par jour	7 392	8 960	16 160	22 464	38 440	15 680	14 624	12 318	11 992	22 994
Volume annuel (en valeur) (millions d'euros)	1,37	2,05	5,96	23,82	78,52	25,66	14,93	14,92	14,68	34,32
Capitalisation boursière (31/12) (millions d'euros)	18,50	25,70	52,30	146,95	231,18	108,21	170,72	118,13	160,65	174
Place de cotation (h)	SM	SM/CSF	CSF	CDF	TSC	TC	TC	TC	TC	TC
Personnel salarié au 31/12	405	460	522	835	1 088	1 682	1 859	2 390	2 355	1 700

(c) Pay-Out = dividende brut / résultat courant consolidé après impôts et avant amortissement du goodwill (part du groupe).

(d) Cours au 31 décembre / résultat net ou cash-flow.

(e) Dividende net (brut) / cours au 31 décembre de l'exercice.

(f) Return annuel = (variation du cours entre le 31/12 de l'exercice et le 31/12 de l'exercice précédent + dividende net) / cours au 31/12 de l'exercice précédent.

(g) Indice return de la Bourse de Bruxelles – Belgian All Shares.

(h) Place de cotation = Bruxelles : SM = Second Marché à partir du 09.06.1988 ; CSF = Marché au Comptant Simple Fixing à partir du 13.12.1996.

CDF = Marché au Comptant Double Fixing à partir du 11.03.1998 ; TSC = Marché à Terme semi-continu à partir du 11.03.1999.

L'action est cotée au Marché à terme continu (TC) depuis le 16.03.2000.

# Adresses **Econocom**

## **Econocom Group**

Clos du Parnasse, 13AB  
1050 Bruxelles – Belgique

## **Econocom Belgique**

Parc Horizon  
Leuvensesteenweg 510, bus 80  
1930 Zaventem – Belgique  
Tél. : 32 2 790 81 11  
Fax : 32 2 790 81 20

## **Econocom Luxembourg**

4, rue d’Arlon  
8399 Windhof – Luxembourg  
Tél. : 352 39 55 50  
Fax : 352 39 55 88

## **Econocom France**

42-46, rue Médéric  
92582 Clichy cedex – France  
Tél. : 33 1 47 56 37 00  
Fax : 33 1 47 56 03 00

## **Econocom Locazione Italia SpA**

Via Stephenson n. 43/A  
20157 Milan – Italie  
Tél. : 39 02 39030411  
Fax : 39 02 39030400

## **Econocom Albis GmbH**

Ifllandstraße 4  
22087 Hambourg – Allemagne  
Tél. : 49 40 808 100 339  
Fax : 49 40 808 100 370

## **Econocom Nederland**

Kokermolen 11  
3994 DG Houten – Pays-Bas  
Tél. : 31 30 63 58 333  
Fax : 31 30 63 58 300

## **Econocom España SA**

C/ Josefa Valcarcel, N.42, 5° Planta  
28027 Madrid – Espagne  
Tél. : 34 91 411 91 20  
Fax : 34 91 563 92 33

## **Econocom Suisse**

Chemin de la Vuarpillière, 35  
1260 Nyon – Suisse  
Tél. : 41 22 994 88 70  
Fax : 41 22 994 88 71

## **Econocom UK**

Sovereign Gate,  
18-20, Kew Road,  
Richmond Surrey TW9 2NA – Royaume-Uni  
Tél. : 44 20 8948 83 77  
Fax : 44 20 8948 84 81

## **Econocom USA**

6750 Poplar Avenue, Suite 202  
Memphis, Tennessee 38138 – USA  
Tél. : 1 901 685 0021  
Fax : 1 901 685 1105







**Econocom**  
est présente en Europe et aux États-Unis



---

[www.econocom.com](http://www.econocom.com)

**econocom**  
■ MASTERING IT RESOURCES